

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES EFFETS

DE LA

SAISIE-ARRÊT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

HENRI MASSELIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES EFFETS

DE LA

SAISIE-ARRÊT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 3 juin 1898, à 1 heure

PAR

HENRI MASSELIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GLASSON.

Suffragants : { MM. THALLER, professeur.
PILLET, agrégé.

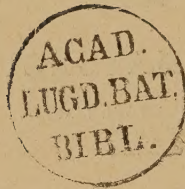
PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898



DES EFFETS

DE

LA SAISIE-ARRÊT

INTRODUCTION

La saisie-arrêt est un acte par lequel un créancier défend au débiteur de son débiteur de payer à celui-ci ce qu'il lui doit et arrive à obtenir à son profit l'attribution des sommes dues à ce dernier, à concurrence du montant de sa créance. On emploie souvent indifféremment les mots : saisie-arrêt ou opposition, la rubrique du Code de procédure lui-même autorise ce langage, il nous paraît cependant préférable de s'en tenir à l'expression de saisie-arrêt, beaucoup plus précise que celle d'opposition, terme générique employé en bien des sens différents tant par le Code civil que par le Code de procédure.

La personne qui défend de payer s'appelle le saisissant, celle à qui est faite cette défense le tiers-saisi, et celle qui ne peut plus toucher les sommes à

elle dues, le saisi ; le montant des causes de la saisie-arrêt est la somme pour sûreté de laquelle est faite cette saisie.

Tout créancier, dit l'article 557 du Code de procédure, peut saisir-arrêter ; la seule condition exigée est un lien personnel d'obligation entre le débiteur et le créancier : un créancier hypothécaire peut, s'il le préfère, employer ce moyen vis-à-vis de son débiteur personnel, il ne le pourrait pas au contraire vis-à-vis de l'acquéreur de l'immeuble hypothéqué, qui n'est pas tenu envers lui personnellement, mais seulement en sa qualité de détenteur de l'immeuble. Un légataire, bien que devenant propriétaire de l'objet légué du jour du décès du testateur, n'acquiert pas le droit de former des saisies-arrêts avant d'avoir introduit la demande en délivrance de son legs (1) ; il ne peut, en effet, intenter aucune action avant d'avoir fait cette dernière demande, seuls les actes conservatoires lui sont permis.

Il ne faudrait point cependant étendre le sens des mots « tout créancier » jusqu'à en conclure qu'un créancier personnel quelconque, un créancier à terme ou conditionnel par exemple, pourrait, avant l'échéance du terme ou l'arrivée de la condition, pratiquer des saisies-arrêts ; outre que nous repousserons plus loin l'opinion d'après laquelle la saisie-

(1) Bastia, 8 avril 1846, D.P. 46.2.79. — *Contra* : Cass. civ., 13 mai 1839, D. P. 39.1.212.

arrêt n'est qu'une mesure conservatoire, ce qui fait perdre dès lors à l'argument tiré de l'article 1180 du Code civil, d'après lequel le créancier conditionnel peut faire tous actes conservatoires de son droit, toute sa force, ce serait comme il a été dit (1), violer la loi du contrat et contraindre indirectement le débiteur à payer immédiatement ce qui n'était dû qu'à terme ou à condition.

La saisie-arrêt étant une mesure d'exécution, et impliquant d'autre part la nécessité d'intenter une action en justice, ne peut pas être pratiquée par un incapable, mineur, femme mariée non autorisée, maire, etc. Un failli ou un liquidé judiciairement, ce dernier sans l'assistance de son liquidateur, ne pourraient pas non plus former de saisie-arrêt.

L'article 551 du Code de procédure civile, où se trouvent posées certaines règles relatives à l'exécution forcée, ne permet de procéder à une saisie, soit mobilière, soit immobilière, qu'en vertu d'une créance certaine, liquide et exigible : — certaine, c'est-à-dire dont l'existence ne peut être sérieusement contestée, — liquide, c'est-à-dire à la fois certaine et déterminée quant à sa quotité, — exigible, c'est-à-dire dont le recouvrement peut être poursuivi immédiatement. La première de ces conditions concerne seulement le principal de la créance et non les

(1) Boitard, Colmet-Daage et Glasson, *Leçons de procédure civile*, t. II, p. 226.

intérêts dont celle-ci est productive et qui en sont l'accessoire (1). La deuxième de ces conditions, la liquidité de la créance, n'est pas exigée en matière de saisie-arrêt à peine de nullité (2), en ce sens du moins que l'évaluation provisoire faite par le juge peut y suppléer (art. 559, C. pr. civ.).

Les conditions énumérées plus haut ne suffisent point pour rendre une saisie-arrêt valable si la créance ne repose sur un titre qui fait la preuve de cette créance elle-même, ou si, à défaut de ce titre, le créancier n'a pas obtenu la permission du juge (art. 557 et 558, C. pr. civ.).

Tout titre authentique ou sous seings privés contenant obligation ou condamnation peut servir de base à une saisie-arrêt (3). Lors de la rédaction du Code de procédure civile, le Tribunal, craignant de voir se reproduire les abus auxquels avait donné lieu l'ordonnance de 1560 qui n'exigeait qu'un titre sous seings privés, avait émis le vœu dans ce cas qu'il fût nécessaire d'obtenir la permission du juge, mais cet avis ne prévalut pas.

Lorsqu'une créance a été reconnue par jugement, elle devient certaine et ce jugement peut servir de base à une saisie-arrêt ; la question devient plus délicate si on suppose le jugement qui emporte con-

(1) Cass. civ., 4 juin 1896, D. P. 96.1.462.

(2) Dijon, 15 mars 1893, D. P. 94.2.363.

(3) Trib. de Charolles, 30 novembre 1893, D. P. 94.2.126.

damnation, frappé d'appel ; la jurisprudence, d'abord incertaine, paraît avoir pris en la matière une direction nettement opposée à l'opinion de la plupart des auteurs et à laquelle nous nous rallions (1), à savoir que, par suite de l'appel tout se trouvant remis en question, on ne saurait valablement former une saisie-arrêt en vertu d'un jugement frappé d'appel et non exécutoire par provision ; nous admettons aussi qu'au cas où le jugement qui pourrait servir de base à la saisie-arrêt est frappé d'appel, le juge ne pourrait suppléer au défaut de titre au moyen d'une permission, sauf dans le cas où il serait constant que l'appel a été fait de mauvaise foi et dans le but évident d'empêcher une saisie-arrêt ; encore les juges, appelés à se prononcer sur ce point, doivent-ils agir avec la plus grande circonspection.

Tout ce qui vient d'être dit relativement à un jugement frappé d'appel s'applique aussi à un jugement frappé d'opposition. La saisie-arrêt ne peut pas, à

(1) Dans notre sens : Bordeaux, 28 août 1827, D. R. S. A., n° 95 ; Liège, 30 novembre 1823, D. R. S. A., n° 95 ; Décision ministérielle du 10 avril 1827, D. R. S. A., n° 95 ; Rennes, 5 décembre 1836, *Journal des avoués*, t. 53, p. 676 ; Roger, p. 46 ; Chauveau sur Carré, t. IV, p. 557 ; Rousseau et Laisney, t. VII, p. 424. — *Contrà* : Rouen, 14 juin 1828, D. R. S. A., n° 94 ; Trib. Bastia, 20 mars 1858, D. P. 59.3.7 ; Bordeaux, 24 mai 1869, D. Sup. au R. S. A., n° 42 ; Trib. Seine, 10 décembre 1873, *Journal des avoués*, t. 99, p. 65 ; Trib. Chambéry, 21 janvier 1880, *France judiciaire*, IV, 397 ; Cass., 10 août 1881, D. P. 82.1.307 ; Cass., 28 décembre 1881, D. P. 82.1.377 ; Trib. Seine, 21 avril 1885, *La Loi* du 16 septembre 1885 ; Lyon, 2 mars 1886, D. Sup. au R. S. A., n° 42 ; Trib. Seine, 10 août 1889, D. Sup. au R., n° 32 ; Trib. Mantes, 7 avril 1894, D. Sup. au R. S. A., n° 91.

notre avis, être formée en vertu d'un jugement non signifié, pour deux raisons : 1° par application de la maxime : *paria sunt non esse et non significari* ; 2° à cause du caractère d'exécution que nous reconnaissons à cette mesure (1).

Le pourvoi en cassation n'étant pas suspensif en matière civile n'empêcherait pas de faire valablement une saisie-arrêt, et ce serait seulement dans le cas où le jugement ou l'arrêt viendrait à être cassé que la saisie-arrêt serait caduque. Il en serait de même pour les jugements attaqués par la voie de la requête civile ou de la tierce opposition.

Lorsqu'il n'y a pas de titre, le juge du domicile du saisi ou celui du tiers-saisi pourront rendre une ordonnance sur requête permettant de saisir-arrêter (art. 558, C. pr. civ.). Que doit-on entendre par l'expression générale de « juge » ? Est-ce le juge civil si la dette est civile, le juge commercial si elle est commerciale, sera-ce même le juge de paix si le montant de la dette rentre dans les limites de sa compétence ?

Contrairement à la jurisprudence et à l'opinion de la plupart des auteurs qui veulent, les uns, accorder le pouvoir d'autoriser une saisie-arrêt au président du tribunal de commerce et le refuser au juge de paix, sans aucune bonne raison à notre avis puis-

(1) Paris, 24 novembre 1887, D. P. 88.2.294.

qu'ils sont tous deux juges d'exception, les autres l'accorder indistinctement à tous les deux, nous croyons que, seul, le juge civil peut autoriser une saisie-arrêt, que nous considérons comme une mesure d'exécution et dont seul peut connaître le juge ordinaire. Les articles 442 et 553 du Code de procédure civile sont formels en ce qui concerne le président du tribunal de commerce et doivent être appliqués au juge de paix avec d'autant plus de raison que tous les articles du Code de procédure, relatifs à l'exécution forcée des décisions judiciaires, établissent toujours la compétence exclusive du tribunal civil; l'article 417 du Code de commerce ne donne pouvoir au président du tribunal de commerce que pour deux mesures nettement définies : assignation à bref délai ou saisie conservatoire, vouloir comprendre dans ces deux termes celui de saisie-arrêt c'est dénaturer complètement le texte; au surplus l'article 10 de la loi du 25 mai 1838, qui permet au juge de paix d'autoriser une saisie-gagerie et dont on a voulu tirer un argument *a pari* en faveur de la saisie-arrêt, nous paraît au contraire fournir un argument *a contrario* en faveur de notre thèse : *specialia generalibus derogant*. Enfin une loi récente, celle du 12 janvier 1895, en ne se contentant pas d'augmenter sa compétence en cette matière jusqu'à une certaine somme, mais en spécifiant exactement certains cas particuliers dans lesquels le juge de paix,

aurait le pouvoir d'autoriser une saisie-arrêt et de la valider, a nettement indiqué par là que jusqu'alors ce droit lui était dénié (1).

Le président, en autorisant une saisie-arrêt, fait un acte de juridiction gracieuse, il a un pouvoir discrétionnaire pour accorder cette permission ou pour la refuser, et pas plus le créancier, si cette autorisation n'a pas été accordée, que le débiteur, si elle l'a été, n'ont aucun moyen de recours contre son ordonnance ; l'étendue de ce pouvoir exorbitant a amené certains tribunaux, entre autres celui de la Seine, à exiger du créancier qu'il consente à en référer en cas de difficultés, et la jurisprudence la plus récente est très divisée sur la légitimité de ces réserves ; contrairement à l'avis de la Cour de cassation (2), la Cour de Paris semble en admettre le bien fondé. Nous nous rallions à cette dernière opinion : outre, en effet, que ce mode de procéder n'a rien de contraire aux lois et à la raison, puisque qui peut le plus peut le moins, il nous paraît sauvegarder entièrement les droits des parties ; le président, qui aurait pu hésiter souvent à donner une permission définitive et compromettre ainsi les intérêts du créancier ; l'accordera beaucoup plus facilement lorsqu'il aura sauvegardé de cette façon et dans la

(1) Voir sur cette question, Locré, *Législation civile*, t. XXII, p. 389.

(2) Cass. civ., 5 mars 1890, D. P. 90.1.477 ; Cass. civ., 1^{er} juillet 1890, D. P. 90.1.469 ; Cass. civ., 5 mars 1895, D. P. 95.1.420.

mesure du possible les droits du débiteur. D'accord sur ces prémisses, on se sépare aussitôt ensuite, lorsqu'il s'agit de savoir et quels sont les pouvoirs qui peuvent ainsi être réservés et quelle est la durée de ces pouvoirs. Nous admettons que le président peut aller jusqu'à rétracter sa première ordonnance et donner mainlevée de la saisie ; et ce, jusqu'à ce que le débat soit lié devant le tribunal par des conclusions au fond signifiées au nom du saisi. L'appel de l'ordonnance de référé, dont la légitimité a été contestée, nous paraît cependant devoir être admis, car ici l'ordonnance revêt toutes les formes d'une décision judiciaire statuant après débat contradictoire sur un litige déterminé (1).

Que la saisie-arrêt soit faite en vertu d'un titre ou de la permission du juge, on doit entendre par les mots « sommes et effets » pouvant être saisis-arrêtés, employés dans l'article 557 du Code de procédure, la généralité des meubles ; un immeuble quelconque, fût-ce une chose mobilière immobilisée par destination, n'est pas susceptible de saisie-arrêt ; il n'est pas nécessaire pour la validité de cette opération que les meubles ou valeurs soient, au moment même de la saisie, dans le patrimoine du débiteur, mais seulement qu'il ait sur eux un droit en germe,

(1) Pour l'exposé complet de ces doctrines, voir : Rousseau et Laisney, t. VII, p. 428 et suivantes.

éventuel ou conditionnel (1) ; aussi est-ce pour cela qu'il est d'usage d'employer les termes « a ou aura, doit ou devra » dans l'exploit de saisie-arrêt signifié au tiers saisi. D'autre part, la saisie-arrêt ne serait pas non plus valable si elle frappait sur des choses qui, au moment de la signification de l'exploit, n'appartenaient plus au débiteur, celui-ci en ayant cédé la propriété à des tiers ; si ce sont des meubles la saisie ne frappera plus, la vente en matière de meubles étant valable *erga omnes* sans aucune formalité particulière, en réservant toutefois la question de preuve d'antériorité de la vente qui s'établirait par un acte sous seings privés ayant date certaine ou par un acte authentique ; si ce sont des créances cette cession devrait être faite en conformité de l'article 1690 du Code civil, sauf en matière commerciale pour la transmission d'effets de commerce opposable aux tiers par le seul endossement.

Nous avons établi plus haut que la généralité des meubles appartenant au débiteur pouvait en principe être saisie-arrêtée ; des considérations d'utilité générale ou d'humanité ont cependant fait apporter de nombreuses exceptions à cette règle dans le détail desquelles nous n'avons pas à entrer ici.

La procédure de saisie-arrêt comprend trois phases principales : 1^o défense de payer faite au tiers-

(1) Nancy, 31 mars 1897, D. P. 98.2.40.

saisi par l'exploit de saisie-arrêt ; 2° dénonciation faite au débiteur saisi de la saisie-arrêt, avec demande en validité de la dite saisie et en condamnation s'il n'y a pas titre exécutoire ; 3° contre-dénonciation au tiers-saisi de la demande en validité et, suivant les cas, assignation en déclaration affirmative concomitante ou subséquente.

La gravité de l'acte de saisie-arrêt, qui peut causer au débiteur le plus grave préjudice, soit en ruinant son crédit, soit en immobilisant des valeurs dont il peut avoir un besoin immédiat, a amené le législateur à exiger pour sa validité, outre les règles communes aux exploits ordinaires d'huissier, certaines conditions particulières, par exemple l'énunciation de la somme pour laquelle est faite la saisie-arrêt, afin de permettre au saisi de pouvoir faire immédiatement des offres réelles et obtenir mainlevée, et l'élection d'un domicile dans la commune où habite le tiers-saisi, de la part du saisissant dans le cas où il n'y habite pas ; ceci dans l'intérêt commun du tiers-saisi et du saisi qui peuvent ainsi faire les significations d'actes nécessaires dans le lieu même de la saisie et se dispenser de signifier au domicile du saisissant, peut-être fort éloigné (art. 559, C. pr. civ.). C'est aussi afin d'éviter des saisies-arrêts faites au nom de personnes supposées que l'huissier qui signifie l'exploit peut être contraint de justifier de l'existence du saisissant au moment où l'ordre de

saisir lui a été donné, à peine d'interdiction et de dommages-intérêts (art. 562, C. pr. civ.).

Aux termes de l'article 563 du Code de procédure civile, le saisissant est tenu, dans la huitaine de la saisie-arrêt, outre les délais de distance (augmentés par la loi du 3 mai 1862), de la dénoncer au saisi (1); sans cette précaution, le débiteur pourrait ignorer longtemps cette saisie et n'avoir plus en mains, au moment où il viendrait à la découvrir, les moyens nécessaires pour la faire annuler. Le Code de procédure n'exige pas, pour la dénonciation, certaines règles spéciales comme pour l'exploit de saisie-arrêt, elle n'a besoin de contenir que les indications habituelles des exploits d'huissier; aucun texte même n'exige que l'on donne une copie exacte de l'exploit de saisie-arrêt, il suffit que le saisi y puisse trouver tous les renseignements dont il a besoin. Dans le même délai de huitaine, le créancier saisissant doit assigner le saisi en validité, en pratique d'ailleurs ces deux formalités se font par le même exploit, et, suivant que la saisie-arrêt a été faite en vertu d'un titre exécutoire ou non, il conclura uniquement à la validité de la saisie, ou bien aussi à la condamnation pour le montant de la créance. La sanction de ces diverses formalités est très justement rigoureuse: faute de demande en validité, la saisie sera nulle

(1) Paris, 17 janvier 1894 et Cass. req., 22 octobre 1895, D. P. 96, 4.121.

(art. 565, C. pr. civ.); tout le monde est d'accord pour reconnaître que le défaut de dénonciation est sous-entendu par le même article et muni de la même sanction, qu'il faut aussi interpréter l'article 565 à la lumière de l'article 563, et décider que la demande en validité doit être faite dans la huitaine, à peine de nullité.

Des divergences, au contraire, existent entre les auteurs sur le point de savoir si cette nullité est encourue de plein droit ou si le tiers-saisi a le droit d'exiger, avant de payer, qu'on lui rapporte une main-levée; nous croyons que cette nullité est absolue et n'a pas besoin d'être prononcée (1), le saisissant paraissant avoir abandonné la procédure; que d'ailleurs la solution contraire faciliterait la fraude: un débiteur provoquerait entre ses mains une saisie-arrêt de complaisance dont la validité ne serait pas demandée dans les délais, et ainsi s'abstiendrait d'acquitter sa dette.

Le débiteur qui, pour une cause quelconque, prétend avoir le droit de toucher la somme saisie-arrêtée, forme une demande en main-levée, soit incidemment dans les conclusions signifiées par lui en réponse à l'assignation du saisissant, soit en suivant lui-même sur sa demande principale. C'est le tribunal civil du domicile de la partie saisie qui est compé-

(1) Trib. Vesoul, 30 mai 1872, *Journal des avoués*, t. 97, p. 718; Trib. Foix, 6 novembre 1873, D. P. 74.3.441.

tent pour la demande en validité et pour la demande en main-levée (art. 567, C. proc. civ.).

La contre-dénunciation doit être faite dans la huitaine de la demande en validité, elle n'est soumise qu'aux formes générales des exploits d'huissier : il suffit que le tiers-saisi soit averti que la dénonciation et la demande en validité ont été faites en temps utile.

Les conséquences du défaut de contre-dénunciation dans les délais sont moins graves que pour la dénonciation : la saisie-arrêt n'est pas nulle, mais les paiements qui ont été faits par le tiers-saisi depuis l'expiration du délai de huitaine et avant la signification de la contre-dénunciation sont valables (article 565, C. pr. civ.) ; nous croyons au moins que c'est dans ce sens qu'il faut interpréter la pensée un peu ambiguë du législateur.

Si la saisie-arrêt a été faite en vertu d'un titre exécutoire, l'assignation en déclaration affirmative et la contre-dénunciation au tiers-saisi peuvent être faites par un seul et même exploit ; dans le cas contraire, l'assignation ne peut être lancée que lorsque le saisissant a préalablement obtenu un jugement reconnaissant le saisissant comme débiteur et validant la saisie-arrêt faite à sa requête. Le tiers-saisi fera la déclaration demandée et l'affirmera au greffe s'il est sur les lieux, sinon il lui est loisible de la faire devant le juge de paix de son domicile (art. 571,

C. pr. civ.). Cette déclaration devra satisfaire à toutes les prescriptions de l'article 573, énoncer, par exemple, les paiements à compte s'il en a été fait ; des raisons d'utilité pratique ont conduit à admettre que, bien que le saisissant fût un tiers dans le sens des termes de l'article 1328 du Code civil, les quittances sous seings privés n'ayant pas date certaine lui seraient opposables. Le tiers-saisi doit aussi, s'il survient de nouvelles saisies-arrêts, les dénoncer par extraits à l'avoué du premier saisissant (art. 575). Les frais de la déclaration affirmative ne sont pas à la charge du tiers-saisi, celui-ci en fait seulement l'avance et a le droit de les retenir sur le montant de sa dette ; c'est, en définitive, le saisissant qui les supporte,

Aux termes de l'article 577, le tiers-saisi qui ne fait pas sa déclaration, ou qui ne l'accompagne pas des justifications ordonnées, est déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie ; la sanction de cet article est très rigoureuse, aussi doit-on avoir soin de ne pas l'étendre en dehors de ses termes précis (1). Si la déclaration du tiers-saisi est acceptée, toute procédure est finie (art. 576, C. pr. civ.) ; dans le cas contraire, lorsqu'elle est contestée ou lorsqu'elle est tardive, c'est un procès nouveau qui commence : les frais en seront supportés par la partie perdante

(1) Cass. civ., 19 juillet 1894, D.P. 95.1.121 et la note de M. Glasson.

ou par celle qui aura occasionné le retard et forcé ainsi à avoir recours contre elle à la coercition.

Après cet exposé sommaire des diverses phases de la procédure, on pourra mieux se rendre compte d'une dernière question générale, grosse de conséquences, qui nous reste à examiner : la saisie-arrêt est-elle une mesure conservatoire ou une mesure d'exécution ?

La théorie qui consistê à présenter la saisie-arrêt comme une mesure purement conservatoire paraît à peu près abandonnée aujourd'hui (1) ; c'était l'opinion de Treilhard lors de la discussion au Conseil d'Etat du Code de procédure civile, opinion toute personnelle d'ailleurs, car en se reportant au procès-verbal, on y voit sa théorie combattue par M. l'archichancelier.

Entre les deux systèmes extrêmes : mesure conservatoire, mesure d'exécution, il s'en est développé un intermédiaire qui paraît avoir recueilli les suffrages de beaucoup d'auteurs et qui peut compter à son actif de nombreux monuments de jurisprudence (2) : la saisie-arrêt ne peut être classée d'une façon abso-

(1) Trib. de paix du 9^e arr. de Paris, 17 décembre 1895, D. P. 97.2.44.

(2) Dalloz, Rép., S. A., p. 490 et sup. au Rép., p. 680 ; Roger, p. 2 ; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. II, p. 232 ; Garsonnet, t. III, p. 817 ; Douai, 40 décembre 1836, D. P. 38.2.81 ; Rennes, 21 août 1871, D. P. 75.2.20 ; Paris, 21 mai 1879, *Gazette des tribunaux* du 17 octobre 1879 ; Paris, 28 novembre 1879 et 11 mars 1880, Sirey, 80.2.213 ; Cass. civ., 28 décembre 1881, D. P. 82.1.377 ; Be-

lue ni dans les actes conservatoires ni dans les actes d'exécution, elle est à la fois l'un et l'autre ; conservatoire dans son principe, elle est, dans son résultat, une véritable mesure d'exécution ; d'accord jusqu'ici, nos adversaires se divisent aussitôt ensuite lorsqu'il s'agit de déterminer le moment précis où la saisie-arrêt, de mesure conservatoire qu'elle était tout d'abord, devient acte d'exécution. Les uns (Boitard, Colmet-Daage et Glasson, Garsonnet) lui attribuent ce caractère à partir de l'assignation en validité, les autres (Roger, Rousseau et Laisney et la Cour de cassation) à partir seulement du jugement de validité.

Reste le dernier système, consacré par quelques arrêts (1) et qui est le nôtre : la saisie-arrêt doit être considérée *ab initio* comme une mesure d'exécution ; que veut, en effet, le créancier qui pratique une saisie-arrêt entre les mains d'un tiers, sinon être payé, ou, en d'autres termes, exécuter son débiteur ? Il y arrivera lentement, mais sûrement en parcourant le dédale de cette procédure dont tou-

sançon, 15 février 1888, D. P. 88.2.285 ; Cass. civ., 1^{er} mai 1889, D. P. 90.1.264 ; Paris, 13 novembre 1894, D. P. 95.2.490 ; Alger, 13 août 1894, D. P. 96.2.179 ; Paris, 25 mars 1896, D. P. 96.2.288.

(1) Bourges, 17 mars 1826, D. RÉP., S.A., n° 72 ; Bordeaux, 28 août 1827, D. RÉP., *Appel civil*, n° 1263 ; Paris, 23 juillet 1840, D. RÉP., *Jugement*, n° 423 ; Bordeaux, 22 août 1854, D. P. 55.2.123 ; Nîmes, 18 juin 1850, D. P. 50.2.158 ; Orléans, 7 juin 1855, D. P. 56.2.111 ; Limoges, 29 juin 1885, D. P. 85.2.265.

tes les parties se tiennent entre elles et dont le dernier acte, le jugement de validité, ne fait que consacrer la main-mise opérée par le premier acte, l'exploit de saisie-arrêt. Cette procédure est tout aussi indivisible que celle de saisie-exécution ou de saisie-immobilière, dans lesquelles aussi le premier acte consiste en un simple arrêt ; a-t-on jamais soutenu cependant qu'elles étaient de simples mesures conservatoires ? La saisie-arrêt est le mode d'exécution des créances et des effets mobiliers qui se trouvent entre les mains de tierces personnes, de même que la saisie-exécution est le mode de réalisation des meubles qui sont en la possession du débiteur, la saisie-immobilière des immeubles, la saisie des rentes du droit à ces rentes, la saisie-brandon des fruits pendants par branches ou par racines ; la place assignée, par les rédacteurs du Code de procédure, au titre de la saisie-arrêt entre les règles générales sur l'exécution forcée des jugements et le titre de la saisie-exécution l'indique d'ailleurs nettement.

L'exploit de saisie-arrêt, s'il n'est suivi dans un délai fatal de l'assignation en validité, n'a aucune valeur par lui-même ; c'est là ce qui empêche de l'assimiler aux autres saisies qu'on a pu appeler conservatoires, à la saisie-gagerie par exemple. Le procès-verbal de saisie-gagerie, seul et par lui-même, empêche le détournement des objets saisis au préjudice de la personne qui a sur eux un droit spécial, un

privilège ; libre ensuite à ce dernier de poursuivre quand bon lui semblera la réalisation de ces choses, il est sûr jusque-là que son droit est conservé : rien de tel, comme nous l'avons vu, dans la saisie-arrêt. Nous ne sommes pas non plus touchés par l'argument de nos adversaires qui consiste à présenter la saisie-arrêt comme une mesure conservatoire parce qu'elle peut être pratiquée comme les saisies conservatoires sans titre exécutoire ou même sans titre du tout, en vertu de la simple permission du juge. La question avait été soulevée lors de la rédaction du Code (1) et il fut expliqué que la saisie-arrêt ne dépossédant pas le saisi et ne causant pas un scandale public nuisible à son crédit à l'inverse de la saisie-exécution, on pouvait se montrer moins exigeant pour l'autoriser (2). Il apparaît donc clairement que le législateur d'alors, en en facilitant la pratique, n'a pas entendu en changer le caractère.

(1) Locré, *Législation civile*, t. XXII, p. 388.

(2) Pigeau, *La procédure des tribunaux de France*, t. II, p. 45.

PREMIÈRE PARTIE

EFFETS DE L'EXPLOIT DE SAISIE-ARRÊT

CHAPITRE PREMIER

EFFET PRINCIPAL DE LA SAISIE-ARRÊT.

L'effet principal de la saisie-arrêt est de rendre indisponibles entre les mains d'un tiers les sommes ou effets mobiliers qui en sont l'objet et qui appartiennent au débiteur ; ils sont, à partir de ce moment, affectés à l'extinction de la créance du saisissant et le tiers-saisi devient responsable de tout paiement qu'il pourrait faire au préjudice de ses droits ; fût-il même simple dépositaire d'objets à lui confiés par le saisi, il ne peut les remettre à leur propriétaire (art. 1944 du Code civil).

Le Code civil, dans les articles 1242 et 1298, a prévu les cas de paiement et de compensation ; aux termes du premier de ces articles « le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une

saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants : ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier ».

Cette obligation pour le tiers-saisi de ne point payer au préjudice d'une saisie-arrêt a été répétée de façon expresse par le législateur dans le décret du 18 août 1807, relatif aux saisies-arrêts faites entre les mains de fonctionnaires publics. Une seule exception existe à cette règle : aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 novembre 1808, le privilège du Trésor public pour le recouvrement des contributions directes de l'année échue et de l'année courante s'exerce avant tout autre sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent ; de même, par application de l'article 2, tous dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège du Trésor public sont tenus de payer en l'acquit de ces derniers sur le montant des fonds qu'ils leur doivent. Le tiers-saisi est donc contraint de payer nonobstant toute saisie-arrêt existant à ce moment entre ses mains (1).

Au cas où malgré une saisie-arrêt, le tiers-saisi aurait payé au préjudice du saisissant, celui-ci met-

(1) Cass., 21 avril 1819, Sirey, 19.1.281.

trait en œuvre l'article 1382 du Code civil et demanderait une indemnité proportionnée au préjudice causé ; c'est ainsi qu'il faut entendre les mots « selon leur droit » cités plus haut (1) ; la responsabilité du tiers-saisi ne serait donc pas engagée s'il avait payé, malgré la défense du saisissant, un créancier qui lui était préférable, par exemple un créancier ayant une hypothèque sur un immeuble vendu et dont le prix aurait été saisi-arrêté par un créancier chirographaire.

« La compensation, dit l'article 1298 du Code civil, n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation. » La compensation s'opérant d'elle-même et de plein droit, si les deux dettes, réunissant les conditions nécessaires pour être compensées, avaient co-existé, ne fût-ce qu'un instant de raison, et même à l'insu des parties, la saisie-arrêt frapperait dans le vide ; mais celle-ci s'oppose à ce que la compensation, qui n'aurait pu avoir lieu auparavant, pour quelque cause que ce fût, puisse se produire à partir du moment où le tiers-saisi est touché par l'exploit, quel que soit le fait, d'ailleurs, par suite duquel il est devenu créancier, dépendant

(1) Cass. req., 29 décembre 1841, D. P. 42.1.11 ; Alger, 13 juin 1889, Dalloz, Sup. au Rép., S. A., n° 130.

ou non de sa volonté. Nous remarquerons cependant, avec Dalloz (1), qu'il y a une légère différence entre les deux cas : si le tiers-saisi est devenu créancier personnel du saisi par un fait indépendant de sa volonté, par exemple des dommages-intérêts dus pour un délit commis envers lui par le saisi après la saisie-arrêt ou une créance qu'il aurait reçue en héritage, il pourra demander à venir à la distribution par contribution au marc le franc avec le saisissant, il est en effet évident qu'il est devenu créancier sans fraude. Il en serait tout autrement dans le cas d'un acte volontaire, vente, prêt, etc. ; ce serait alors un moyen trop facile de rendre la saisie-arrêt illusoire, soit pour partie, soit même pour le tout.

Ce que le Code civil dit pour le paiement, mode général d'extinction des obligations, ce qu'il précise ensuite, à titre d'exemple, pour la compensation, doit être étendu à la novation — à moins cependant que la nouvelle créance soit exactement de la même valeur que la première et que le saisissant ne puisse être lésé en rien, — à la remise de la dette (2), qui est une donation quant au fond — nous parlons seulement ici de la remise volontaire de la dette et non de la remise forcée, comme par exemple en matière de faillite où le concordat pourrait être imposé par la majorité des créanciers à la minorité, dans

(1) REP., S. A., n° 416.

(2) Cass. civ., 10 janvier 1859, D. P. 59.1.34.

laquelle se trouverait le saisi : il est évident que, dans ce cas, le créancier ne pourrait arguer d'aucun préjudice causé volontairement par le saisi et serait forcé de supporter les conséquences du concordat qui aurait été voté. — Le saisi ne pourrait pas non plus accorder des délais au tiers-saisi pour se libérer, la concession d'un terme étant une sorte de remise partielle (1).

La saisie-arrêt frappe d'indisponibilité non seulement la créance proprement dite du saisi, mais aussi tous les accessoires qui y sont attachés, par exemple l'hypothèque qui la garantit, d'après la règle : *accessorium sequitur principale* ; il en résulte que si le saisi a, postérieurement à la saisie-arrêt, fait cession du rang de l'hypothèque qu'il aurait obtenue en garantie de sa créance, le cessionnaire n'en peut bénéficier au détriment du saisissant. La jurisprudence a été appelée à se prononcer pour la première fois il y a quelques années seulement sur cette question (2) et elle l'a résolue dans le sens indiqué plus haut qui, pour être exact, ne nous en paraît pas moins un peu draconien. D'une part, en effet, le cessionnaire n'a pas d'autres procédés d'investigation que les recherches qu'il a pu faire sur les registres hypothécaires, d'autre part la loi du 23 mars 1855 n'impose nulle part l'obligation de rendre pu-

(1) Paris, 25 mars 1831, Sirey, 31.2.179.

(2) Cass. req., 21 mai 1889, D. P. 89.1.367.

blique la saisie-arrêt faite sur une créance qui se trouve garantie par une hypothèque, il lui est donc impossible de découvrir l'existence de cette saisie-arrêt qui, on le comprend à merveille, lui sera soigneusement cachée par le cédant et le débiteur cédé. Le dernier prêteur, cessionnaire de l'hypothèque, devra donc tâcher de prendre toutes les précautions possibles pour arriver à savoir s'il existe une saisie-arrêt : il y va, comme nous l'avons vu, de l'efficacité de son recours.

Un paiement fait en exécution d'un jugement passé en force de chose jugée est valable nonobstant l'existence d'une saisie-arrêt, mais c'est une question controversée que celle de savoir si un paiement fait en vertu d'une sentence exécutoire par provision a la même valeur qu'un paiement fait en vertu d'une décision passée en force de chose jugée : les uns ont prétendu lui reconnaître exactement la même force et déclarer le paiement valable alors même que la première décision viendrait à être annulée en appel (1).

D'autres, au contraire, se basant sur les termes de l'article 548 du Code de procédure qui, disent-ils, déroge à l'article 135 du même Code, déclarent que l'exécution provisoire n'a pas d'effet à l'égard des tiers qui n'ont pas obéi qu'à un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée (2).

(1) Bordeaux, 21 août 1839, *Rép.*, *Appel civil*, n° 1242.

(2) Cass. req., 25 mai 1841, *D. R.*, *Jugement*, n° 533 ; Cass. civ., 9 juin 1858, *D. P.* 58.1.246.

Ces deux systèmes présentent chacun, à notre avis, une part de vérité et une part d'erreur ; c'est par une distinction qu'il faut résoudre la question (1), selon que le tiers-saisi peut être considéré ou non comme tiers : s'il a été partie au jugement ou à l'ordonnance qui ordonne de payer immédiatement, il doit s'exécuter malgré l'appel interjeté, puisque c'est seulement en faveur des tiers que l'article 548 déroge à l'article 135 (2). Dans le cas, au contraire, où le tiers-saisi n'a été ni appelé, ni représenté au jugement qui a ordonné le paiement, il ne pourra se libérer valablement que contre remise des certificats de non-opposition ni appel.

(1) Dalloz, RÉP., S. A., n° 397.

(2) Paris, 19 décembre 1883, *France judiciaire*, année 1883-84, 2^e partie, p. 210.

CHAPITRE II

EFFETS PAR RAPPORT AU SAISSANT.

La saisie-arrêt ne donne pas de privilège au premier créancier saisissant à l'encontre d'un saisissant postérieur. Ce privilège existait au contraire dans l'ancien droit (1), tant au moins qu'il n'y avait pas déconfiture du débiteur commun ; car, lorsque ce dernier était au-dessous de ses affaires, les saisissants venaient tous au marc le franc. Le Code civil est venu briser de façon absolue avec les anciens errements en déclarant (art. 2093) que les biens du débiteur seraient le gage commun de ses créanciers, qui s'en partageraient le prix par contribution, à moins qu'il n'existât entre eux des causes légitimes de préférence, et il a limité d'autre part ces causes (art. 2094) aux privilèges et aux hypothèques (2). Nous concluons donc que le privilège, étant une dérogation au droit commun, ne pourrait résulter que d'un texte en vertu de la règle : *Exceptio est strictissimæ interpretationis*, et qu'aucun ne visant

(1) *Coutume de Paris*, art. 178 ; *Coutume d'Orléans*, art. 447, 448.

(2) Nous laissons intentionnellement de côté la controverse à laquelle a donné naissance le droit de rétention. Voir à ce sujet : Baudry-Lacantinerie, tome III, p. 616 et suivantes.

la saisie-arrêt, celle-ci n'est pas une cause légitime de préférence. L'article 579 du Code de procédure civile l'indique d'ailleurs d'une manière formelle, pour le cas où la saisie-arrêt porte sur des effets mobiliers.

On considère généralement, mais nous ne croyons pas cette idée exacte, que le créancier, qui avant d'avoir fait une saisie-arrêt est l'ayant-cause de son débiteur, continue à l'être encore lorsqu'il a signifié cet exploit au tiers-saisi. Pour soutenir cette opinion, on a voulu distinguer dans la procédure de saisie-arrêt deux phases et, pour ainsi dire, deux procès différents : d'abord la poursuite exercée par le saisissant pour se faire adjuger les deniers saisis, en vertu d'un droit qui lui appartient personnellement, jusque-là le saisissant agirait comme tiers, ensuite la contestation de la déclaration affirmative faite par le tiers-saisi, dans laquelle le saisissant ne peut qu'invoquer les titres de son débiteur, dont il deviendrait à partir de ce moment l'ayant-cause. Nous remarquerons tout d'abord que cette théorie, pour le cas où la déclaration affirmative ne serait pas contestée, se confond avec la nôtre, qu'ensuite elle a été imaginée pour rendre l'article 1328 du Code civil inapplicable au créancier saisissant et pour forcer celui-ci, conformément à l'article 1322 du même Code, à reconnaître les actes sous seings privés faits par son débiteur, et spécialement les quittances, alors

même qu'ils n'auraient pas date certaine. Mais nous admettons parfaitement, avec la totalité des auteurs et la pratique universelle, que, bien que l'article 1328 précité ne fasse aucune distinction entre les différents actes et que dès lors, strictement, les quittances dussent être soumises à cette règle, ces dernières sont opposables au saisissant malgré l'absence de date certaine, le contraire apporterait une perturbation profonde dans des habitudes invétérées et compliquerait singulièrement les transactions les plus simples.

En pratique donc les deux systèmes arrivent au même but, mais nous croyons que sur le terrain des principes mêmes, notre théorie est inattaquable. La saisie-arrêt est le mode spécial de saisir les créances ou les objets mobiliers entre les mains des tiers, comme la saisie-exécution est le mode de saisir les mêmes choses restées en possession du débiteur, et la saisie-immobilière le mode de saisir les immeubles, nos adversaires iront-ils jusqu'à soutenir que pour ces deux dernières saisies, le saisissant reste l'ayant-cause du saisi, même après l'exploit de saisie dans la première, même après la transcription de la saisie dans la seconde ? Il nous paraît que la situation est la même dans la saisie-arrêt : le créancier exerce son droit personnel depuis le commencement jusqu'à la fin de la procédure, il n'agit pas au nom de son débiteur, il agit au contraire contre lui, et, dès l'instant où l'exploit est posé entre les mains du

tiers-saisi, la créance du saisi contre lui est immobilisée, ce qui permet au saisissant d'attaquer tout acte, fait en dehors de lui, de nature à porter atteinte à cette indisponibilité ; n'est-ce pas là précisément le signe qui sert à distinguer le tiers de l'ayant-cause ? Si d'ailleurs le saisissant n'était, vis-à-vis du tiers-saisi, que l'ayant-cause du saisi, tous les actes passés avec ce dernier pourraient lui être opposés, même sans avoir de date certaine avant la saisie, et la facilité même de cette fraude en rendrait l'usage constant.

Le saisissant, qui pratique une saisie-arrêt, engage sa responsabilité et le saisi peut, dans sa demande en main-levée, conclure à des dommages-intérêts, soit que le saisissant ait saisi sans droit et avec l'intention de nuire, soit même qu'il ait été de bonne foi lorsqu'il a porté préjudice à autrui (1) : les seuls éléments, en effet, exigés par les articles 1382 et 1383 du Code civil sont d'une part le préjudice causé sans droit avec ou sans intention de nuire, d'autre part, une faute positive ou tout au moins une imprudence ou une négligence. Quant à savoir maintenant dans quel cas le fait d'avoir pratiqué une saisie-arrêt sans droit constitue une faute, c'est là une question d'espèce variant à l'infini avec les faits de la cause et sur

(1) Cass. civ., 16 février 1858, D. P. 58.1.128 ; Cass. req., 17 mars 1873, D. P. 74.1.33 ; Cass. req., 27 novembre 1888, D. P. 89.1.406 ; Cass. req., 15 mars 1892, D. P. 93.1.309.

laquelle il faut laisser aux magistrats la plus large faculté d'appréciation.

Le saisissant n'est pas seul responsable au cas de saisie-arrêt pratiquée abusivement ; l'huissier qui délivre l'exploit, alors qu'il ne s'est pas assuré que la créance repose sur un titre et sur un titre sérieux, encourt aussi une condamnation ; en effet, comme on l'a dit (1), « à moins de rabaisser l'huissier jusqu'à le regarder comme un instrument inerte et passif que pourraient diriger à leur gré les plaideurs..., l'on ne saurait prétendre qu'il soit tenu de prêter son ministère pour des actes évidemment illégaux, qu'il soit dispensé de vérifier les pièces que lui remettent ses clients, et qu'il échappe à toute responsabilité lorsqu'un préjudice résulte de sa complaisance aveugle, de sa négligence et de sa légèreté ».

La saisie-arrêt, en frappant d'indisponibilité les sommes dues par le tiers-saisi, les laisse dans l'état où elles étaient auparavant ; si donc ces sommes ne produisaient pas d'intérêts, la saisie-arrêt n'a pas pour effet de les faire courir ; ainsi il a été jugé que la saisie formée sur un débiteur n'est pas une mise en demeure dans le sens de l'article 1996 du Code civil, et qu'elle ne peut pas avoir pour effet de rendre le mandataire, tiers-saisi, passible de l'intérêt des

(1) Dutruc, *Manuel de la responsabilité et de la discipline des officiers ministériels*, n° 490.

sommes arrêtees entre ses mains (1) (nous verrons plus loin qu'on peut faire produire des intérêts à une somme frappée de saisie-arrêt qui n'en produisait pas auparavant, en forçant le tiers-saisi à consigner). La Cour de cassation (2), de son côté, a décidé que la saisie-arrêt ne faisait pas non plus courir les intérêts de la créance du saisissant, qui dataient seulement du jour de la dénonciation de la saisie avec demande en justice.

C'est une question discutée de savoir si l'exploit de saisie-arrêt, signifié au tiers-saisi, a le pouvoir d'interrompre la prescription qui court contre le saisissant au profit du saisi ; dans le sens de la négative, on a argué d'abord du caractère conservatoire de cette mesure et on a prétendu que, n'étant pas de même nature que les autres saisies, elle ne pouvait produire les mêmes effets ; ensuite que cet acte, ne s'adressant pas au débiteur mais à une tierce personne, était vis-à-vis du saisi *res inter alios acta* et ne pouvait produire, quant à lui, aucun effet. Dans cette opinion, l'effet interruptif refusé à l'exploit de saisie-arrêt est accordé à la dénonciation. Nous croyons au contraire que la saisie-arrêt, comme toute autre saisie, interrompt *ab initio* la prescription, aussi bien celle qui court contre le saisissant au profit du saisi, que celle qui court contre le saisi

(1) Caen, 25 février 1846, D. P. 47.2.120.

(2) Cass. civ., 21 août 1872, Sirey, 72.1.379.

au profit du tiers-saisi, à condition qu'elle soit suivie de la dénonciation avec assignation en validité dans un délai préfixe (1); le Code civil (art. 2244), en effet, ne distingue pas et n'excepte aucune saisie : toutes sont des moyens d'exécution qui prouvent que celui contre lequel on prescrivait est résolu à faire valoir son droit et à en poursuivre la réalisation ; spécialement la saisie-arrêt, qui produit au profit du créancier le dessaisissement du débiteur, doit être considérée comme une cause d'interruption de la prescription (2). Enfin l'argument qui consiste à dire que cette saisie est faite entre les mains d'un tiers, et n'est qu'ultérieurement connue par le débiteur, n'est pas probant : toute autre saisie, à qui on accorde certainement l'effet interruptif, peut être ignorée du débiteur jusqu'à la dénonciation qui lui en est faite.

(1) Cass. req., 25 mars 1874, D. P. 74.1.367.

(2) Lyon, 7 janvier 1868, Sirey, 68.2.170.

CHAPITRE III

EFFETS PAR RAPPORT AU DÉBITEUR SAISI.

Bien que dessaisi par le fait même de l'opposition, le débiteur n'est pas pour cela dépouillé de la propriété des objets saisis ; il a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation de sa créance contre le tiers-saisi, il peut prendre contre lui soit des mesures conservatoires, soit des mesures définitives comme, par exemple, un jugement de condamnation. Il résulte de là que le créancier qui a formé une saisie-arrêt n'est pas responsable de l'insolvabilité du tiers-saisi, survenu depuis l'opposition (1). De même, dans certains cas, le saisissant devrait supporter la réduction de la créance du saisi contre le tiers-saisi, bien que cette réduction ne survienne qu'après la saisie-arrêt, c'est-à-dire à un moment où la créance est indisponible ; dans le cas, par exemple, où cette réduction a une cause antérieure à la saisie ; la Cour de cassation en a décidé ainsi au sujet de la réduction du prix de vente d'un

(1) Cass. civ., 26 juillet 1836, et, après renvoi, Grenoble, 12 mai 1837, D. RÉP., S. A., n° 448 ; Limoges, 4 février 1847, D. P. 47.4.431.

office, motivée sur des vices cachés qui n'avaient été découverts qu'après la vente (1).

On a voulu tirer de l'idée d'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée des conséquences qu'à notre avis elle ne comporte pas : c'est ainsi qu'on a prétendu qu'en cas de saisie-arrêt de loyers, en partie échus, en partie à échoir, le débiteur saisi, propriétaire des locaux dont les revenus sont saisis-arrêtés, ne pouvait annuler le bail pour l'avenir, de concert avec son locataire. C'était la solution admise dans l'ancien droit et rapportée par Pothier, mais elle nous paraît reposer sur une erreur : on oublie que le débiteur saisi est encore propriétaire, que, comme tel, il a l'administration de ses biens qu'il peut louer ou vendre en toute liberté, qu'enfin la saisie-arrêt ne frappe véritablement que sur les termes échus, et qu'elle ne peut s'étendre aux termes futurs que conditionnellement, en tant que le locataire continuera à jouir des locaux appartenant au même propriétaire.

La situation est la même en cas de saisie-arrêt pratiquée entre les mains du débiteur d'une rente : si la saisie ne comprend que les arrérages échus et à échoir, le débiteur saisi peut disposer librement du capital de la rente, le toucher ou en faire cession (2) ; dans l'ancien droit, la solution contraire résultait

(1) Cass., 10 janvier 1859, D. P. 59.1.34.

(2) Comparer : Paris, 30 novembre 1893, D. P. 1895.2.130.

de l'article 76 du règlement de 1666 (M. Roger professe sur ce point la même opinion que nous, mais avec une légère variante : d'après lui, le remboursement ou la cession ne produiront d'effet que lorsque le saisissant aura été désintéressé). Au contraire, si la saisie-arrêt a été pratiquée entre les mains du débiteur d'une rente, et comme cela se fait toujours en pratique, non seulement sur les arrérages, mais sur tout ce qui est ou pourra être dû au saisi, cette formule générale comprend, non seulement tous les intérêts, échus et à échoir, mais encore le capital, et empêche toute cession (1).

De savants auteurs ont cru pouvoir affirmer que si, après une saisie-arrêt pratiquée, le débiteur saisi contractait de nouvelles obligations envers d'autres créanciers, ceux-ci ne pourraient pas, en pratiquant eux aussi ultérieurement des saisies-arêts, venir en concours avec le premier saisissant ; en effet, a-t-on dit, dès le moment où le premier saisissant a pratiqué une saisie-arrêt, il a manifesté d'une façon formelle son intention d'être payé sur les biens qui en font l'objet, il est à partir de ce moment protégé par la justice contre tous les actes de son débiteur qui peuvent lui être préjudiciables, et le seul moyen d'assurer l'efficacité de cette protection est de prononcer la nullité de tout acte de nature à faire dispa-

(1) Liège, 18 décembre 1819, D. R., S. A , n° 135.

raître ou à diminuer la valeur de son gage. Enfin, dit-on, puisque l'aliénation de la créance saisie-arrêtée est nulle si elle survient après la saisie-arrêt, pourquoi ne pas décider de même pour une obligation contractée sur cette créance saisie-arrêtée, le principe est identique et ce n'est qu'une différence du plus au moins ; le débiteur n'ayant plus, à partir de la saisie-arrêt, le droit de disposer de ses biens, ne peut conférer à ses créanciers un droit de gage sur ces biens, sans enfreindre le principe *nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*, et, pour fortifier cette opinion, on a invoqué plusieurs dispositions de nos codes appelées, dans l'esprit de nos adversaires, à la consacrer sinon formellement au moins implicitement : 1° l'article 443 du Code de commerce d'après lequel, dès qu'un débiteur est en faillite, le pouvoir d'administrer ses biens lui est enlevé ; 2° l'article 684 du Code de procédure civile qui permet aux créanciers saisissants de faire annuler les baux consentis par le débiteur lorsqu'ils n'ont pas date certaine avant le commandement.

Cette opinion n'est pas la nôtre, et nous croyons que, même après la saisie-arrêt, le débiteur peut contracter de nouvelles dettes envers d'autres créanciers, et que ceux-ci viendront à contribution avec les précédents saisissants sur les sommes saisies-arrêtées : en effet, nous avons vu que de nos jours le premier saisissant n'a pas, comme dans l'ancien

droit, un privilège à l'encontre des saisissants postérieurs, privilège qui aboutissait directement à donner une prime à l'avidité des créanciers. On ne doit pas perdre de vue le principe fondamental de la matière, posé par l'article 2093 du Code civil : l'égalité entre tous les créanciers, à moins de causes légitimes de préférence, nettement délimitées par le Code; le créancier qui, au moment de contracter avec le débiteur, n'exige aucune garantie spéciale sait qu'il s'expose à voir la valeur de son gage diminuée par le concours possible de créanciers ultérieurs avec lesquels il sera obligé de subir la loi du dividende. Les arguments tirés des articles du Code de commerce et du Code de procédure civile ne sont pas non plus probants, vu la possibilité de donner à ces articles une tout autre explication : dans le premier cas, le dessaisissement du failli est nécessaire pour permettre au syndic d'arriver à la liquidation des affaires du débiteur ; dans le second, il y a présomption de fraude trop évidente, le bail paraissant avoir été fait en vue de la poursuite de saisie-immobilière, soit pour soustraire aux créanciers leur gage pour un temps plus ou moins long, soit pour en diminuer la valeur et permettre à un complice de le racheter à bon marché.

Il résulte de l'indisponibilité dont est frappée la créance par suite de la saisie-arrêt que le saisi ne peut plus, du jour où elle est saisie-arrêtée, en faire ces-

sion, opposable au saisissant, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les deux alternatives prévues par l'article 1690 du Code civil : la signification au débiteur cédé ou son acceptation dans un acte authentique ; en effet, comme nous l'avons vu, dès l'instant où le saisissant a fait signifier l'exploit de saisie-arrêt, il devient un tiers aux termes de l'article 1328 du Code civil et l'acte qu'on veut lui opposer doit avoir acquis date certaine antérieure à la saisie-arrêt pratiquée à sa requête (1).

La saisie-arrêt constitue un acte de nature à interrompre la prescription qui court contre le saisi au profit du tiers-saisi ; cette proposition a été cependant contestée en se basant sur ce fait que la saisie n'émane pas du créancier qui bénéficie de l'interruption de prescription. Comme nous l'avons dit au chapitre précédent, les termes de l'article 2244 du Code civil sont absolument formels, et toute distinction qu'on veut y introduire est nécessairement arbitraire ; donc, bien que cette interruption soit le fait d'un tiers, la partie saisie peut s'en prévaloir vis-à-vis de son débiteur, le tiers-saisi (2). D'ailleurs bien que la saisie-arrêt, validée par le tribunal, soit dirigée spécialement contre le débiteur saisi qui se

(1) Nous renvoyons la question de savoir si la cession ne vaut pas au moins comme opposition, au 3^e paragraphe du chapitre suivant.

(2) Besançon, 28 avril 1875, D. P. 78.2.74 ; Douai, 4 décembre 1893, D. P. 94.2.554 ; Cass. civ., 4^{er} mai 1897, D. P. 97.1.513.

trouve ainsi dépouillé de tout ou partie de la créance qu'il avait lui-même contre le tiers-saisi, elle forme aussi une véritable interpellation judiciaire à l'égard du tiers-saisi qui se trouve astreint d'abord à faire une déclaration affirmative, ensuite à vider ses mains en exécution du jugement qui a validé la saisie-arrêt; il apparaît d'ailleurs comme évident que le saisissant, au moment où il forme une saisie-arrêt, a le plus grand intérêt à interrompre la prescription qui court au profit du tiers-saisi, puisque de là dépend l'efficacité de son recours. La prescription est interrompue à l'égard des intérêts de la créance saisie-arrêtée; comme à l'égard du capital lui-même, bien que la saisie-arrêt n'ait pas porté spécialement sur ces intérêts (1).

(1) Toulouse, 24 décembre 1842, D. P. 44.2.28 ; Riom, 4 mars 1847, D. P. 47.2.112.

CHAPITRE IV

EFFETS PAR RAPPORT AU TIERS-SAISI.

§ 1

L'effet principal de la saisie-arrêt est, nous l'avons vu, de frapper d'indisponibilité les sommes ou les effets mobiliers qui en sont l'objet ; à partir de ce moment, le tiers-saisi ne peut plus ni payer entre les mains du saisi, ni faire aucun acte équivalent, compenser, etc..., sous peine de se voir contraint à payer une seconde fois. Supposons un instant que le tiers-saisi, s'étant fait mauvais juge du mérite d'une opposition faite entre ses mains et l'ayant crue entachée de nullité pour une raison quelconque, ait passé outre en payant son créancier, débiteur saisi, et se trouve ensuite, la saisie étant validée, condamné à faire un second paiement au créancier saisissant qui ne peut souffrir de l'imprudence du tiers-saisi, une question se pose alors, celle de savoir quelle est la nature de l'action que le tiers-saisi aura contre le saisi, aux termes de l'article 1242 du Code civil, pour se faire rembourser le second paiement qu'il a été obligé de faire au créancier saisissant : est-ce l'action en répétition de l'indû, est-ce l'action de

gestion d'affaires ? C'est, à notre avis, par le moyen de cette dernière que le tiers-saisi devra recourir contre le saisi, on ne peut prétendre en effet qu'il a payé ce qu'il ne devait pas puisqu'il était débiteur du saisi, seulement il a fait l'affaire de ce dernier en payant à sa place une dette dont celui-ci était tenu. Si maintenant on suppose qu'au lieu de payer son créancier, débiteur saisi, le tiers-saisi a payé un cessionnaire de cette créance, nous lui accorderons aussi un recours contre ce cessionnaire, basé cette fois-ci non pas sur l'action *negotiorum gestorum* — il a acquitté une dette qui n'était pas celle du cessionnaire envers le saisissant — mais sur ce que le cessionnaire est l'ayant-cause du saisi — et, comme tel, ne peut avoir plus de droits que ce dernier (1). Ajoutons immédiatement qu'en pratique ces situations se présenteront très rarement ; le tiers-saisi, connaissant tous les dangers auxquels il s'expose en payant au mépris d'une saisie-arrêt, se refusera toujours à se faire juge du mérite de celle-ci, alors même qu'elle lui paraîtrait entachée de nullité, et ne videra ses mains que sur le vu d'un jugement qui aura statué sur la validité de l'opposition ; en matière commerciale même, pour éviter les lenteurs et les frais d'une procédure, il est d'usage qu'un exploit de saisie-arrêt, non suivi de dénonciation, ou même

(1) Cass. req., 12 novembre 1877, D. P. 78.1.153 et la note.

une simple lettre recommandée adressée au tiers-saisi, suffise pour empêcher le paiement.

La saisie-arrêt, frappant d'indisponibilité les sommes ou effets mobiliers entre les mains du tiers-saisi et les laissant dans l'état où elles étaient auparavant, peut causer un grave préjudice à toutes les parties en présence dans cette instance : 1° au débiteur saisi, en pouvant lui faire redouter l'insolvabilité future du tiers-saisi, ou en permettant à celui-ci de provoquer une saisie-arrêt fictive et de ne payer ainsi ce qu'il doit qu'après un délai toujours fort long, ou même en l'empêchant de faire produire à la somme saisie-arrêtée des intérêts qui lui permettraient d'amortir plus rapidement sa dette ; 2° au saisissant qui risque, lui aussi, de voir le tiers-saisi devenir insolvable et d'avoir ainsi à sa charge, outre une créance irrécouvrable, les frais de l'instance qu'il aura dû avancer ; 3° au tiers-saisi lui-même, qui, si la dette est productive d'intérêts, a le plus grand intérêt à se libérer et qui, nous l'avons vu, reste toujours exposé à des poursuites possibles.

Pour éviter tous ces inconvénients, on a recours à la consignation des sommes saisies-arrêtées, qui est avantageuse pour tout le monde (un seul cas où la consignation pourrait présenter quelque désavantage pour le saisi, serait celui où la créance saisie-arrêtée produit des intérêts plus élevés que ceux servis par la Caisse des dépôts et consignations).

La consignation doit avoir lieu à la Caisse des dépôts et consignations de l'arrondissement du tribunal devant lequel sont portées les demandes en validité de saisie-arrêt et en homologation de la déclaration de deniers (1).

Le tiers-saisi a la faculté de consigner dès la saisie-arrêt pour éviter des mesures d'exécution, mais à partir de quel moment peut-il y être contraint ? On a soutenu, dans une opinion, que le tiers-saisi ne pouvait être contraint à verser à la Caisse des dépôts et consignations les sommes par lui dues avant l'accomplissement des formalités et l'expiration des délais prescrits par les articles 656 et 657 du Code de procédure ainsi que par l'ordonnance du 3 juillet 1816 ; nous croyons, au contraire, que le tiers-saisi peut être immédiatement obligé à consigner ; la théorie contraire aurait pour résultat d'accorder un délai refusé par le titre de créance et pourrait ainsi arriver à en compromettre le sort, résultat diamétralement opposé à celui qu'on se propose en pratiquant une saisie-arrêt ; les dispositions de loi citées plus haut indiquent seulement, dans le cas où le créancier n'exige pas la consignation, le délai dans lequel elle doit être faite.

Le tiers-saisi qui fait un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations peut retenir, sur les sommes

(1) Bordeaux, 17 février 1875, D. P. 77. 2. 199.

par lui versées, les frais qu'il a engagés et fait taxer, ou verser intégralement ce qu'il doit et venir, comme créancier privilégié, lors de la distribution par contribution.

La consignation doit-elle être précédée d'offres réelles? Bien que la Cour d'Orléans ait décidé le contraire (1), nous le croyons : la procédure de consignation, en effet, telle qu'elle est réglée par le Code civil est une, les offres réelles en font partie intégrante et l'on ne peut interpréter l'article 1259 qu'à la lumière de l'article 1257 ; comment admettre d'ailleurs que la consignation puisse être effectuée avant que le créancier ait été mis en demeure de recevoir son paiement à charge par lui de rapporter mainlevée des oppositions (2)? Nous n'admettons aucune exception au principe posé par l'article 1257 du Code civil, et, alors même que cette consignation ne viendrait à être faite qu'après la déclaration affirmative non contestée, nous exigerions encore la formalité des offres réelles.

L'assimilation qu'on a voulu établir avec l'article 2186 du Code civil (3), où l'acquéreur d'un immeuble hypothéqué, qui a rempli les formalités prescrites par les articles 2183 et 2184, peut se libérer

(1) Orléans, 17 février 1854, D.P. 56.2.234.

(2) Limoges, 4 février 1847, D.P. 47.4.431 ; Cass. req., 28 décembre 1880, D.P. 81.1.429.

(3) Boucher d'Argis, *Journal de procédure civile et commerciale*, année 1858, p. 78 et suivantes.

en payant les créanciers inscrits ou en consignant sans faire d'offres réelles nous paraît inadmissible : c'est une exception apportée au principe général posé par les articles 1257 et suivants, sans aucune extension possible.

C'est au débiteur saisi que doivent être faites les offres, mais il est prudent de mettre en cause les saisissants, afin d'éviter qu'ils puissent attaquer le jugement validant les offres par la voie de la tierce opposition.

§ 2

Il s'agit maintenant de savoir quelles sont l'étendue et la nature de l'indisponibilité dont est frappée la créance entre les mains du tiers-saisi : est-elle totale ou partielle, c'est-à-dire, en présence d'une saisie-arrêt faite pour sûreté d'une créance moindre que celle saisie-arrêtée, le tiers-saisi peut-il payer l'excédent des causes de la saisie ? est-elle absolue ou relative, c'est-à-dire les opposants postérieurs pourront-ils se prévaloir de la saisie-arrêt pratiquée par le premier saisissant, ou ce dernier en aura-t-il seul le bénéfice ?

On a soutenu que l'indisponibilité était partielle : pour cela, on s'est basé sur les termes des articles 1242 et 1298 du Code civil qui disent qu'aucun paiement ou aucune compensation ne peut avoir lieu « au préjudice des créanciers saisissants », c'est-à-

dire que l'indisponibilité dont est frappée la créance n'excède point le montant des sommes dues aux créanciers saisissants. Les articles 559 et 622 du Code de procédure civile ont été aussi invoqués à l'appui de cette opinion : le premier, exigeant à peine de nullité l'énoncé dans l'exploit de saisie-arrêt du montant de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie est pratiquée, c'est, a-t-on dit, pour indiquer d'une façon précise les limites de l'indisponibilité ; le second, qui interdit la vente des objets saisis pour une valeur supérieure à celle des causes de la saisie, bien que des oppositions ultérieures puissent survenir, confirme l'opinion du législateur qui n'a pas voulu que la mainmise judiciaire dépassât la mesure de l'intérêt. L'article 4 du décret du 18 août 1807 pose ce principe d'une manière formelle pour le cas spécial de saisies-arêts formées entre les mains des fonctionnaires publics. Enfin les conséquences les plus fâcheuses résulteraient du système inverse dans lequel on arriverait à rendre indisponibles, pour une créance parfois des plus minimes, des sommes considérables ; l'intérêt général, qui exige la circulation la plus libre possible des capitaux, s'y oppose.

La théorie, dont nous venons de reproduire les principaux arguments, nous paraît inadmissible tant au point de vue des principes que nous avons soutenus qu'au point de vue des textes mêmes.

Et d'abord, bien que les articles 1242 et 1298 aient été invoqués dans le système contraire, nous croyons qu'ils viennent à l'appui de notre opinion ; aucune distinction, en effet, n'y est faite, et comment peut-on y voir la validité d'un paiement partiel lorsque le législateur y a déclaré de la façon la plus formelle et la plus générale que le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'une saisie n'est pas valable. Le débiteur conserve, il est vrai, vis-à-vis de ses autres créanciers non saisissants, qui consentent ainsi à suivre sa foi, qui sont en un mot ses ayants-cause, le droit de disposer de la somme saisie-arrêtée, mais vis-à-vis d'un créancier qui a formé une saisie-arrêt, qui est devenu par cela même un tiers, comme nous avons essayé de le démontrer dans un chapitre précédent, tout acte qui diminuerait ses sûretés doit être considéré comme nul et non avenu ; c'est la somme saisie-arrêtée tout entière que le saisissant a placée sous la garde de la justice, c'est cette somme qui est indisponible pour sa totalité. On n'a pas prouvé non plus, dans l'opinion adverse, que l'article 559 du Code de procédure ait la portée qu'on veut bien lui prêter, son contenu s'explique très naturellement par la nécessité dans laquelle se trouve le débiteur saisi de connaître exactement ce qu'on lui réclame afin de pouvoir faire des offres réelles suffisantes et libératoires ; enfin les paroles du tribun Favard : « le débiteur ne verra saisir ses

effets que jusqu'à concurrence de sa dette présumée (1) », que l'on invoque à l'appui de l'interprétation, dans un sens contraire au nôtre, de l'article 559, peuvent être victorieusement réfutées par l'exposé des motifs fait par l'orateur du Conseil d'Etat, Réal : « La France entière, commerçante et propriétaire, réclame depuis cent ans contre l'abus et les vexations de tout genre, suite des oppositions sans causes énoncées. Cet abus est réformé (2). »

Quant à l'argument tiré de l'article 622 du même Code, il tombe de lui-même, si l'on veut bien remarquer qu'il ne s'agit pas de saisie, mais de vente après saisie, que d'ailleurs c'est la règle ordinaire, en matière de saisie, de rendre indisponible pour la totalité l'objet saisi, quelque minime que soit la créance du saisissant. Aux cas de saisie-exécution, saisie-immobilière, saisie-brandon, le saisi serait mal venu à vouloir faire cantonner la saisie, pourqu'oi n'en serait-il pas de même au cas de saisie-arrêt, puisque nous lui avons reconnu le même caractère d'exécution ?

Nous pouvons aussi transformer facilement en argument *a contrario* l'argument *a pari* que nos adversaires ont voulu tirer de l'article 4 du décret du 18 août 1807 ; s'il avait été évident, en effet, que la saisie-arrêt ne frappât d'indisponibilité la somme

(1) Locré, *Législation civile*, t. XXII, p. 619.

(2) Locré, *loco citato*, p. 576.

saisie-arrêtée que proportionnellement au montant des causes de l'opposition, pourquoi eût-on éprouvé le besoin de consacrer à un point déjà acquis un article spécial, cette disposition est, au contraire et par sa nature même, d'un caractère exceptionnel.

Nous irons plus loin et nous dirons que les inconvénients que l'on a trouvés à notre système sont plus apparents que réels, surtout si l'on admet le correctif que la jurisprudence y a apporté, et que nous étudierons plus loin. Ces inconvénients ne sont d'ailleurs pas diminués dans le système de l'indisponibilité partielle; le saisissant, en effet, sera d'autant moins acharné à se faire payer, qu'il saura sa créance plus protégée; c'est cette sécurité que lui procure le système de l'indisponibilité totale; si, au contraire, on restreint l'indisponibilité au montant des causes de la saisie, le créancier, risquant d'être obligé de venir sur ces sommes seulement à contribution avec d'autres créanciers qui peuvent pratiquer postérieurement des saisies-arrêts et l'empêcher ainsi d'être entièrement remboursé, poursuivra, le plus rapidement et par le plus de moyens de coercition possible, le recouvrement de ses créances, et les frais que doit, en définitive, supporter le débiteur s'en trouveront augmentés, sans que pour cela les créanciers touchent un dividende plus élevé.

L'indisponibilité est-elle absolue ou relative? Sup-

posons que, malgré une saisie-arrêt pratiquée entre ses mains, le tiers-saisi ait payé ce qu'il doit au saisi ou que celui-ci ait fait cession de la créance saisie, qu'il survienne ensuite une saisie-arrêt nouvelle faite par un autre créancier, et que le premier saisissant, pour une raison quelconque, ait donné main-levée. Quel sera alors le droit du second saisissant ? Pourra-t-il se prévaloir de la première saisie-arrêt ? Si oui, c'est le système de l'indisponibilité absolue dans lequel tous les créanciers saisissants postérieurs profiteront de l'acte fait par le premier saisissant ; si, au contraire, on restreint l'effet de la saisie-arrêt à la garantie de la créance pour sûreté de laquelle elle a été pratiquée, c'est le système de l'indisponibilité relative qui triomphe.

On a dit, pour justifier le premier sens, que la saisie-arrêt plaçait sous la main de la justice la créance saisie-arrêtée d'une façon absolue, pour le paiement de qui de droit. Voici en quels termes s'est exprimée, à ce sujet, la Chambre civile de la Cour de cassation : « Attendu, dit-elle, que la somme frappée d'indisponibilité par le débiteur ne pouvant être transportée par lui à un tiers, au préjudice des saisies-arrests antérieures à la signification du transport, les oppositions postérieures à cette signification, mais antérieures à la main-levée des premières saisies-arrests, ont conservé aux nouveaux opposants le droit de profiter de la somme saisie-arrêtée précé-

demment, et qui était, sauf l'exercice des privilèges, le gage commun de tous les créanciers... » (1).

Nous croyons, au contraire, que l'indisponibilité est relative et n'a d'effet que vis-à-vis du premier saisissant ; nous avons déjà vu, en effet, que la saisie-arrêt n'empêche pas le saisi, puisqu'il est encore propriétaire de la créance saisie-arrêtée, de disposer de cette créance pour la totalité si bon lui semble, que seulement son droit se trouve paralysé par la saisie au préjudice de laquelle il ne peut pas s'exercer sans exposer le tiers-saisi à des dommages-intérêts vis-à-vis du saisissant ; encore faut-il que la saisie existe au moment du paiement ou de la cession ; c'est donc seulement vis-à-vis du créancier saisissant antérieur que cette indisponibilité existe, et non pas vis-à-vis d'autres créanciers qui ne forment des saisies-arrêts que plus tard ; on ne peut pas prétendre que le premier saisissant a entendu agir aussi dans l'intérêt de créanciers ultérieurement possibles et qu'il a été pour eux une sorte de gérant d'affaires : cela est par trop contraire à la réalité des faits.

Les auteurs sont divisés sur cette importante question, et la jurisprudence a adopté successivement les différentes opinions que nous avons exposées, la Cour de cassation elle-même est divisée sur la nature de cette indisponibilité : à l'arrêt de la Chambre

(1) D. P. 53.1.468 et la note.

civile relaté plus haut qui admet l'indisponibilité absolue, on en peut opposer un plus récent de la Chambre des requêtes qui adopte la théorie contraire (1) ; la jurisprudence la plus récente du tribunal de la Seine est fixée dans notre sens (2).

§ 3

Les différentes théories que nous venons d'exposer ont donné lieu dans leurs applications aux difficultés les plus sérieuses ; une infinité de systèmes différents ont été proposés pour résoudre le cas le plus compliqué, celui d'une cession faite entre deux saisies-arrêts.

Avant d'aborder cette étude, nous allons chercher à résoudre une première hypothèse plus simple : concours d'un saisissant avec un cessionnaire seulement. Nous avons vu (3) que la cession de la créance saisie-arrêtée n'était pas opposable, en tant que cession, au créancier saisissant, mais ne vaut-elle pas au moins comme opposition ?

On l'a nié, en prétendant que, dans l'ancien droit, jamais cette question n'avait fait doute et que tous les auteurs étaient unanimes pour décider que

(1) Cass. req., 25 août 1869, D. P. 69. 4. 456.

(2) Trib. Seine, 15 mai 1888, *le Droit* du 10 juin 1888 ; Trib. Seine, 2 janvier 1891, *le Droit* du 13 février 1891 ; Trib. Seine, 29 décembre 1891, *le Droit* des 8 et 9 février 1892 ; Trib. Seine, 11 juillet 1893, *le Droit* du 12 août 1893.

(3) *Suprà*, chapitre III.

le saisissant était préféré au cessionnaire ; à l'appui de cette opinion, on cite le passage suivant de Pothier (1) : « Avant la signification, les créanciers du cédant peuvent saisir et arrêter ce qui est dû par le débiteur dont la dette a été cédée, et ils sont préférés au cessionnaire qui n'a pas, avant cette saisie et arrêt, fait signifier son transport. » Les rédacteurs du Code, ajoute-t-on, n'ont pas eu l'intention dans l'article 1690 de donner à la signification un autre effet que celui qu'elle avait déjà dans l'ancien droit, bien au contraire ils se sont montrés plus soucieux de l'intérêt du saisissant, puisque, dans le cas d'acceptation, ils ont exigé un acte authentique alors qu'auparavant on se contentait d'un acte sous seings privés ayant date certaine.

La solution que nous avons donnée plus haut, à savoir que, par l'effet de la saisie-arrêt, le saisi n'est pas dépouillé de la propriété des sommes saisies-arrêtées, qu'il peut contracter de nouvelles dettes et que ses nouveaux créanciers, en formant eux aussi des saisies-arrêts, viennent à contribution sur les sommes saisies-arrêtées par le premier créancier, fait pressentir celle que nous adopterons ici : lorsque le cessionnaire a payé au cédant le prix de cette cession, — cession qui ne pouvait pas être faite, puisque la créance cédée est indisponible, — il devient son

(1) Pothier, *Traité de la vente*, n° 556.

créancier chirographaire, en raison de la garantie qui lui est due, et, comme créancier, il a le droit de former une saisie-arrêt pour se faire rembourser tout ce qui lui est dû en principal et intérêts, et se faire payer des dommages-intérêts en raison de l'éviction dont il souffre ; le premier créancier ne peut pas se plaindre de voir concourir avec lui un créancier ultérieur, puisqu'il n'est pas privilégié, et c'est précisément là ce qui fait la différence entre l'ancien droit et le Code civil : on oublie qu'autrefois le saisissant avait un privilège, à raison duquel il repoussait tous les créanciers postérieurs. Tout ce que nos adversaires pourraient donc demander serait qu'on exigeât de lui, après la signification de sa cession, l'emploi des formes habituelles de la saisie-arrêt, mais la signification de son transport indique d'une façon bien formelle son intention de se créer un titre exclusif à la propriété de la chose cédée, et doit dès lors lui servir au moins à venir en concurrence avec les autres créanciers, il paraît inutile et frustratoire de le contraindre à une procédure longue et coûteuse (1).

Le problème devient plus délicat si l'on suppose

(1) Dans notre sens : Duranton, t. XVI, p. 511 ; Troplong, *Commentaire sur la vente*, t. II, p. 508 ; Toullier et Duvergier, t. XVII, p. 228 ; Aubry et Rau, t. IV, p. 435 ; Cass. req., 9 décembre 1867, Sirey, 68.1.20 ; -- *Contrà* : Mourlon, *Examen du commentaire de Troplong*, t. I, p. 67 ; Villequez, *Revue historique de droit français et étranger*, année 1862 p. 454.

maintenant une seconde saisie-arrêt survenant après la cession ; nous l'avons dit, un très grand nombre de systèmes ont été proposés, nous ne passerons en revue que les principaux.

Supposons la créance saisie-arrêtée de 6.000 fr., une première saisie-arrêt faite pour sûreté d'une créance de 3.000 francs, une cession portant ensuite sur la totalité de la somme saisie-arrêtée, et enfin une seconde saisie-arrêt s'élevant aussi à 3.000 fr.

Dans le système de l'indisponibilité partielle, qui est celui de la jurisprudence (1), on admet que les créanciers saisissants, soit avant soit après la signification du transport, doivent venir par contribution seulement sur la somme saisie-arrêtée avant la signification de ce transport ; c'est ainsi qu'il a été décidé : 1° qu'une cession produit son effet sur l'excédent des sommes saisies, alors même qu'une saisie-arrêt antérieure à sa signification aurait compris toutes les sommes dues par le tiers-saisi, si la créance du saisissant se trouve réduite à un chiffre moindre (2) ; 2° que la notification d'une cession valant

(1) Cass., 26 février 1834 ; Bourges, 3 février 1836 ; Paris, 9 et 22 juin 1837 ; Toulouse, 7 décembre 1838 ; Nîmes, 19 juin 1839, D. RÈP., S. A., n° 427 ; Angers, 19 août 1848, D. P. 49.2.26 ; Guadeloupe, 16 mai 1851, D. P. 51.2.224 ; Cass., 3 décembre 1851, D. P. 52.1.10 ; Nîmes, 10 janvier 1854, D. P. 54.2.227 ; Orléans, 11 mai 1859, D. P. 59.2.172 ; Bourges, 24 novembre 1863, D. P. 66.2.117 ; Cass., 25 août 1869, D. P. 69.1.456 ; Caen, 15 mai 1871, D. P. 72.2.59 ; Trib. de Blois, 28 juillet 1886, D. P. 87.2.195.

(2) Orléans, 11 mai 1859, précité.

opposition, le cessionnaire, qui n'a pas été intégralement payé sur les fonds libres, a le droit de concourir avec tous les saisissants, et ceux antérieurs au transport subissent le concours des saisissants postérieurs sans pouvoir exercer aucun recours contre le cessionnaire (1).

Si nous faisons une application de ce système avec les chiffres pris plus haut, nous voyons que le cessionnaire prendra d'abord 3.000 francs qui se trouvent libres puisque la première saisie-arrêt n'a frappé d'indisponibilité la créance que jusqu'à concurrence de 3.000 francs, ensuite il viendra à la distribution au marc le franc pour le reste de sa créance, soit 3.000 francs, avec tous les saisissants antérieurs et postérieurs à sa cession, et il obtiendra cette fois-ci 1.000 francs, soit au total 4.000 francs, c'est-à-dire les deux tiers de sa créance, tandis que les autres saisissants n'auront chacun que 1.000 francs, c'est-à-dire chacun un tiers seulement de leur créance.

Ce système est peu équitable en ce sens que souvent les créanciers saisissants n'auront qu'un dividende extrêmement minime et se trouveront ainsi frustrés d'une grande partie des sommes qu'ils auront mises sous la main de la justice.

Nous ne voulons pas accorder de privilège au premier saisissant, mais l'article 2093 du Code civil

(1) Bourges, 24 novembre 1865, précité.

donne au créancier un droit de gage sur tous les biens de leur débiteur, et on arrive ici, en reconnaissant la cession valable comme telle pour ce qui dépasse les causes de la saisie-arrêt, à ne plus leur en donner un que sur une partie.

Frappés de cet inconvénient, et désireux d'arriver à une répartition plus équitable, plusieurs cours et tribunaux ont adopté le système de Pigeau, qui admet lui aussi l'indisponibilité partielle, mais qui accorde un recours au premier saisissant contre le cessionnaire, à concurrence des sommes dont il a été privé par le concours des saisissants ultérieurs. Dans notre hypothèse, le cessionnaire prend les 3.000 francs libres, et les 3.000 francs restants sont partagés au marc le franc entre les deux créanciers saisissants, ils touchent donc chacun 1.500 francs ; or, s'il n'y avait pas eu de cession, le premier saisissant (et aussi le second dans ce cas particulier, mais cela n'a pas d'intérêt) eût été entièrement remboursé de ses 3.000 francs, et il réclamera la différence entre ce qu'il a touché et ce qu'il aurait dû toucher, soit 1.500 francs, au cessionnaire.

Ce système présente, à notre avis, des inconvénients majeurs qui doivent le faire rejeter : tout d'abord on arrive ainsi à faire valoir indirectement contre le cessionnaire une créance qui ne devrait pas lui être opposable, celle du second saisissant, puisqu'elle n'a pris naissance qu'après la significa-

tion du transport qui a saisi le cessionnaire *erga omnes*, et l'on se trouve annuler pour partie le transport dont on vient d'admettre la validité ; en second lieu, on oublie que le cessionnaire est créancier du cédant à titre de garantie, et que tout ce qu'il ne touche pas comme cessionnaire, il doit avoir le droit de venir le réclamer comme créancier et de prendre part ainsi, pour la somme qui lui reste due, à la distribution au marc le franc faite entre les divers créanciers saisissants (1).

Une autre variante du système de l'indisponibilité partielle est la suivante : le saisissant antérieur à la cession a seul le bénéfice des sommes pour lesquelles il a saisi, la cession est valable pour tout ce qui excède le montant des causes de la saisie-arrêt, et les saisissants ultérieurs à la signification de la cession ne peuvent rien réclamer au préjudice du premier saisissant et du cessionnaire. Ici, avec les mêmes chiffres, le créancier premier saisissant aura 3000 fr., le cessionnaire prendra le reste — soit 3000 fr. — et le créancier qui aura saisi ultérieurement n'aura rien.

(1) Pau, 16 avril 1832, D. R., S. A., n° 428 ; Paris, 14 mars 1839, D. R., S. A., n° 428 ; Paris, 26 juillet 1843, D. R., S. A., n° 427 ; Cass. req., 3 décembre 1851, D. P. 52.1.10 ; Nîmes, 10 janvier 1854, D. P. 54.2.227 ; Riom, 23 janvier 1862, D. Sup. au RÉP., S. A., n° 150 ; Cass., 25 août 1869, D. P. 69.1.456 ; Cass., 13 février 1882, D. P. 83.1.63 ; Trib. de Limoges, 24 avril 1884, D. Sup. au RÉP., S. A., n° 150 ; Trib. de Rennes, 14 août 1891, D. P. 93.2.246.

Au premier abord cette façon de calculer peut paraître séduisante, on remarquera en effet qu'il y est tenu compte d'une idée juste, à savoir que vis-à-vis du cessionnaire, la deuxième saisie-arrêt ne doit pas compter ; elle doit cependant être abandonnée, car elle aboutit à créer un privilège au profit du premier saisissant, contrairement aux termes de l'article 2093 du Code civil (1).

La théorie de l'indisponibilité totale qui s'oppose à la précédente se subdivise, elle aussi, en deux branches : pour quelques-uns, elle est absolue, c'est-à-dire qu'elle profite aussi bien aux saisissants postérieurs à une cession qu'au saisissant antérieur, cette saisie étant présumée avoir absorbé toutes les sommes saisies et avoir ainsi empêché la cession de produire un effet translatif de propriété (2).

Nous croyons au contraire que l'indisponibilité est totale et relative et que, seule, cette théorie peut se concilier avec les principes que nous avons précédemment posés ; plusieurs arrêts récents ont d'ailleurs adopté cette manière de voir (3).

Tout en partant de cette même idée : indisponibilité totale et relative, on est arrivé en pratique à trouver des solutions quelque peu différentes entre

(1) Aix, 21 mai 1844, D. Rép., S. A., n° 429.

(2) Cass. req., 21 mars 1853, D. P. 56.1.117 ; Cass. civ., 30 juillet 1895, D. P. 96.1.369.

(3) Caen, 13 février 1882, D. P. 83.2.63 ; Bordeaux, 15 mai 1891, D. P. 92.2.197.

elles, que nous allons essayer d'exposer : on a dit d'abord que tous, premier saisissant, cessionnaire et second saisissant devaient venir au marc le franc (1) ; la répartition donnerait alors 1.500 fr. à celui qui a formé la première saisie-arrêt, 3.000 fr. au cessionnaire et 1.500 francs au dernier saisissant. Ce système admet bien que la cession ne vaut que comme opposition vis-à-vis du premier saisissant, mais il ne la fait valoir également que comme opposition à l'égard du second saisissant, tandis qu'au regard de ce dernier elle est valable comme cession, il cause donc un grave préjudice au cessionnaire. Un perfectionnement du système précédent a été aussi proposé et l'on a essayé de le justifier comme suit (2) : vis-à-vis du premier saisissant, le cessionnaire ne peut compter que comme opposant, vis-à-vis du second saisissant, au contraire, il peut figurer comme cessionnaire, donc il exclut le second saisissant de la répartition et il vient seul en concours avec le premier saisissant qui, lui, sur sa part qui n'est pas privilégiée, doit subir le concours du second saisissant ; d'autre part le cessionnaire qui, vis-à-vis du premier saisissant, ne compte que comme opposant, ne doit pas toucher davantage que ne lui eût donné la distribution par contribution de toute la

(1) Trib. de Pontoise, 22 juillet 1813 et Paris, 15 janvier 1814, Sirey, 14.2.95 ; Paris, 28 mars 1820, Sirey, 23.2.47.

(2) Aubry et Rau, t. IV, p. 435.

créance ; le premier saisissant sera donc autorisé à se faire rembourser par ce cessionnaire la différence entre ce qu'il aurait touché s'il eût partagé seul avec lui, et ce qui lui est effectivement resté après avoir partagé avec le second saisissant.

Posons des chiffres : le premier saisissant, en concourant seul avec le cessionnaire, eût touché 2.000 francs et ce dernier 1.000 francs, mais, devant partager avec le second saisissant, il ne touche que 1.000 francs ; comme d'autre part dans le partage de la totalité de la créance au marc le franc, il eût touché 1.500 francs, il aura recours contre le cessionnaire pour 500 francs. Le vice de ce système, c'est que c'est toujours le cessionnaire qui supporte indirectement les conséquences d'un acte qui ne lui est pas opposable.

Reste enfin le système qui est, à notre avis, le plus équitable (1), et qui nous paraît seul ne pas enfreindre les principes que nous avons admis plus haut : pas de privilège au premier saisissant, le cessionnaire est saisi *erga omnes* du jour de la signification, la cession n'est pas opposable au premier saisissant.

Ici le dividende du premier saisissant est calculé comme si tous concouraient au marc le franc, il prendra donc 1.500 francs ; le cessionnaire prendra 4.000 francs, c'est-à-dire la somme qu'il aurait eue

(1) Demante et Colmet de Santerre, t. VII, p. 491 ; Garsonnet, t. III, p. 815.

s'il était venu seul avec le premier saisissant ; le second saisissant n'aura donc 500 francs ; c'est lui qui, en définitive, supporte la perte, puisqu'au lieu de concourir avec le premier saisissant pour le montant de sa créance, il ne prend sur la part de ce dernier que l'excédent de ce dividende sur celui qu'eût donné le partage au marc le franc de toute la créance.

Bien qu'au premier abord on puisse croire que ce calcul donne un privilège au premier saisissant, il n'en est rien : la perte que subit le second saisissant résulte seulement de ce que la cession signifiée lui étant pleinement opposable, c'est lui seul qui en doit subir les effets et non pas en mettre une part à la charge du premier saisissant (1).

Un conflit s'élève lorsqu'il y a eu le même jour une saisie-arrêt et un transport signifiés ; devra-t-on admettre à contribution le saisissant et le cessionnaire, ou les autoriser à faire la preuve de l'antériorité de l'un des actes ? Le législateur, en cette matière, n'a pas édicté quels seraient les moyens à l'aide desquels on pourrait établir l'antériorité de

(1) Voir pour l'exposé détaillé de tous les autres systèmes : Duranton, t. XVI, n° 500 ; Troplong, *Commentaire sur la vente*, t. II, n° 927 ; Mourlon, *Commentaire de Troplong*, t. I, n° 26 ; Villequez, *Revue historique de Droit français et étranger*, année 1862, p. 454 ; Vielle, *Revue critique de Législation*, année 1853, t. III, p. 113 ; Flamm, *ibid.*, année 1854, t. IV, p. 337 ; Houyvet, *Revue pratique de Droit français*, année 1871, t. I, p. 177.

deux actes signifiés le même jour, alors qu'au contraire il l'a fait dans certains cas spéciaux, en matière d'hypothèque par exemple, dans l'article 2147 du Code civil ; force est donc d'appliquer les moyens du droit commun, en suivant ici l'article 1348 du Code civil, et d'admettre à prouver l'antériorité d'un des deux actes, par témoins ou par présomptions (1). Ce n'est pas d'ailleurs prouver, outre le contenu à l'acte, comme le défend l'article 1341 du même Code, puisque d'une part, l'heure à laquelle la signification a été faite n'est pas exprimée dans l'exploit, et que, d'autre part, l'heure de la signification d'un acte est complètement étrangère à ce qui est contenu en cet acte. Pour le cas où tout élément de preuve établissant l'antériorité de l'un des deux actes ferait défaut, nous n'admettrions pas à contribution le saisissant et le cessionnaire, comme on le veut généralement, mais, en vertu du principe que le fardeau de la preuve incombe au demandeur, nous considérerions comme tardif et dénué d'effet celui des deux actes pratiqué par le créancier demandeur qui invoquerait l'antériorité et qui ne pourrait pas la prouver.

Si nous supposons maintenant que le conflit s'élève, non plus avec un cessionnaire, mais entre un créancier formant une saisie-arrêt et un créancier

(1) Grenoble, 30 décembre 1837, D. RÉP., S. A., n° 412 ; Pau, 27 février 1888, D. P. 89, 2.159.

gagiste, il se règlera de la façon suivante : d'après les termes de l'article 2075 du Code civil qui exige, pour la constitution du privilège de gage sur les créances, la rédaction d'un acte et sa signification au débiteur de la créance donnée en gage, il faudra comparer les dates des deux actes : saisie-arrêt et signification de l'acte constitutif de gage ; si celle-ci est antérieure, la saisie-arrêt ne frappe plus ; dans le cas contraire, le créancier gagiste ne pourra pas arguer de son privilège, mais il pourra venir à contribution avec le créancier qui a formé la saisie-arrêt, puisque nous avons admis que la saisie-arrêt n'empêchait pas le saisi de contracter de nouvelles dettes, et que la signification valait opposition. Si l'on suppose maintenant, qu'après la signification faite par le créancier gagiste, il survienne une saisie-arrêt postérieure, nous donnerions les mêmes droits au créancier gagiste qu'au cessionnaire.

Dans le cas de délégation, trois personnes se trouvent en présence : le débiteur primitif qui est le délégant, le nouveau débiteur qui s'oblige à la place du précédent qui est le délégué, enfin le créancier qui est le délégataire ; mais le plus souvent le délégué se trouve être le débiteur du délégant et dès lors son consentement ne devient plus nécessaire, il y a alors une simple dation en paiement faite par le débiteur primitif à son créancier, une cession de créance, en un mot. Quelle sera alors la situation de ce cession-

naire, si des saisies-arrêts ont été pratiquées par des créanciers du délégant, avant la signification du transport? Ici encore, le créancier ne pourra être considéré comme devenu propriétaire, la créance étant frappée d'indisponibilité, mais il pourra demander à faire valoir la signification comme opposition; il était, en effet, créancier avant cette dation en paiement qui lui est inutile comme telle, mais qui ne peut pas lui faire perdre sa qualité même de créancier.

Si c'est un paiement qui a été fait entre deux saisies-arrêts, il sera pleinement opposable au créancier qui aura pratiqué la seconde; celui-ci, en effet, a agi tardivement, à un moment où la créance ne se trouvait plus dans le patrimoine du débiteur; le premier saisissant, au contraire, a droit à la réparation du dommage que le paiement lui a causé personnellement, il aura donc un recours contre le tiers-saisi qui a payé indûment mais il n'aura pas à venir à contribution avec le second saisissant (1). On remarquera qu'ici la solution est différente de celle donnée en cas de cession; en effet, le motif n'est plus le même: ici c'est l'article 1382 qui est en œuvre tandis que, dans le cas de cession, c'était un tant pour cent que touchait le premier saisissant (puisque la cession ne lui était pas opposable) et, n'ayant pas

(1) Demante et Colmet de Santerre, t. VII, p. 192.

de privilège, il devait le partager au marc le franc avec le second saisissant.

Nous venons de prévoir l'hypothèse d'un paiement total, si maintenant le tiers-saisi avait seulement fait un paiement partiel, par exemple de tout ce qui excédait le montant des causes de la première saisie, le second saisissant n'aurait le droit de rien réclamer au tiers-saisi, il viendrait seulement à contribution avec le premier saisissant sur la somme qui avait été conservée pour le paiement de celui-ci. Ce dernier, à son tour, aurait un recours contre le tiers-saisi à raison du préjudice que lui causé le concours de l'autre saisissant, il se ferait rembourser la somme versée par lui à ce dernier qui n'aurait aucun droit à demander à concourir sur cette indemnité.

La compensation, nous l'avons dit, devient impossible par le fait d'une saisie-arrêt; si nous supposons maintenant qu'une saisie-arrêt a été faite pour une somme moindre que le montant de la créance saisie-arrêtée, le tiers-saisi pourra-t-il opposer la compensation pour le montant des sommes restant libres, soit vis-à-vis du premier saisissant, soit vis-à-vis de saisissants postérieurs? Nous croyons qu'il ne le pourra dans aucun cas; dans le premier, en effet, s'il survenait des saisissants ultérieurs, le premier saisissant, forcé de concourir avec eux, subirait le plus grave préjudice, et, puisque le paiement ne lui est pas opposable, la compensation qui s'analyse

en deux paiements distincts ne peut pas l'être non plus ; dans le second, l'une des conditions mêmes requises par le Code civil pour qu'il puisse y avoir compensation, la liquidité, ne se trouve pas ici ; nous allons examiner, d'ailleurs, dans le chapitre suivant, s'il n'existe pas un autre moyen pour le tiers-saisi, qui se trouve à son tour créancier du saisi, de venir à contribution avec les autres saisissants.

CHAPITRE V

DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME.

Nous avons toujours supposé jusqu'ici que la saisie-arrêt mettait en présence trois personnes distinctes, nous admettons cependant que les rôles de saisissant et de tiers-saisi peuvent être remplis par une même personne, en un mot nous reconnaissons la validité de ce que l'on est convenu d'appeler, par une expression impropre, « la saisie-arrêt sur soi-même ». Prenons deux personnes : l'Primus et Secundus, à la fois créancières et débitrices l'une de l'autre, et supposons la créance de Primus liquide et exigible, celle de Secundus exigible seulement, puis la créance de Primus contre Secundus est saisie-arrêtée entre les mains de ce dernier, nous savons que la compensation ne peut pas s'opérer ; lors donc que, de son côté, Secundus sera arrivé à obtenir la liquidité de sa créance, cela ne le dispensera pas de payer les créanciers de Primus et il n'aura peut-être plus qu'un recours illusoire contre un débiteur insolvable ; la pratique a inventé un procédé, pour arriver à combler cette lacune de la loi, que nous allons

exposer et dont nous essaierons de démontrer le bien fondé.

On a prétendu que ce procédé était inutile, que Secundus pouvait arriver au même résultat par divers moyens : 1° en opposant à la demande en justice formée contre lui par Primus, une demande reconventionnelle, au moyen de laquelle il arriverait à obtenir la liquidité de sa créance, et à pouvoir opposer la compensation judiciaire.

Cette manière d'agir n'a pas, à notre avis, autant d'efficacité qu'une saisie ; il peut arriver, en effet, que le tribunal statue sur la demande principale avant d'examiner la demande reconventionnelle, et ainsi la compensation ne saurait être opposée ; 2° en faisant opposition au moment où on veut l'exécuter, et en demandant des délais pour payer, conformément à l'article 1244 du Code civil ; ce procédé ne nous paraît pas non plus satisfaisant, les tribunaux ayant toute latitude pour accorder ou refuser les délais de grâce qui leur sont demandés, et devant les refuser lorsque c'est l'exécution d'un précédent jugement qui est poursuivie (1). Nous remarquerons enfin que dans le cas d'autres saisies-arrêts formées entre ses mains par les créanciers de Primus, le procédé que nous défendons est le seul moyen pour Secundus d'atténuer le préjudice qu'elles lui causent.

(1) Aubry et Rau, t. IV, p. 165.

La légalité de cette procédure n'était pas contestée dans l'ancien droit, mais on a argué du silence du Code de procédure à son égard pour en dénier l'existence ; cependant, la plupart des auteurs en reconnaissent aujourd'hui la validité et la jurisprudence la plus récente, la Cour de cassation la première, a un avis conforme (1). Elle n'a cependant rien de contraire aux principes de notre droit actuel ; d'après les termes de l'article 2093 du Code civil, « les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers », un créancier peut donc demander à être payé sur les biens de son débiteur, en quelque lieu, en quelques mains qu'ils se trouvent ; si ces biens étaient en la possession d'une tierce personne, *Secundus* pratiquerait une saisie-arrêt, il est impossible d'admettre qu'il ait moins de droit sur ce qui forme son gage parce qu'il se trouve en ses propres mains. Un autre argument mis en avant par les partisans de l'opinion adverse, à savoir qu'on ne tient pas compte des règles édictées par le Code civil pour la validité de la compensation, ne nous paraît pas porter : c'est en effet de la compensation légale que s'est occupé le Code civil lorsqu'il a exigé la liquidité et l'exigibilité des créances, tandis qu'il s'agit ici de la compensation

(1) Rousseau et Laisney, t. VII, p. 413 ; Garsonnet, t. III, p. 704 ; Toulouse, 13 novembre 1890, Sirey, 91.2.39 ; Cass. req., 27 juillet 1891, Sirey, 92.1.225 et la note de M. Labbé ; Trib. de Louvain, 16 novembre 1894, D. P., 96.2.5.

judiciaire. Nous croyons donc que le droit de saisir-arrêter entre ses propres mains est valable suivant les principes généraux du droit, il n'a pas été revêtu d'une forme spéciale par le Code de procédure, cela est vrai, mais ce n'est pas une raison pour se refuser à le reconnaître comme possible ; la procédure de saisie-arrêt, qui tend à rendre indisponibles les biens qui ne sont pas en la possession du débiteur et les fait attribuer au créancier saisissant, jusqu'à concurrence du montant de sa créance, est celle que nous appliquerons par analogie. Secundus se fera signifier à lui-même un exploit de saisie-arrêt, il le dénoncera à Primus et l'assignera en validité, puis il se fera faire à lui-même une contre-dénonciation.

Nous croyons qu'il est plus prudent d'observer exactement toutes les prescriptions que la loi a édictées pour une saisie-arrêt ordinaire, plutôt que s'en rapporter à l'arbitraire des officiers ministériels et d'éviter ces actes de procédure en fondant les trois actes en un seul, où le saisissant signifierait au saisi qu'il conserve entre les mains ce qu'il lui doit, et l'assignerait en même temps en validité.

C'est aussi sur l'apparence un peu étrange, au premier abord, de ces divers actes, que l'on a voulu se baser pour se refuser à reconnaître la validité de la saisie-arrêt sur soi-même ; la loi, dit-on, a parlé, dans l'article 557 du Code de procédure civile, de saisie-arrêt pratiquée « entre les mains d'un tiers »,

il faut donc trois personnes en présence et chaque acte de procédure a sa raison d'être dans ce cas ; au contraire il paraît ridicule, dans la saisie-arrêt sur soi-même, qu'une personne se défende à elle-même de payer son créancier, et s'avertisse ensuite de l'assignation qu'elle vient de lancer. Nous répondons que lorsque le Code de procédure a parlé de « tiers », il a simplement envisagé l'hypothèse la plus fréquente, qu'au surplus ce mot « tiers » s'applique plutôt au rôle joué qu'à la personnalité elle-même, qu'enfin, en pratique, il arrive constamment qu'un même avoué représente plusieurs parties et qu'il se signifie ainsi à lui-même conclusions, sommations, etc.

Nous nous refusons aussi à accepter la distinction qui a été proposée et qui consiste à admettre la saisie-arrêt sur soi-même seulement lorsque la créance du saisissant est liquide ; car, si elle n'est pas liquide, le créancier n'a qu'à remplir les formalités prescrites par l'article 559 du Code de procédure, c'est-à-dire à la faire évaluer provisoirement par le juge, et dès lors, la situation est la même que dans le premier cas.

La saisie-arrêt sur soi-même est donc une procédure nécessaire et valable quant aux principes du droit ; d'ailleurs une loi récente, celle du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et des petits traitements, l'a consacrée législativement ; il est en

effet impossible de fournir une explication satisfaisante de l'article 5 de cette loi, si l'on se refuse à y reconnaître, au moins implicitement, l'existence entre les mains du patron d'une saisie-arrêt sur soi-même.

Dans certains cas spéciaux où la compensation est interdite, elle ne pourra cependant pas s'appliquer ; ainsi, par exemple, le dépositaire, l'emprunteur, le débiteur d'aliments déclarés insaisissables ne pourront pas en faire usage et se dispenser ainsi du paiement ou de la restitution dont ils sont tenus. En matière commerciale également où la compensation n'est pas admise à partir du jour de la déclaration de faillite, et où, à partir de ce jour, toutes les poursuites individuelles sont suspendues, nous n'admettons pas la validité de ce procédé, et Secundus, à la fois créancier et débiteur de Primus failli, que nous supposons avoir voulu se protéger en temps utile au moyen d'une saisie-arrêt faite entre ses propres mains, en perdra tout le bénéfice s'il n'a obtenu le jugement de validité avant la déclaration de faillite, et se trouvera forcé de payer à la masse tout ce qu'il devait à Primus, tandis qu'il ne viendra qu'au marc le franc pour la créance qu'il avait contre lui (1).

(1) Cass. civ., 14 novembre 1883, D. SUP. au RÉP., S. A., n° 14,

CHAPITRE. VI

THÉORIE DE L'AFFECTATION SPÉCIALE

La disproportion qui existe quelquefois entre le montant des causes d'une saisie-arrêt, et la somme saisie-arrêtée, a fait que l'on a depuis longtemps cherché à éviter les inconvénients qui pouvaient en résulter. On s'est demandé d'abord s'il n'était pas possible, lorsque le débiteur est notoirement solvable, d'arriver à obtenir une main-levée provisoire en laissant entre les mains du tiers-saisi une somme suffisante pour payer le saisissant et en autorisant le saisi à toucher le surplus, ou en obligeant celui-ci à donner caution ; quelques arrêts déjà anciens ont consacré cette opinion (1).

Nous ne pouvons cependant pas admettre cette manière de voir, qui repose sur un système créé arbitrairement de toutes pièces et qui n'a nulle part sa base dans la loi (dans un seul cas, cependant, nous l'admettrons conformément à l'opinion généralement reçue : en cas de saisie-arrêt pratiquée sur des appointements, le président du tribunal peut, en

(1) Toulouse, 14 avril 1810 ; Paris, 31 octobre 1825, D. Rép., S. A., n° 272.

référé, cantonner cette saisie-arrêt sur un quart des appointements, et autoriser le saisi à toucher le surplus; on se base, pour justifier cette solution, sur le caractère alimentaire que présentent ces appointements)(1). Cette opinion ne va pas d'ailleurs sans de graves inconvénients qui doivent la faire rejeter; 1° il ne suffit pas que le tiers-saisi conserve somme suffisante pour payer le saisissant, pour que le remboursement intégral de celui-ci soit définitivement assuré; qu'il survienne en effet des saisies-arrêts ultérieures, et le premier saisissant, n'ayant pas de privilège, sera contraint de concourir au marc le franc sur la somme qu'on avait conservée pour son paiement et ne touchera ainsi qu'une partie de sa créance, pour le surplus il n'aura peut-être qu'un recours illusoire; 2° la caution présente aussi des inconvénients: d'une part, le paiement est moins certain, la caution ayant pu, entre temps, devenir insolvable; de l'autre, le saisissant se trouve entraîné à intenter de nouvelles poursuites et à subir ainsi un retard préjudiciable à ses intérêts.

Pour obvier à ces inconvénients, le tribunal de la Seine a alors inventé le système dit de « l'affectation spéciale » et qui s'est peu à peu étendu à toute la France; l'origine en remonte à la Restauration, lors de l'indemnité accordée aux émigrés par la loi du

(1) Cass. req., 17 février 1874, D. P. 74.1.444; Paris, 17 février 1892, D. Sup. au Rép., *Référé*, n° 38.

27 avril 1825. Voici en quoi il consiste : le saisissant et le tiers-saisi sont assignés en référé par le débiteur saisi qui demande au président à affecter au paiement du saisissant somme suffisante sur laquelle il lui consent un transport conditionnel (à concurrence de ce dont il sera reconnu débiteur par le jugement de validité), dont il a fait le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, et à être autorisé à toucher le surplus des sommes saisies-arrêtées, l'ordonnance conforme du président produit alors les effets d'un transport judiciaire.

Ce procédé nous paraît avoir des avantages nombreux :

Le saisissant est sûr d'arriver à être payé intégralement sur la somme qui lui est spécialement affectée, puisqu'il évitera le concours possible de créanciers ultérieurs, la créance contre le tiers-saisi étant passée du patrimoine du saisi dans le sien.

Le saisi, moyennant le paiement conditionnel de sa dette, recouvre la jouissance du surplus des sommes lui appartenant, et ne voit pas ainsi son crédit ruiné.

Le tiers-saisi, en versant à la Caisse des dépôts et consignations ou entre les mains de telle personne qui lui est désignée par l'ordonnance, se trouve valablement déchargé de toute responsabilité sans avoir à subir les lenteurs de l'instance en validité de saisie-arrêt. Quant aux autres créanciers du saisi

qui voudraient pratiquer ultérieurement des saisies-arrêts, ce sont eux en somme qui supportent les conséquences de cet état de choses, mais ils n'ont aucunement le droit de s'en plaindre, car ils ont agi trop tard, à un moment où la créance était sortie du patrimoine du saisi.

Malgré tous ces avantages, ce procédé a été l'objet de nombreuses critiques, des décisions judiciaires l'ont, les unes admis, les autres repoussé (1); on s'est refusé à admettre le bien fondé de cette procédure à la fois simple et rapide qui arrive, dit-on, à supprimer toutes les règles précises prévues par le Code de procédure pour la garantie des droits de chacun, non seulement il n'y a plus de jugement de validité, mais la dénonciation et la contre-dénonciation se trouvent elles-mêmes supprimées; enfin à la compétence et à la garantie données par le tribunal tout entier, on substitue la décision prise par un juge siégeant seul. Nous ne croyons pas que ce reproche soit fondé, et nous soutenons que cette procédure est régulière : le saisi, en effet, a le devoir de payer le créancier saisissant, si donc il le paye

(1) Dans notre sens : Paris, 23 juin 1841, Sirey, 41.2.589; Cass. req., 12 janvier 1853, D. P. 53.1.123; Paris, 1^{er} et 18 août 1876, D. P. 78.2.241; Paris, 16 novembre 1883, D. P. 84.2.145; Cass. req., 7 janvier 1885, D. P. 85.1.192; Poitiers, 4 août 1887, D. P. 88.2.239; *Contra* : Paris, 2 janvier, 10 janvier, 10 octobre 1874, D. P. 78.2.241 et la note; Paris, 8 janvier 1884, D. P. 84.2.146; Paris, 13 janvier 1887, D. P. 87.2.188.

immédiatement, il a le droit d'exiger aussitôt la main-levée de la saisie-arrêt, et de disposer à son gré des sommes redevenues disponibles ; les créanciers qui voudraient pratiquer ultérieurement des saisies-arêts sont donc exposés à trouver le tiers-saisi libéré ; si maintenant on suppose que le saisi ne se reconnaît pas débiteur pur et simple du saisissant ou qu'il veuille pour une raison quelconque contester la créance, lui refusera-t-on le droit de consentir un transport à son créancier, subordonné à cette condition que le montant de cette créance sera déterminé par justice ? Evidemment non, et lorsque ce transport aura été, conformément à l'article 1690 du Code civil, signifié au tiers-saisi, il sera devenu opposable à tous. Or que demandons-nous ici au président ? Simplement de constater l'accord intervenu entre les parties, et l'ordonnance une fois signifiée au tiers-saisi, produira les mêmes effets que dans le cas précédent. Nous ne dirons pas, en effet, avec un arrêt de la Cour de Paris (1), que le juge des référés peut ordonner le dépôt d'une certaine somme avec affectation spéciale, et autoriser le saisi à toucher le surplus des sommes saisies-arrêtées, alors même que le saisissant se refuserait à cette affectation, car il est impossible dans ce cas de trouver les vestiges d'un transport conditionnel ; le prési-

(1) Paris, 31 décembre 1890, *France judiciaire*, année 1891, 2^e partie, p. 148.

dent, en se substituant au tribunal pour statuer sur la validité, ferait préjudice au principal, contrairement aux termes de l'article 809 du Code de procédure ; il est donc important que le président ait bien soin de constater l'accord des parties dans son ordonnance, sans cela l'affectation spéciale serait nulle (1).

Nous allons plus loin et nous soutenons qu'il est nécessaire au saisi de ne pas se contenter de demander au saisissant son consentement à un transport authentique ou sous seings privés, mais de l'appeler en justice, car s'il refuse ici de l'accepter sans motif, il pourra être tenu de dommages-intérêts. Nous n'oublions pas que l'article 1242 du Code civil permet au saisissant de s'opposer à ce que le tiers-saisi paie l'excédent des causes de la saisie, mais c'est pour la raison que nous avons donnée dans un chapitre précédent, à savoir que le créancier, n'ayant pas de privilège, est exposé à subir le concours de créanciers ultérieurs ; or tel n'est pas le cas ici, l'affectation spéciale produisant, sous condition, tous les effets d'un paiement immédiat, le créancier, au profit de qui elle aura été consentie, n'a pas à venir au marc le franc avec les autres, et, en se refusant sans raison à laisser réduire la saisie-arrêt au montant de sa créance, il causerait un préjudice évident au

(1) Paris, 7 mai 1889, *Gazette des Tribunaux* du 4 octobre 1889 ; Trib. de Vervins, 23 juin 1893 et Amiens, 26 juillet 1894, D. P. 96.2.243.

débiteur saisi dont celui-ci serait en droit de lui de mander réparation.

Le juge des référés nous paraît compétent pour constater judiciairement l'accord des parties, il y a en effet urgence, le débiteur saisi ayant le plus grand intérêt à s'affranchir de cette mesure qui peut ruiner son crédit ; de plus, cette mesure n'est pas définitive, elle est rendue provisoirement et ne préjudicie pas aux droits du saisissant qui, quoi qu'il arrive, ne sera pas lésé. Le tribunal tout entier pourrait d'ailleurs autoriser aussi l'affectation spéciale, mais de même que nous ne croyons pas que le président puisse l'ordonner d'office, nous ne pensons pas non plus que le tribunal ait davantage ce pouvoir ; cette opinion a cependant été soutenue (1) — pour le tribunal seulement — mais elle nous paraît se heurter à de graves objections : 1^o le bénéfice de la rapidité de la procédure de référé est complètement perdu, et, si l'on doit subir les lenteurs d'une instance ordinaire, il faut faire statuer sur le fond même du débat, la validité de la saisie-arrêt, en suivant les règles du Code de procédure ; 2^o l'idée de transport conditionnel ne pouvant être admise, puisqu'il n'y a pas accord des parties, on ne peut voir ici qu'une délégation imparfaite et on arrive, dans cette opinion, à créer un privilège au profit du premier saisissant.

(1) *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1875, p. 731, article de M. Krug-Basse.

Cette objection de créer un privilège au profit du premier saisissant a aussi été faite à notre système, mais elle est, croyons-nous, sans portée, car on ne peut empêcher le saisi de payer le saisissant (qu'il paye conditionnellement ou sans réserves, c'est affaire entre lui et le saisissant et les tiers n'y peuvent trouver à redire), et dès lors d'obtenir mainlevée et de contraindre le tiers-saisi à s'acquitter immédiatement envers lui ; les saisies-arrêts qui surviendront alors frapperont dans le vide comme étant faites tardivement, et non pas parce qu'une partie du patrimoine du saisi aura été affectée spécialement au paiement d'un créancier, puisque précisément cette somme est passée, réellement ou fictivement, de son patrimoine dans celui du saisissant. C'est, en effet, d'une condition résolutoire qu'il s'agit dans l'espèce, et non d'une condition suspensive ; le transport est résoluble au cas où il viendrait à être établi que la créance à vérifier n'existe pas.

C'est par application de cette idée qu'il a été jugé (1) que l'ordonnance de référé ordonnant le versement à la Caisse des consignations, avec affectation spéciale d'une somme saisie-arrêtée, empêchait qu'au cas de faillite ultérieure du débiteur saisi, les créanciers eussent le droit d'exiger le rapport à la masse de cette somme, qui était sortie du patrimoine du débiteur.

(1) Paris, 23 juin 1841, Sirey, 41.2.589.

CHAPITRE VII

EFFETS DE LA DÉNONCIATION, DE LA DEMANDE EN VALIDITÉ ET DE LA CONTRE-DÉNONCIATION.

§ 1. — Dénonciation et demande en validité.

La dénonciation de la saisie-arrêt doit être faite, nous l'avons dit, dans la huitaine de la saisie, il en est de même de la demande en validité sous peine de nullité ; le délai ainsi imparti n'est pas « de huitaine franche », mais il se trouve augmenté à raison de la distance existant entre le domicile du saisissant, et, d'une part, celui du tiers-saisi, d'autre part, celui du débiteur saisi ; depuis la loi du 3 mai 1862 il est d'un jour en plus par cinq myriamètres de distance.

Aux termes de l'article 566 du Code de procédure, la demande en validité de saisie-arrêt, non plus que la demande en main-levée, ne doit être précédée d'une citation en conciliation, alors même que cette demande tendrait aussi à une condamnation au montant des causes de la saisie ; il en serait autrement si le saisissant, après avoir demandé seulement d'abord la validité de la saisie-arrêt, concluait ensuite à une

autre condamnation qui, si elle avait été formée principalement, aurait nécessité la citation en conciliation ; il faudrait alors introduire une demande distincte et la faire précéder d'une tentative de conciliation, on ne peut pas, en effet, faire indirectement ce qui est défendu directement.

Nous avons essayé d'établir plus haut que la prescription était interrompue contre le saisissant dès la signification de l'exploit de saisie-arrêt (1), mais cette théorie n'est pas admise par tout le monde, et l'effet interruptif de la prescription est alors reporté à la dénonciation avec assignation en validité. Dans cette opinion, si le délai de prescription de la créance arrivait dans la huitaine accordée pour la dénonciation, il faudrait que celle-ci fût faite avant que la prescription ne fût acquise ; dans le cas où la dénonciation serait nulle, la prescription ne pourrait pas être interrompue, mais si elle était simplement tardive, alors que le délai de la prescription court encore, elle interromprait celle-ci, bien que la saisie-arrêt fût nulle et le paiement, fait par le tiers saisi, valable ; il y a en effet ici deux effets bien différents qui se produisent, le premier qui est de faire avoir au créancier le paiement de sa créance, moyennant l'observation de certaines règles et certains délais imposés par le Code, le second qui est de faire pro-

(1) *Suprà*, chapitre II.

duire à un acte valable en soi l'effet interruptif de prescription. Il en serait de même d'une dénonciation valablement faite, mais suivie d'une assignation en validité tardive.

Aux termes de l'article 156 du Code de procédure, tous jugements par défaut contre partie doivent être exécutés dans les six mois de leur obtention, sinon ils sont réputés non avenus ; pour ceux qui, comme nous, reconnaissent à la saisie-arrêt le caractère d'exécution, il est clair que cet acte pratiqué par un créancier en vertu d'un jugement par défaut contre partie suffit à empêcher le jugement de tomber en péremption, et que le saisi ait constitué ou non avoué sur la demande en validité, il ne peut plus faire opposition, seule la voie de l'appel lui reste ouverte ; ceux qui, au contraire, ne la considèrent que comme mesure conservatoire, sont divisés : les uns pensent que si le débiteur saisi n'a pas constitué avoué sur l'assignation en validité de saisie pratiquée en vertu d'un jugement par défaut, celui-ci ne peut pas être considéré comme exécuté, le saisi n'ayant peut-être pas été touché par l'assignation et ignorant la procédure entamée contre lui ; les autres, au contraire, tiennent l'exécution comme suffisante et n'accordent plus le droit de former opposition (1).

(1) Nîmes, 16 août 1809, Devilleneuve et Carette, t. 3.2.125 ; Cass. req., 1^{er} mai 1823, Sirey, 23.1.369 ; Cass. req., 5 décembre 1838, D. P. 39.1.45.

En tous cas si le débiteur saisi constitue avoué sur la demande en validité d'une saisie-arrêt formée en vertu d'un jugement par défaut, il n'est plus recevable à prétendre qu'il ignorait ce jugement et qu'il n'a pas été exécuté dans les délais ; s'il veut faire opposition au jugement par défaut, il devra le faire avec constitution d'avoué dans la huitaine (1).

§ 2. — Contre-dénonciation.

Nous avons dit dans quel sens il fallait interpréter les termes de l'article 565 relativement à la contre-dénonciation, nous n'y reviendrons pas ; si la demande en validité n'a été contre-dénoncée que tardivement, elle n'en rend pas moins nuls tous les paiements qui seraient faits à partir de ce moment ; en effet, le retard apporté à la contre-dénonciation n'entraîne pas la nullité de la saisie-arrêt et le tiers-saisi ne peut plus arguer de sa bonne foi en soutenant qu'il n'a pas été averti ; seuls, les paiements antérieurs sont valables. Nous assimilons au paiement la compensation ou la novation qui aurait eu lieu dans le même délai.

C'est une question discutée de savoir si le tiers-saisi et le débiteur saisi, ou seulement le tiers-saisi, peuvent se prévaloir du défaut de contre-dénonciation ; dans le premier sens (2), on a dit que, puisque

(1) Cass. civ., 22 mai 1827, D. P. 27.1.247.

(2) Garsonnet, t. III, p. 789.

le tiers-saisi ne courait aucun risque en se libérant dans ces conditions, il était juste de permettre au débiteur saisi de l'y contraindre, celui-ci en pouvant tirer grand avantage, celui-là n'en éprouvant aucun préjudice. Nous croyons, au contraire, que, seul, le tiers-saisi peut en arguer (1), il nous paraît qu'il faut, en effet, distinguer, entre les formalités prescrites pour la procédure de saisie-arrêt, celles qui sont relatives au fond, spéciales et constitutives en quelque sorte de cette procédure elle-même, et dont la non-observation entraînerait la nullité, et qui, intéressant à la fois le débiteur saisi et le saisi, peuvent être invoquées par chacun d'eux, et celles que nous appellerons extrinsèques, qui n'ont d'autre but que d'établir d'une façon certaine que le tiers-saisi a été averti, comme par exemple les formalités communes à tous les exploits. C'est seulement dans le cas où il en pourrait résulter une nullité que le saisi aurait intérêt à l'invoquer et pourrait le faire, or tel n'est pas le cas ici, l'omission de la contre-dénunciation n'entraînant pas nullité de la saisie-arrêt.

En somme; dans la procédure de saisie-arrêt, les effets principaux se trouvent produits dès la signification du premier exploit, ils sont produits sous condition résolutoire, pourvu que les autres actes, dénonciation, contre-dénunciation, soient faits dans

(1) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 596.

les délais prescrits et viennent, en quelque sorte, les confirmer. Ceci est particulièrement remarquable au cas de contre-dénonciation faite après le délai de huitaine ; tous les effets de la saisie-arrêt, jusque-là suspendus, reprennent à nouveau toute leur efficacité.

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ

CHAPITRE PREMIER

LE TIERS-SAISI DEVIENT DÉBITEUR DIRECT DU SAISSANT,
HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE, ETC.

Le Code de procédure civile est muet sur les effets du jugement de validité de saisie-arrêt ; il s'est borné, dans l'article 579, à déclarer applicables à une saisie-arrêt portant sur des objets mobiliers les règles tracées au titre de la distribution par contribution, les auteurs et la jurisprudence ont dû alors suppléer à cette abstention regrettable du législateur, et de là proviennent le grand nombre de controverses qui existent sur ces questions.

Le jugement de validité complète les effets de la saisie-arrêt ; il ordonne au tiers-saisi de payer entre les mains du saisissant, désormais ce dernier peut le poursuivre comme il aurait pu poursuivre le saisi ;

dans le cas où le saisissant n'est pas porteur d'un titre exécutoire, le jugement, en même temps qu'il valide la saisie-arrêt, entraîne la condamnation du débiteur saisi.

Le tiers-saisi, devenu débiteur du saisissant, n'est tenu envers celui-ci que de ce qu'il doit au saisi, et de la même manière, c'est ainsi qu'il pourrait opposer au saisissant le refus de payer avant le terme dont il jouissait vis-à-vis du débiteur saisi, sauf le cas où il aurait été déclaré débiteur pur et simple du montant des causes de la saisie, conformément à l'article 577 du Code de procédure, dans ce cas, et bien que ce soit par sa faute qu'il ait été condamné, il aurait, ayant payé pour un autre, le droit d'invoquer la subrogation légale prévue par le paragraphe 3 de l'article 1251 du Code civil ; le saisissant, d'autre part, peut exercer contre le tiers-saisi tous les moyens de contrainte dont disposait le débiteur saisi, aux droits duquel il se trouve subrogé. C'est ainsi qu'à l'époque où la contrainte par corps existait encore en matière civile, si le tiers-saisi était contraignable par corps vis-à-vis du saisi, le saisissant créancier de ce dernier avait le droit de contraindre par le même moyen le tiers-saisi à le payer directement. Le débiteur saisi reste quand même le débiteur du saisissant, celui-ci se trouve donc avoir deux débiteurs au lieu d'un, le jugement de validité n'entraîne pas en effet novation dans les

rapports du saisissant et du saisi, ce dernier ne se trouve valablement libéré envers son créancier que par le paiement fait par le tiers-saisi.

Le jugement de validité de saisie-arrêt emporte hypothèque judiciaire contre le tiers-saisi, c'est en effet vis-à-vis de ce dernier un jugement de condamnation (1) ; il produit aussi le même résultat vis-à-vis du débiteur saisi, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la saisie-arrêt a été pratiquée sans titre exécutoire ou au contraire en vertu d'un titre de cette nature ; car dans le premier cas, il y a condamnation effective, dans le second, bien que la condamnation ne soit pas prononcée, néanmoins le jugement suppose nécessairement l'existence d'une obligation du saisi envers le saisissant et implique sa condamnation (2).

Le débiteur saisi peut aussi, puisqu'il n'est pas libéré par le jugement de validité, prendre contre le tiers-saisi toutes les mesures qu'il croira utiles pour la conservation de sa créance contre lui ; il ne pourra donc pas s'en prendre au saisissant de ce que celui-ci, par sa négligence, n'a pas fait exécuter le jugement dans un certain délai contre le tiers-saisi, ou n'a pas repoussé d'autres créanciers dont les saisies-arrests n'avaient pas été régulièrement suivies de demande en validité dans les délais légaux. Le

(1) Cass. req., 20 mai 1839, D. Rép., *Privilèges*, n° 1121.

(2) Cass. req., 1^{er} août 1881, D.P. 82.1.416.

créancier use en effet de son droit en pratiquant une saisie-arrêt, mais il n'est pas tenu de discuter le tiers-saisi et le préjudice éprouvé par le débiteur saisi ne provient que de sa faute et de son inaction volontaire (1).

Dans le cas où le saisissant aurait été payé intégralement, il est évident que les effets du jugement de validité ne se produisent plus et que le saisi peut exiger de son débiteur, le tiers-saisi, le paiement intégral du surplus de sa dette ; mais, alors même que le créancier saisissant n'a pas encore touché le montant de sa créance, le saisi peut poursuivre son débiteur, ce qui forcera ce dernier à consigner et sauvegardera ainsi les intérêts de chacun.

Le saisissant, pour mettre à exécution son droit contre le tiers-saisi, doit préalablement lui faire signifier le jugement de validité et lui remettre les certificats de non-opposition et appel, conformément aux termes de l'article 548 du Code de procédure. Mais si ces certificats ont été délivrés par le greffier avant l'expiration des délais, le tiers-saisi pourra-t-il payer valablement sur le vu de ces certificats, alors même que le jugement, frappé ultérieurement d'opposition ou d'appel, viendrait à être réformé, ou au contraire, devra-t-il attendre pour se libérer l'expiration des délais eux-mêmes ?

(1) Cass. civ., 26 juillet 1836, S. rev., 37.1.337.

Cette question est très controversée.

Dans le premier sens on a argué des termes de l'article 548 qui décide que les jugements ne sont exécutoires par les tiers « même après les délais d'opposition ou d'appel » que sur le vu des certificats ; donc, a-t-on dit, si même après les délais, le tiers a le droit d'exiger la remise de ces pièces, moyennant quoi il est bien et valablement libéré, à plus forte raison si ces délais ne sont pas expirés, il ne pourra refuser de s'exécuter sur leur présentation et leur possession sera pour lui une décharge valable. Au surplus, ajoute-t-on dans cette opinion, cette interprétation est conforme à celle de l'ancien droit, c'est ainsi que décidait, en effet, l'article 5 du titre 27 de l'ordonnance de 1667.

Nous croyons cependant que la seconde opinion doit être adoptée comme étant la plus rationnelle ; on ne peut tout d'abord méconnaître que les précautions prises par le législateur n'ont qu'un seul but : protéger le tiers de façon à le mettre à l'abri du risque de payer deux fois ; or le certificat du greffier ne constate qu'une seule chose, à savoir que jusqu'au moment où il a été délivré, le jugement qu'on veut exécuter n'a été frappé ni d'opposition ni d'appel, mais il ne répond pas de l'avenir et l'opposition ou l'appel peuvent intervenir entre le moment de sa délivrance et l'expiration des délais ; la seule façon efficace de protéger le tiers est donc de ne le con-

traindre à payer qu'après l'expiration des délais et lorsque le certificat, portant lui-même une date postérieure à cette expiration, constatera qu'il n'y a eu aucun acte transcrit au greffe. On peut aussi invoquer en sa faveur l'analogie présentée par l'article 2157 du Code civil qui décide que les inscriptions d'hypothèque ne pourront être rayées qu'« en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée », c'est-à-dire ne pouvant plus être attaqué par aucune voie de recours. Cet argument a été repoussé par les partisans de l'opinion contraire sous le prétexte que ce texte est spécial à la radiation de l'hypothèque et ne saurait être étendu ; mais cette fin de non-recevoir ne nous paraît pas probante et la preuve par analogie, généralement dangereuse, semble ici cependant indiquer nettement que la pensée du législateur est restée la même, la radiation d'inscription hypothécaire étant en effet indiquée nominativement dans l'article 548 du Code de procédure, à côté du paiement et d'autres obligations mises à la charge des tiers ; or ce que dit l'article 548 du Code de procédure, d'accord avec l'article 2157 du Code civil, de la radiation de l'inscription hypothécaire, il le dit aussi de ces autres obligations mises à la charge des tiers : il est impossible d'établir une différence entre les diverses parties de l'énumération de l'article 548. En second lieu, toujours aux termes de l'article 548, le certificat de l'avoué de la

partie poursuivante devra contenir la date de la signification à domicile du jugement, pourquoi serait-ce si ce n'était pour permettre au tiers-saisi de calculer exactement si les délais d'opposition ou d'appel sont expirés? Et quel besoin aurait-il de connaître le point de départ de ce délai, si la seule remise des certificats suffisait à lui permettre de payer sans aucun risque? On a aussi essayé de réfuter ce raisonnement en objectant que la connaissance du jour de la signification, point de départ du délai, n'est pas nécessaire pour cette raison, mais pour permettre au tiers contre lequel on veut exécuter un jugement par défaut de pouvoir vérifier si le délai de huitaine à partir de la signification, pendant lequel on doit surseoir à l'exécution, est bien expiré (art. 155 du Code de procédure). Nous ferons tout d'abord remarquer qu'on n'arriverait ainsi qu'à réfuter la partie de notre raisonnement s'appliquant aux jugements par défaut, mais non pas celle ayant trait aux jugements contradictoires susceptibles seulement d'appel, que d'ailleurs l'objection n'est même pas valable en partie, car dans les jugements par défaut il faut distinguer les jugements par défaut contre avoué de ceux rendus par défaut contre partie et que dans un cas le point de départ du délai de huitaine est la signification à avoué, dans l'autre la signification à partie, tandis que l'article 548 parle seulement de la signification à partie et se trouverait

ainsi en contradiction absolue avec l'article 155 du même Code.

Enfin les discussions du Conseil d'Etat et de la section du Tribunal lors de la rédaction du Code de procédure civile, confirment l'opinion que nous venons de soutenir, au moins quant au délai d'appel (1) : « l'article 575 (aujourd'hui l'article 548), y est-il dit, veut que l'exécution ne puisse avoir lieu à l'égard des tiers pendant la durée du délai fixé pour l'appel. La section ne saurait partager cet avis. La loi donne un délai pour appeler, c'est-à-dire qu'on est non recevable à appeler lorsque le délai entier est écoulé. Mais celui qui a obtenu le jugement n'est pas obligé, pour l'exécuter, d'attendre que le délai entier soit expiré. Si donc celui qui a obtenu le jugement est autorisé à l'exécuter directement contre la partie condamnée, même par voie d'emprisonnement de sa personne, pourquoi lui serait-il interdit de l'exécuter sous le rapport des tiers ? » Cette opinion du Tribunal dont on ne peut contester que le législateur avait bien saisi toutes les conséquences après les explications nettes et détaillées auxquelles elle avait donné lieu, ne fut pas adoptée ; il n'est donc pas douteux que, dans l'esprit du législateur d'alors, l'exécution ne pouvait avoir lieu contre les tiers pendant la durée fixée pour l'appel.

(1) Locré, *Législation civile*, t. XXII, p. 335, 383 et suivantes.

Lorsqu'il s'agira d'un jugement par défaut, nous donnerons la même solution ; dans le cas de défaut contre partie, où l'opposition peut être reçue jusqu'à l'exécution (article 158 du Code de procédure), nous ne croyons pas qu'il y ait impossibilité absolue de concilier cette permission avec l'opinion que nous soutenons, à savoir que l'exécution n'est possible qu'après l'expiration du délai d'opposition : la plupart du temps, en effet, le jugement contiendra une condamnation aux dépens contre le défaillant que l'on exécutera contre lui et on le privera ainsi de l'opposition ; dans le cas où il y aurait une compensation exacte des dépens, la loi ne donnant pas de solution, les juges pourraient impartir un délai passé lequel l'opposition ne serait plus recevable et qui permettrait de mettre le jugement à exécution contre le tiers (1).

Nous tirerons cette seule conclusion, qu'il ne faut pas interpréter les mots de l'article 548 : « même après les délais d'opposition ou d'appel » comme le veut l'opinion adverse, mais qu'ils signifient simplement qu'alors même que les délais seraient expirés, on ne saurait exiger l'exécution du jugement de la part du tiers sans lui représenter ces certificats.

Si nous supposons maintenant qu'un jugement en premier ressort, non passé en force de chose jugée,

(1) Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. II, p. 213.

mais exécutoire par provision, a ordonné au tiers-saisi de payer entre les mains du saisissant, et que celui-ci se soit exécuté, sera-t-il responsable si ce jugement vient à être réformé ?

Les deux opinions contraires comptent à leur actif de nombreux partisans et des décisions de jurisprudence ; nous croyons, pour notre part, qu'il faut faire la même distinction que celle que nous avons faite dans un chapitre précédent (1), et que, suivant que le tiers-saisi aura été partie ou non au jugement exécutoire par provision, il devra ou ne devra pas s'exécuter immédiatement.

Dans le cas où les sommes restées entre les mains du tiers-saisi auraient été frappées de plusieurs saisies-arrêts, celui-ci ne pourrait payer valablement un des créanciers porteur d'un jugement d'attribution, qu'autant que le jugement aurait été rendu avec tous les créanciers opposants.

On admet généralement à la distribution des deniers saisis-arrêtés, même les créanciers qui n'ont pas formé de saisie-arrêt ; il leur suffit, au moment de la distribution par contribution, de produire leurs titres, et, s'ils ne sont pas contestés, ils viennent au marc le franc avec les créanciers opposants ; si l'on astreignait, en effet, tous les créanciers à pratiquer des saisies-arrêts et à les faire valider, les frais

(1) Voyez : première partie, chap. I.

considérables de cette procédure absorberaient une grande partie des sommes à mettre en distribution. Remarquons toutefois qu'il est prudent pour un créancier de pratiquer une saisie-arrêt, car c'est dans ce cas seulement que le créancier poursuivant la contribution sera tenu de lui faire sommation, et qu'il sera ainsi sûrement averti de l'ouverture de la contribution ; dans certains cas mêmes, celui par exemple de distribution par contribution de sommes déclarées insaisissables aux termes des numéros 2 et 3 de l'article 581 du Code de procédure, seuls les créanciers ayant obtenu la permission du juge de saisir-arrêter dans la proportion qu'il a indiquée et ayant pratiqué une saisie-arrêt conforme, seront autorisés à venir au marc le franc sur les sommes mises en distribution.

CHAPITRE II

LE JUGEMENT DE VALIDITÉ OPÈRE-T-IL TRANSPORT ?

Il est admis généralement que le jugement de validité de saisie-arrêt ne peut annihiler les droits antérieurement acquis à des tiers (1) ; nous allons aborder maintenant l'étude d'une question très controversée : le jugement de validité donne-t-il au créancier saisissant le droit d'être payé à l'exclusion des créanciers ayant fait opposition après ce jugement, ou ces derniers peuvent-ils venir par contribution avec lui sur les sommes saisies ?

Pour résoudre cette question, il nous faut préciser l'effet du jugement de validité ; deux systèmes absolument différents se trouvent en présence :

Dans un premier système, on soutient que le jugement de validité, si on lui donne pour effet de rendre le créancier saisissant propriétaire exclusif des sommes saisies-arrêtées, confère un privilège au premier saisissant, que c'est bien ainsi que cela se passait dans l'ancien droit, mais que le Code de procédure a rompu

(1) Cass. civ., 5 août 1856, D. P. 56.1.336 ; Cass. civ., 20 février 1865, D. P. 65.1.308 ; Cass. civ., 11 février 1867, D. P. 67.1.377 ; Cass. req., 25 juillet 1871, D. P. 71.1.302.

avec cette règle qui voulait que l'on tînt compte de l'ordre des saisies pour l'attribution des sommes, et que ce serait la rétablir indirectement que de tenir compte de la date des jugements de validité. On ne trouve d'ailleurs dans le Code de procédure aucun texte qui déclare qu'après le jugement de validité de la saisie-arrêt, le créancier saisissant soit devenu propriétaire des sommes saisies-arrêtées, les articles 573 et 575 exigent au contraire que le tiers-saisi, assigné en déclaration affirmative, fasse connaître au créancier saisissant les autres saisies-arrêts qui auraient été faites entre ses mains, qu'elles soient antérieures ou postérieures au jugement de validité, ce qui prouve bien que des saisies-arrêts, même pratiquées après le jugement de validité, sont valables. D'autre part l'article 579, pour le cas de saisie-arrêt portant sur des effets mobiliers, dit qu'il sera procédé à la vente des objets saisis-arrêtés et à la distribution par contribution du prix en provenant ; les règles de la distribution par contribution sont donc applicables à la saisie-arrêt comme à la saisie-exécution, et si dans ce dernier cas le créancier ne peut pas prétendre seul à l'attribution des sommes saisies lorsqu'un jugement est venu valider cette saisie, mais est obligé de partager avec les créanciers qui se présenteront ultérieurement, il doit en être de même au cas de saisie-arrêt. On a argumenté aussi des articles 1273 et 1275 du Code civil, d'après

lesquels la novation ne se présume pas et la décharge du débiteur primitif ne peut résulter que d'une déclaration formelle du créancier ; le juge donc n'a pu donner qu'une indication de paiement, le saisissant n'ayant pas demandé dans ses conclusions à ce qu'il y eût novation en sa faveur, mais seulement à ce que le tribunal validât la saisie pratiquée à sa requête. C'est seulement afin de lui donner une garantie de plus pour le remboursement de sa créance, qu'il ordonne au tiers-saisi de payer entre ses mains au lieu de le faire entre celles du saisi. Il est impossible d'admettre que le créancier ait consenti à accepter une novation par changement de débiteur ; de deux débiteurs, en effet, qu'il aurait eus, il s'exposerait à en perdre un et par conséquent à compromettre sa créance, si pour une cause quelconque, le tiers-saisi devenait insolvable.

Tout autre serait la solution que nous indiquerions si, dans leurs conclusions respectives, les parties avaient formellement conclu à la novation, mais sans cela le jugement de validité ne change en rien la nature des sommes saisies-arrêtées, qui étaient auparavant le gage de tous les créanciers, aux termes de l'article 2093 du Code civil, et qui doivent le rester même après le jugement, celui-ci étant pour les autres créanciers *res inter alios acta* et ne pouvant leur être opposable. Dans cette opinion la propriété des sommes saisies-arrêtées n'est transmise

au créancier saisissant qu'au moment du paiement fait par le tiers-saisi, jusque-là tous les autres créanciers pourront venir en concours avec le saisissant. Ce système paraît aujourd'hui abandonné par la plupart des auteurs, et la jurisprudence est absolument fixée dans le sens du second système que nous allons exposer ci-dessous (1).

Les partisans du second système, pour soutenir que le jugement de validité opère transport au profit du saisissant, se basent sur les termes du dispositif de ce jugement qui ordonne au tiers-saisi de vider ses mains entre celles du saisissant, et, suivant l'expression consacrée, « à quoi faire contraint, quoi faisant bien et valablement déchargé ».

On fait d'abord remarquer, dans cette opinion, que les articles 573 et 575, invoqués par les partisans de la première théorie, ne peuvent cependant s'appliquer qu'à des saisies-arrêts pratiquées pendant que l'instance en validité de la première saisie-arrêt est encore pendante ; qu'en effet l'article 575 décide que les saisies-arrêts doivent être dénoncées à l'avoué du premier saisissant, ce qui suppose nécessairement que celui-ci est encore son mandataire *ad litem* ; après le jugement, son mandat étant rempli, il n'y aurait plus de raison d'exiger qu'il en fût averti.

(1) La dernière décision de jurisprudence conforme à ce système est un jugement du Tribunal de la Flèche du 8 mars 1864, D. P. 64.3.46.

Ensuite, dit-on, le juge a fait au nom du débiteur ce qu'il aurait dû faire lui-même, il a ordonné un transport qui fait passer sur la tête du saisissant les sommes saisies-arrêtées qui cessent d'appartenir au débiteur. Sous peine d'être obligé de proclamer l'inutilité du jugement de validité lorsqu'il y a déjà titre exécutoire, il faut nécessairement lui attribuer cet effet; sans aller jusqu'à dire qu'il y a novation, celle-ci en effet ne se présument pas et ayant pour conséquence d'éteindre une dette et de la remplacer par une autre, alors, qu'au contraire, ici le saisissant conserve encore le droit de poursuivre le saisi même après le jugement de validité, on doit reconnaître que ce jugement a opéré un transport judiciaire, analogue à un transport conventionnel. Il ne faut pas s'arrêter à l'objection qui consiste à dire que, dans un transport de créance, le cédant — ici le débiteur saisi — n'est garant que de l'existence de la créance cédée et non de la solvabilité du cédé — ici le tiers-saisi, — le débiteur saisi en effet se libère par cette dation en paiement, mais seulement sous la condition suspensive que le tiers-saisi acquittera sa dette, sans cela il reste débiteur du saisissant et soumis à son recours.

Le reproche de créer un privilège ne nous paraît pas porter non plus, si en effet le débiteur saisi avait touché lui-même des mains du tiers-saisi les sommes à lui dues et les avait ensuite versées entre celles

du saisissant, on ne saurait admettre de recours de la part d'autres créanciers ultérieurs, or le tribunal n'a fait, par l'effet du jugement, que se substituer à lui. C'est parce que le débiteur saisi n'est plus créancier du tiers-saisi (au moins jusqu'au montant des causes de la saisie-arrêt) qui se trouve obligé directement envers le saisissant, qu'il est impossible qu'une saisie-arrêt postérieure faite à son préjudice produise un effet utile (1).

Nous partageons cette dernière manière de voir qui produit en pratique de très heureux effets, et dont les principes nous paraissent justifiés. S'il est en effet vrai de dire que souvent le jugement, en validant la saisie-arrêt, donne au créancier saisissant le titre exécutoire qui lui est indispensable pour arriver à exécuter son débiteur, il faut aussi reconnaître qu'il produit un autre effet lorsqu'il existe déjà un titre exécutoire contre le débiteur saisi, celui de donner un titre exécutoire contre le tiers-saisi ; il établit donc un rapport direct entre ce dernier et le créancier saisissant.

Une jurisprudence constante admet comme évident que, pour que le jugement de validité de saisie-arrêt produise les effets d'un transport, il faut qu'il soit pas séen force de chose jugée (2).

(1) Cass. civ., 20 novembre 1860, D. P. 60.1.478 ; Cass. civ., 13 février 1865, D. P. 65.1.79 ; Cass. req., 23 mars 1881, D. P. 82.1.420 ; Cass. req., 2 juillet 1890, Sirey, 90.1.433.

(2) Cass. req., 28 décembre 1880, D. P. 81.1.427.

On s'accorde sur ce principe, mais les opinions diffèrent sur la question de savoir à quel moment il faut considérer le jugement comme étant passé en force de chose jugée. La question est toute simple lorsque ce jugement est contradictoire et en dernier ressort, toutes les oppositions postérieures se trouvent alors sans valeur ; s'il est, au contraire, par défaut ou en premier ressort, à quel moment devra-t-on le considérer comme définitif et quel sera le sort des saisies-arrêts pratiquées pendant les délais d'opposition et d'appel, ou depuis que ces actes sont intervenus ?

Il faut distinguer : les saisies-arrêts pratiquées à un moment où le jugement était encore susceptible d'opposition ou d'appel doivent être considérées comme valables et admises à la distribution par contribution, puisque la décision de justice n'était pas encore définitive ; celles pratiquées depuis la survenance de l'acte d'opposition ou d'appel ont donné lieu à des controverses.

Dans une première opinion (1), on prétend qu'il faut distinguer entre l'opposition et l'appel ; on accorde l'effet rétroactif dans le second cas, mais on le refuse dans le premier ; la première de ces voies de recours, dit-on, ne se contente pas de suspendre

(1) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 645 ; Amiens, 20 novembre 1884, D. P. 86.2.63 ; Orléans, 7 novembre 1884 et 14 février 1885, D. P. 86.2.70.

l'exécution du jugement frappé d'opposition, elle le met complètement à néant, dès lors il est impossible d'admettre que le jugement étant considéré comme nul et non avenü, ait pu opérer transport au profit du saisissant; nous ne croyons pas cette solution exacte car le Code de procédure ne parle dans plusieurs articles (159, 161, 162) que de la suspension de l'exécution du jugement par suite de l'effet produit par l'opposition, effet identique à celui de l'appel. Au surplus n'autorise-t-on pas quelquefois l'exécution provisoire d'un jugement par défaut nonobstant opposition, n'est-ce pas reconnaître qu'il produit par lui-même quelques effets, qu'il ne se trouve pas réduit à néant par la survenance de l'opposition?

Une seconde opinion, tout en admettant que les effets de l'opposition et de l'appel sont les mêmes, ne croit point à l'effet rétroactif du jugement qui déboute de l'opposition ou de l'appel: ce qui prouve, dit-on, que le transport ne peut pas avoir lieu lorsqu'il y a appel ou opposition interjetés, c'est qu'à partir de ce moment le tiers-saisi ne peut être contraint à vider ses mains entre celles du saisissant, qu'il reste le débiteur du saisi, et que le jugement validant la saisie-arrêt, ayant des effets non pas déclaratifs mais translatifs de droits, c'est seulement, s'il vient à être frappé d'appel, au jour de l'arrêt confirmatif que s'opère cette attribution puisque ce n'est qu'à cette date que le créancier saisissant peut

contraindre le tiers-saisi à vider ses mains dans les siennes (1).

Nous croyons, au contraire, avec d'autres auteurs (2), que le jugement de débouté d'opposition, ou l'arrêt confirmatif, a un effet rétroactif au jour du premier jugement ; tout le monde en effet reconnaît que l'effet de l'appel interjeté est seulement de suspendre l'exécution du jugement, et, qu'une fois confirmée, la première décision de justice reprend toute la force de la chose jugée, on en trouve une preuve dans la première partie de l'article 472 du Code de procédure qui décide, qu'en cas d'arrêt confirmatif, c'est le tribunal dont le jugement a été confirmé qui connaîtra de son exécution ; ces principes certains doivent donc être appliqués aussi en matière de saisie-arrêt ; la raison que l'on donne pour s'y refuser, à savoir l'impossibilité de contraindre le tiers-saisi à l'exécution, ne nous paraît pas modifier la situation du saisissant : celui-ci est devenu créancier du tiers-saisi sous la condition suspensive que le premier jugement serait confirmé, une fois cette condition réalisée, elle rétroagit.

Il est nécessaire aussi que le jugement de validité soit signifié au tiers-saisi pour qu'il puisse produire

(1) Cass. civ., 27 juin 1892, D. P. 93.4.25 et, en sens contraire, la note de M. Glasson.

(2) Rousseau et Laisney, t. VII, p. 495 ; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. II, p. 299 et suiv. ; Bourges, 23 mai 1855, Sirey, 55.2.686 ; Paris, 20 mai 1858, Sirey, 59.2.340.

tous les effets d'un transport judiciaire, analogue à un transport conventionnel (1), on doit lui appliquer les règles posées par le paragraphe premier de l'article 1690 du Code civil, jusqu'à la signification il ne sera pas opposable aux tiers qui pourront pratiquer valablement des saisies-arrêts. Mais si le tiers-saisi avait été partie au jugement et avait déclaré acquiescer à l'avance au jugement qui lui donnerait l'ordre de payer entre les mains du saisissant, la signification ne serait plus nécessaire (art. 1690, § 2, C. civ.).

Cette signification du jugement ne doit pas être considérée comme un acte d'exécution, dans le sens de l'article 155 du Code de procédure civile qui défend de faire de tels actes avant l'expiration d'un délai de huitaine à partir de la signification à avoué ou à partie (2):

Pour le cas où la saisie-arrêt porte, non pas sur des créances, mais sur des objets mobiliers, le jugement de validité ne produit pas son effet attributif et le créancier saisissant ne devient pas propriétaire de ces objets, il a seulement le droit d'en poursuivre la vente et de se payer sur le prix; c'est, en effet, une règle formelle de notre droit que celle qui interdit aux créanciers de se faire payer en nature, et

(1) Paris, 24 juin 1836, D. P. 37.2.45; Rennes, 28 décembre 1893, D. P. 94.2.385.

(2) Paris, 3 mars 1855 et Cass. civ., 5 août 1856, Sirey, 57.1.170.

elle ne subit qu'une seule exception nettement circonscrite au cas de gage (art. 2078 du Code civil) ; la vente de ces objets saisis-arrêtés se poursuivra comme en matière de saisie-exécution, à cette seule exception près qu'il serait inutile et frustratoire de dresser un procès-verbal de saisie, l'état détaillé, qui, aux termes de l'article 578 du Code de procédure, doit être annexé à la déclaration affirmative du tiers-saisi, en tenant lieu ; les créanciers postérieurs au jugement de validité auront le droit de pratiquer des saisies-arrêts et viendront en concours avec le premier saisissant jusqu'à la clôture de la distribution par contribution ouverte après la vente.

C'est surtout en matière de transport qu'interviennent aujourd'hui les saisies-arrêts pratiquées sur des effets mobiliers, le créancier du destinataire pratique, par exemple, une saisie-arrêt entre les mains d'une compagnie de chemins de fer sur des marchandises qui lui ont été confiées pour être transportées ; la compagnie, dès ce moment, n'a pas à se faire juge des contestations qui peuvent survenir, quant à la propriété des choses saisies-arrêtées, entre le destinataire et l'expéditeur, et ne s'expose à aucune responsabilité en refusant de délivrer les marchandises saisies-arrêtées jusqu'à ce qu'il lui soit remis main-levée de la saisie (1). Il ne faut pas cepen-

(1) Bordeaux, 30 juillet 1888, D. P. 89.2.216.

dant conclure de là que la saisie-arrêt, pratiquée par un créancier du destinataire sur des marchandises expédiées contre remboursement, soit valable ; le destinataire, en effet, ne devenant propriétaire que par le paiement qu'il fait au moment de la livraison, cette saisie-arrêt ne porte pas et ne peut produire aucun résultat ; la compagnie tiers-saisie devra donc livrer les marchandises au destinataire contre remboursement, sous peine d'engager sa responsabilité vis-à-vis de l'expéditeur (1), et nous ne croyons pas qu'elle aurait ici un recours contre le saisissant, car si celui-ci a commis une faute, elle en a commis une autre ; il ne s'agit pas ici, en effet, de résoudre des questions plus ou moins délicates de propriété dont en général le tiers-saisi ne doit pas se faire juge, mais simplement de ne pas tenir compte d'un acte qui apparaît évidemment comme nul.

De même si le destinataire refusait de payer à la livraison, la compagnie ne serait pas fondée à refuser à l'expéditeur la restitution des marchandises saisies-arrêtées, elle s'est en effet chargée d'une livraison conditionnelle, et cette condition qui est le remboursement ne se réalisant pas, l'expéditeur n'a jamais cessé d'être propriétaire.

De même, c'est une question discutée que celle de savoir si le jugement de validité de saisie-arrêt opère

(1) Cass. civ., 13 août 1885, D. P. 86.1.84.

transport au profit du saisissant, lorsqu'il porte sur des créances non exigibles, par exemple sur les arrérages futurs d'une rente, les termes à échoir de loyers ou de fermages.

Contrairement à l'avis de la Cour de cassation (1), on décide généralement la négative (2). On en donne pour raison que, comme nous venons de le voir, le créancier ne peut s'approprier les biens de son débiteur mais seulement en poursuivre la vente et se faire payer sur le prix ; or, « une créance à terme n'est pas de l'argent, mais seulement un droit susceptible d'être cédé, comme il arrive pour la saisie des rentes qui ne sont véritablement que des créances à terme », qu'il y a d'ailleurs aussi une considération d'équité : si, en effet, le jugement ordonnant le paiement entre les mains du saisissant, des loyers dus au saisi, jusqu'à extinction de sa créance, lui donnait un droit exclusif sur les loyers à échoir, il arriverait que d'autres créanciers qui auraient contracté ultérieurement avec le saisi, sous la garantie de la fortune qu'ils lui connaissaient, n'ayant aucun moyen de connaître le jugement attributif rendu au profit du premier saisissant, — qui, si la créance de ce premier saisissant est considérable,

(1) Cass. civ., 30 janvier 1842, D. P. 42.1.63 ; Cass. civ., 27 novembre 1894, D. P. 95.1.278.

(2) Dalloz, RÉP., S. A., n° 448 ; Chauveau sur Carré, t. IV, p. 643.

peut équivaloir à une aliénation, — se trouveraient frustrés sans qu'il y ait faute de leur part.

Quelques décisions de jurisprudence ont même été plus loin et ont refusé de reconnaître la validité de saisies-arrêts pratiquées sur des créances non échues (1) ; c'est pousser jusqu'à l'exagération le système que nous venons d'exposer (2) ; il faut, à notre avis, admettre la validité de toute saisie-arrêt portant sur une créance à terme et se contenter seulement de ne pas faire produire au jugement de validité d'effet attributif au profit du premier saisissant.

(1) Paris, 26 mai 1849, D. P. 49.2.190.

(2) Voir aussi l'introduction.

CHAPITRE III

JUGEMENT DE DÉCLARATION AFFIRMATIVE.

L'exploit de saisie-arrêt a empêché le débiteur saisi de toucher les sommes à lui dues, au préjudice de son créancier ; le jugement de validité a reconnu cette mesure d'exécution comme valablement pratiquée ; reste maintenant au créancier saisissant à savoir quel est le montant de la dette du tiers-saisi envers le saisi et à en obtenir paiement à son profit. Tel est le but de la procédure de déclaration affirmative.

Il peut arriver que l'assignation en déclaration affirmative soit inutile (1) ; ce cas se présentera lorsque toutes les parties en cause seront d'accord sur le montant des sommes dues par le tiers-saisi, que ces sommes seront suffisantes pour désintéresser le créancier saisissant, enfin lorsqu'il n'existera pas d'autres créanciers opposants. Mais, en général, le saisissant sera obligé d'assigner le tiers-saisi en déclaration affirmative, c'est pour lui le plus souvent le seul moyen d'arriver à savoir ce que doit le tiers-

(1) Rousseau et Laisney, t. VII, p. 469.

saisi qui n'a jusqu'alors pas été appelé à le déclarer, et à faire trancher les nombreuses difficultés qui ne manqueront pas de s'élever en cette matière.

Strictement, la déclaration affirmative devrait être faite dans le délai de huitaine de l'ajournement, mais en pratique ce délai n'est jamais observé, il suffit au tiers-saisi de constituer avoué et on l'admet à faire valablement sa déclaration jusqu'au moment où le jugement de condamnation prononcé contre lui est passé en force de chose jugée.

Nous avons dit qu'aux termes de l'article 576 du Code de procédure, si la déclaration affirmative du tiers-saisi est admise, aucune autre procédure ne doit être faite ni de sa part ni contre lui ; au contraire si des contestations se produisent, il y a lieu pour le juge de statuer à leur sujet.

Tant que le tiers-saisi ne fait que comparaître pour faire sa déclaration affirmative, il n'est pas encore partie dans l'instance engagée entre le saisissant et le saisí, il joue simplement le rôle de témoin devant le tribunal du domicile du saisí, appelé à connaître de la validité de la saisie ; c'est seulement si sa déclaration est contestée, que de témoin il devient défendeur et qu'il a dès lors le droit de demander à être renvoyé devant le juge de son domicile ; cette incompétence étant *ratione personæ*, doit être opposée *in limine litis*, toute conclusion sur

le fond même du débat le rendrait irrecevable à demander son renvoi (1).

Ce renvoi doit être accordé, alors même que l'instance en déclaration affirmative serait connexe à une instance pendante devant un autre tribunal (2). C'est au contraire une question discutée de savoir si le renvoi doit être prononcé alors que la contestation de la déclaration affirmative n'est pas relative au fond, mais seulement à la forme, au retard avec lequel elle a été faite, ou à l'absence de pièces justificatives. La jurisprudence paraît incliner à décider que, dans ce cas, le tribunal du domicile du saisi, devant lequel se trouve formée la demande en validité, reste compétent (3); nous croyons cependant que l'article 570, étant conçu dans les termes les plus généraux, doit s'appliquer dans tous les cas et que c'est ajouter à la loi que d'y vouloir introduire une exception que l'on ne trouve ni dans son texte — il est formel, — ni dans son esprit —, le motif, qui est de ne pas obliger le tiers-saisi à se déplacer pour se défendre, restant le même dans tous les cas (4).

C'est sans préliminaire de conciliation, conformé-

(1) Dalloz, R^{ÉP.}, S. A., n° 376; Toulouse, 29 novembre 1861, D. P., 62.2.15.

(2) Chauveau sur Carré, t. IV, p. 626; Rousseau et Laisney, t. VII, p. 481; Garsonnet, t. III, p. 738.

(3) Bordeaux, 23 mars 1813, Paris, 9 août 1841, D. R^{ÉP.}, S. A., n° 385.

(4) Dalloz, R^{ÉP.}, S. A., n° 386; Rousseau et Laisney, t. VII, p. 481 et 482.

ment au paragraphe 5 de l'article 49 du Code de procédure, et par voie de conclusions que cette demande en renvoi doit être introduite.

Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier les questions de bonne foi que soulèvent très souvent les déclarations affirmatives. Tous les modes de preuve doivent être admis, à la seule condition que les règles spéciales établies pour chacun d'eux soient rigoureusement observées ; de même on doit reconnaître comme valables en principe les quittances sous seings privés non enregistrées prouvant la libération du tiers-saisi (1).

Lorsque conformément aux termes de l'article 577 du Code de procédure, le tiers-saisi a été déclaré par jugement débiteur pur et simple des causes de la saisie, pour ne pas avoir fait de déclaration ou ne pas l'avoir accompagnée des justifications nécessaires, ce jugement est, ou non, susceptible d'appel suivant que le montant des causes de la saisie est supérieur ou inférieur à 1.500 francs (2) ; ici, en effet, le quantum du litige est nettement fixé et la question indéterminée de savoir combien le tiers-saisi doit au saisi n'est pas examinée.

On a prétendu que la solution était différente lorsque le débat s'élevait sur le fond même de la déclaration et qu'il s'agissait de savoir si le jugement tran-

(1) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chap. II.

(2) Paris, 13 mai 1832, D. P. 33.2.193.

chant ce litige était susceptible ou non d'appel. Pour quelques-uns (1), l'objet de la demande en déclaration affirmative étant essentiellement indéterminé, le jugement rendu sur cette déclaration est toujours susceptible d'appel ; pour d'autres (2), le jugement, statuant sur la déclaration affirmative contestée, est susceptible d'appel lorsqu'une des parties soutient que la dette du tiers-saisi envers le saisi est supérieure à 1.500 francs ou qu'elle a une valeur indéterminée, ici, en effet, prétendent-ils, le fond du débat ne porte plus sur le quantum de la créance du saisissant, mais bien sur ce que le tiers-saisi doit au saisi. Nous adoptons une troisième opinion, soutenue déjà par un auteur et qui compte à son actif quelques décisions de jurisprudence, à savoir que c'est le montant de la créance du saisissant qui doit aussi dans ce cas faire décider si le jugement est, ou non, rendu en premier ressort, car, en définitive, l'intérêt engagé est celui de savoir si le saisissant sera payé oui ou non, c'est cette créance qui est la cause première et l'élément essentiel du débat (3).

Lorsque la déclaration affirmative a été reconnue

(1) Dalloz, *Rép.*, *Degrés de juridiction*, nos 300 et suiv. ; Paris, 1^{er} décembre 1866, D. P. 66.2.248.

(2) Rousseau et Laisney, t. VII, n° 547 ; Roger, *De la Saisie-Arrêt*, n° 612.

(3) Dodo, *De la Saisie-Arrêt*, p. 237 ; Pau, 18 janvier 1838, Sirey, 38.2.133 ; Agen, 15 juin 1857, Sirey, 58.2.174 ; Poitiers, 25 novembre 1894, Dalloz, *Sup. au Rép.*, S. A., n° 136.

immédiatement comme sincère, ou que, à la suite du débat qui s'est élevé à son sujet, est intervenu un jugement, la procédure de saisie-arrêt est terminée et il ne reste plus au créancier saisissant qu'à mettre à exécution le jugement de validité contre le tiers-saisi.

CHAPITRE IV

PEUT-ON CONCILIER LA THÉORIE DU TRANSPORT JUDICIAIRE AVEC LES ARTICLES 446 ET 447 DU CODE DE COMMERCE ?

Aux termes de l'article 443 du Code de commerce, le jugement déclaratif de faillite a pour effet de suspendre les poursuites individuelles, à partir de ce moment toute action mobilière ou immobilière, ainsi que toute voie d'exécution, ne pourront être suivies que contre les syndics ; d'autre part ce sont eux qui sont chargés, au nom de la masse des créanciers, d'agir contre les débiteurs du failli ; un créancier de ce dernier ne pourrait donc plus dès lors pratiquer valablement une saisie-arrêt.

De même si nous supposons la faillite déclarée après la signification de l'exploit de saisie-arrêt, mais avant que le créancier saisissant ait obtenu le jugement de validité, elle interrompra aussi le droit de poursuites individuelles et empêchera le créancier d'obtenir un jugement opposable à la masse (1) ; le tribunal civil se trouve dessaisi par suite de la déclaration de faillite, nous sommes en effet en face d'un jugement attributif d'un droit nouveau et non

(1) Lyon, 30 novembre 1866, D.P. 67.2.89,

pas d'un jugement simplement déclaratif de droits préexistants, — c'est de celui-là seul qu'on peut dire qu'il rétroagit au jour de la demande. Si le jugement de validité a été prononcé avant la faillite, mais si l'on se trouve encore dans les délais d'opposition ou d'appel, le syndic pourra au nom de la masse user d'une de ces voies de recours et obtenir la réformation du jugement qui aurait abouti à donner un privilège à un des créanciers au détriment des autres.

Bien qu'on puisse objecter contre notre solution que le juge du deuxième degré ne doit faire que ce qu'aurait dû faire le premier juge et qu'il est forcé de tenir compte ici d'un événement postérieur au premier jugement, la déclaration de faillite, nous croyons cependant devoir la maintenir parce qu'il importe de respecter le grand principe de l'égalité à partir du jugement déclaratif de faillite entre tous les créanciers à qui, à partir de ce moment, sont seulement opposables les droits acquis d'une façon irrévocable.

Au contraire, si la faillite ne venait à être prononcée qu'au moment où l'effet du transport s'est accompli au profit du créancier, c'est-à-dire, selon la théorie de la jurisprudence, au moment où le jugement de validité est passé en force de chose jugée, elle resterait sans effet à l'encontre de ce dernier et n'empêcherait pas son investiture (1).

(1) Comparer : Bruxelles, 9 mars 1894, D. P. 95.2.283.

Dans le cas où la faillite serait clôturée pour insuffisance d'actif, les créanciers, recouvrant le droit d'agir individuellement, pourraient pratiquer valablement des saisies-arrêts et en poursuivre la validation, mais l'état de faillite subsistant et le syndic ayant conservé ses fonctions, ce dernier doit veiller à ce que les effets du jugement de validité se produisent au profit de la masse et non du créancier seul qui a poursuivi, sauf à rembourser à celui-ci ses avances de frais, puisqu'il a, en agissant, conservé le gage et fait l'affaire de tous ses co-créanciers (1).

Le jugement de validité de saisie-arrêt, attributif d'un droit nouveau au profit du créancier saisissant, peut être comparé dans ses effets à un acte d'aliénation, à un paiement, aussi s'est-on posé la question de savoir si les articles 446 et 447 du Code de commerce ne lui étaient pas applicables, et si le syndic de la faillite du débiteur saisi ne devait pas, en formant tierce-opposition, lorsque ce jugement de validité de saisie-arrêt avait été rendu pendant la période suspecte, par application de l'un ou de l'autre de ces articles, en poursuivre l'annulation ?

On a dit, pour soutenir que l'article 446 du Code de commerce était applicable, que le jugement de validité a le même caractère qu'un transport conventionnel, qu'il aboutit comme lui à faire payer un

(1) Paris, 6 août 1896, D. P. 97.2.87.

créancier non privilégié au détriment des autres, et qu'enfin ce mode de paiement rentre bien dans les termes mêmes de l'article 446 : « tout paiement fait autrement qu'en espèces ou effets de commerce ». Malgré ces raisons on admet très généralement, et la jurisprudence est fixée en ce sens (1), que l'article 446 n'est pas applicable ; c'est, dit-on dans cette opinion, une disposition rigoureuse qui doit être soumise à l'interprétation restrictive, la disposition de l'article ne concerne que les paiements volontaires par lesquels le débiteur veut essayer de favoriser certains créanciers de connivence avec lui au détriment de la masse ; il n'y a d'ailleurs aucune analogie possible entre le créancier qui traite de gré à gré et dans l'ombre avec son débiteur afin d'obtenir de lui un mode de paiement anormal, et celui qui met à exécution au grand jour, par l'intermédiaire de la justice, les moyens de contrainte que la loi a mis à sa disposition. Pour l'admission de cette solution, nous croyons, il est vrai, qu'il faut que le débiteur saisi ait résisté à la demande en validité, ou tout au moins qu'il s'en soit rapporté à justice sur le mérite de la demande de son adversaire (s'en rapporter à justice c'est, en effet, contester), car s'il avait acquiescé à la demande au cours de l'instance l'opération prendrait un caractère contractuel et nous

(1) Bourges, 14 juillet 1851, D. P. 52.2.72 ; Dijon, 8 février 1858, D. P. 60.2.38 ; Dijon, 3 juillet 1874, Sirey, 76.2.247.

paraît alors tomber sous le coup de l'article 446 (1).

Après avoir démontré que l'article 446 du Code de commerce est inopérant en la matière et qu'il s'applique seulement aux cas qui y sont strictement délimités, nous allons essayer de prouver que l'article 447 ne peut pas non plus être applicable au jugement de validité de saisie-arrêt. On l'a cependant soutenu (2), en disant qu'il ne procédait pas du même ordre d'idées que l'article précédent, que tandis que ce dernier annulait, sans que la preuve contraire fût possible, certains actes sur une présomption de fraude, l'article 447 au contraire supposait prouvée la connaissance de la cessation des paiements du débiteur saisi et laissait ainsi aux tribunaux le pouvoir d'annuler ou non suivant les circonstances le jugement de validité ; qu'il était donc impossible de se refuser à appliquer à ce jugement l'observation de ce principe général d'équité : à savoir qu'un créancier qui connaîtrait l'état de cessation de paiements de son débiteur et qui, malgré cela, a voulu se créer contrairement à la loi un privilège au profit de la masse, au lieu de faire prononcer purement et simplement la faillite, mérite d'être puni. L'intervention de la justice, a-t-on dit aussi, n'est pas une garantie suffisante contre la fraude, car les juges ne

(1) Lyon, 30 novembre 1866, D. P. 67.2.89, déjà cité.

(2) Paris, 18 août 1860, D. P. 60.5.174 ; Paris, 8 mai 1879 et 10 juillet 1879, D. P. 81.2.225.

sont saisis que de ce que les parties veulent bien leur soumettre, ils peuvent ainsi ignorer des faits qui peuvent influencer sur leur décision, et alors même qu'ils les connaîtraient, ils n'ont pas à prendre d'office la défense des intérêts des tiers. En résumé, dans cette opinion, l'article 447 n'est qu'une application à un cas spécial du principe général de l'action paulienne qui s'applique aux jugements comme aux actes conventionnels.

Nous préférons l'opinion contraire qui se refuse à appliquer au jugement de validité les dispositions de l'article 447 du Code de commerce comme celles de l'article 446 ; elle est enseignée par de savants auteurs et la jurisprudence la plus récente tend à s'y rallier (1). Il nous paraît, en effet, impossible de soutenir que l'article 447 n'est pas la suite et en quelque sorte la conséquence de celui qui le précède immédiatement, et que par conséquent, si l'on refuse d'appliquer l'article 446, il faut en faire de même pour celui qui nous occupe ; de plus, les expressions mêmes de l'article : « paiements faits par le débiteur pour dettes échues et tous autres actes à titre onéreux passés par lui » paraissent formellement indiquer le mode de paiement normal et non pas celui où

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. VII, p. 348 et suiv. ; Levillain, Note dans Dalloz, 1881.2.225. ; Cass. civ., 21 décembre 1881, D. P. 82.1.198. ; Bourges, 11 juillet 1882, D. P. 83.2.221.

la décision de justice s'est substituée à la volonté des parties.

Nous ne croyons pas non plus qu'il soit juste de dire qu'il est facile de surprendre à la justice un jugement où elle n'aurait pas sous les yeux tous les éléments nécessaires d'information, et pour ainsi dire à l'improviste, les tiers seront en effet presque toujours avertis par la publicité des débats et auront le temps d'intervenir pour demander à ce que leurs droits soient protégés. Si par hasard la religion du tribunal avait été surprise, les créanciers, ou en leur nom le syndic, pourraient intervenir par une des voies de recours, opposition ou appel, si le jugement est par défaut ou en premier ressort ; dans le cas contraire, si la fraude peut être établie, et il ne paraît pas très difficile d'y arriver ici, la voie de la tierce-opposition, par application de l'article 1167, leur sera ouverte.

Nous estimons donc, à l'inverse de l'opinion précédente, que l'article 447, comme l'article 446, bien loin de renfermer une application du principe général posé par l'article 1167 du Code civil, est une exception, et qu'il doit être restreint aux cas qu'il a spécialement prévus.

Il est d'ailleurs impossible, comme le font remarquer MM. Lyon-Caen et Renault (1), « de ne pas

(1) *Traité de Droit commercial, loco citato.*

constater que les partisans de l'application de l'article 447 sont tout à fait illogiques. Si le jugement de validité peut être rapproché dans une certaine mesure d'un des actes tombant sous le coup des articles 446 et 447, c'est assurément du paiement par transport. Or le paiement par transport, fait dans la période suspecte, est nul de droit en vertu de l'article 446. On n'ose pas appliquer cette disposition rigoureuse au jugement de validité. C'est pourtant là que la logique devrait conduire, si l'on ne veut pas comme on doit, selon nous, le faire, écarter aussi bien l'article 447 que l'article 446 ».

Si le débiteur, au lieu de tomber en faillite, était mis en liquidation judiciaire conformément à la loi du 4 mars 1889, nous appliquerions les mêmes solutions ; nous croyons, en effet, bien que ce point soit discuté, que les poursuites individuelles doivent être suspendues à partir de la déclaration de liquidation judiciaire, car il est impossible d'arriver sans cela à déterminer à une date fixe la situation active et passive. Cette solution a d'ailleurs bien été admise pour la déclaration de faillite, bien qu'aucun texte ne le déclare expressément, et le législateur de 1889, en reproduisant à peu près les textes de la loi de 1838, sans se douter de leur imperfection, a bien entendu leur donner la même signification.

APPENDICE

SAISIES-ARRÊTS FAITES ENTRE LES MAINS DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

Les saisies-arrêts faites entre les mains des fonctionnaires publics sont régies par les articles 561 et 569 du Code de procédure, complétés par le décret du 18 août 1807.

L'article 1^{er} de ce décret confirme et en même temps augmente les prescriptions du Code de procédure, c'est ainsi qu'en outre des mentions exigées pour tous les autres exploits, il veut que la partie saisie soit nominativement désignée et que les objets saisis soient spécialement décrits ; l'opposition faite entre les mains d'un fonctionnaire public « sur tout ce qu'il a ou aura, doit ou devra au débiteur saisi » ne peut donc produire aucun effet.

L'article 3 est aussi plus rigoureux que l'art. 559 du Code de procédure ; alors que ce dernier article déclare seulement de nullité relative l'exploit qui ne contient pas toutes ses prescriptions, nullité qui a besoin d'être prononcée par jugement, le décret au contraire prononce l'inexistence dans le même cas de cet acte, c'est-à-dire autorise le fonctionnaire,

tiers-saisi, à n'en tenir aucun compte et à ne pas attendre une décision de justice.

Aux termes de l'article 4, la saisie-arrêt ne produit d'effet que jusqu'à concurrence du montant de ses causes ; c'est une dérogation spéciale au principe que nous avons posé pour une saisie-arrêt ordinaire.

L'article 5 reproduit les termes de l'article 561 du Code de procédure avec une légère addition et décide que les saisies-arrêts ne seront valables que si elles sont faites entre les mains des personnes préposées pour les recevoir.

Au sujet de cet article se sont élevées des difficultés importantes, d'aucuns ayant admis qu'une saisie-arrêt faite entre les mains du ministre des finances à Paris empêchait un trésorier-payeur général d'un département quelconque de faire un paiement valable au mépris de cette saisie-arrêt, et, telle étant la jurisprudence de la Cour de cassation (1), la loi du 9 juillet 1836, pour couper court aux difficultés sans nombre que se trouvait soulever cette interprétation, est venue décider, dans son article 13, que dorénavant toute saisie-arrêt devrait être faite entre les mains des payeurs, agents ou préposés sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats seraient délivrés. Aujourd'hui donc pour les sommes dues par l'Etat, sauf quelques exceptions pour certaines administrations, où des règlements particuliers dé-

(1) Cass., 18 mai 1833 et 24 décembre 1835, D. P. 36.2.8.

terminent entre les mains de qui doivent être faites ces oppositions, si la saisie est pratiquée à Paris, elle doit être faite aux mains du conservateur des oppositions au Ministère des Finances, si elle est pratiquée dans un département, entre les mains du trésorier-payeur général de ce département, et entre ses mains seules, à l'exclusion des receveurs particuliers et des percepteurs ; lui seul est en effet le mandataire de l'Etat envers qui il est seul responsable, les autres fonctionnaires ne sont que ses employés (1).

La saisie-arrêt ne serait pas valable si elle était pratiquée entre les mains d'un fonctionnaire, ordonnateur des dépenses publiques, départementales ou communales, c'est en effet un principe que la qualité de comptable est incompatible avec celle d'ordonnateur : ainsi, par exemple, une saisie-arrêt ne peut être valablement pratiquée entre les mains d'un préfet (2).

L'exploit doit être visé sur l'original par la personne qualifiée pour le recevoir, ou, à son refus, par le procureur de la République de l'arrondissement, qui en donnera alors immédiatement avis à l'administration intéressée. Il est admis que la saisie-arrêt est valable si elle est signifiée, non pas au dépositaire des deniers publics lui-même, mais à un des employés de son bureau à qui il a donné qualité pour les rece-

(1) Cass. civ., 11 mai 1896, D. P. 97.1.225.

(2) Cass. req., 11 février 1834, D. P. 38.1.374.

voir (1). Ce visa est une mesure prescrite dans l'intérêt de l'administration et non pas dans l'intérêt du saisi, la Cour de cassation en a décidé ainsi dans l'espèce précitée, où elle a déclaré que l'article 561 du Code de procédure ne prescrivait nulle part l'obligation d'apposer immédiatement le visa ; le saisi n'a donc pas le droit de s'en plaindre, cette négligence peut lui être, au contraire, favorable. Quant au saisissant, pour parer au préjudice que ce refus ou ce retard pourrait lui causer, il devra requérir le visa et, s'il n'est donné, après avoir laissé l'original de l'exploit vingt-quatre heures entre les mains du préposé, il le demandera au Procureur (article 1039 du Code de procédure).

La loi du 9 juillet 1836 a aussi institué en faveur de ces saisies-arrêts une prescription spéciale, celle de cinq ans ; passé ce délai, si elles n'ont pas été renouvelées, l'Etat tiers-saisi pourra valablement se libérer.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 9 juillet 1836, cette disposition a été étendue aux saisies-arrêts pratiquées « à quelque titre que ce soit, à la Caisse des consignations, et à celle de ses préposés (2) » ; cette disposition est, comme celle du visa, établie uniquement dans l'intérêt du Trésor ; les tiers, c'est-à-dire le débiteur saisi ou les autres saisissants,

(1) Cass., 25 janvier 1825, D. P. 25.1.174.

(2) Agen, 2 mai 1894, D. P. 96.2.292.

ne sauraient s'en prévaloir ; par conséquent, si, pour une raison quelconque, l'Etat ne s'était pas libéré, le saisissant pourrait valablement renouveler après ce délai une saisie-arrêt.

La saisie-arrêt entre les mains de l'Etat n'est pas dispensée de la dénonciation ni de l'assignation en validité, on doit sur ce point s'en référer au droit commun à défaut de dispositions spéciales.

La contre-dénonciation, au contraire, est inutile et ne devrait pas passer en taxe, puisqu'aux termes de l'article 9 du décret de 1807, aucun comptable public ne doit payer, dès qu'il existe une saisie-arrêt, que sur le consentement des saisissants ou après jugement.

L'article 569 du Code de procédure civile et l'article 6 du décret du 18 août 1807 dispensent d'assigner les comptables publics en déclaration affirmative ; ils doivent simplement délivrer un certificat constatant s'il est dû quelque chose et combien il est dû ; la raison de cette disposition est qu'il n'y a aucune raison de suspecter la bonne foi de l'administration qui n'a aucun intérêt à dissimuler ce qu'elle doit au saisi ; on a pu ainsi instituer une procédure plus rapide et moins coûteuse. Dans le cas où le préposé refuserait de délivrer ce certificat, il y aurait lieu d'appliquer l'article 1039 du Code de procédure, et le saisissant aurait droit en outre à des dommages-intérêts contre l'administration civilement responsable de son personnel.

TROISIÈME PARTIE

DE QUELQUES SAISIES-ARRÊTS PARTICULIÈRES.

CHAPITRE PREMIER

LA SAISIE-ARRÊT DES SALAIRES, DEPUIS LA LOI DU 12 JANVIER 1895.

Une loi récente, celle du 12 janvier 1895, ayant pour but l'amélioration de la situation de la classe ouvrière en lui assurant la pleine possession de son salaire, sans cependant ruiner son crédit, a réglementé les conditions dans lesquelles désormais devraient être pratiquées les saisies-arrêts sur les salaires des ouvriers et gens de service, ainsi que sur les appointements ou traitements des employés, commis ou fonctionnaires ne dépassant pas deux mille francs.

Les Chambres françaises se sont inspirées en cela de l'exemple des pays étrangers qui ont adopté, la

plupart depuis longtemps déjà, une réglementation analogue.

Entre les deux partis extrêmes : insaisissabilité totale des salaires ou saisie possible de l'intégralité des produits du travail, systèmes présentant chacun des dangers considérables et évidents, le législateur a adopté le moyen terme de l'insaisissabilité partielle qui, dans son esprit, sauvegarde dans la mesure du possible, les intérêts opposés du créancier et du débiteur.

Nous ne voulons pas donner un commentaire de cette loi, mais seulement l'étudier dans les rapports qu'elle a avec notre sujet, savoir dans quels cas elle produira ses effets et quels ils sont.

Les dispositions principales de cette loi portent : 1° sur la quotité saisissable ou cessible : un dixième seulement du traitement est saisissable, un autre dixième cessible, enfin un troisième dixième peut, dans le cas d'avances d'argent faites par le patron, être retenu par lui ; 2° sur la substitution, pour la validité de la procédure, afin de la rendre plus expéditive et moins coûteuse, de la juridiction du juge de paix à celle du juge civil ; 3° sur la distribution des deniers saisis-arrêtés, suivant une procédure spéciale qui supprime les règles si compliquées de la distribution par contribution telle qu'elle a été instituée par le Code de procédure.

La saisie-arrêt, instituée par la loi du 12 janvier

1895, ne peut, à la différence de celle autorisée par le Code de 1807, qui frappe à la fois sur les créances et les effets mobiliers entre les mains des tiers, produire d'effet que sur des créances, et encore sur certaines créances nominativement désignées, celles que les ouvriers, gens de service, employés, commis ou fonctionnaires ont contre leurs patrons à raison du contrat de louage de services intervenu entre eux.

Il arrivera souvent que des difficultés seront soulevées au sujet de l'interprétation à donner aux termes de « ouvriers », « employés », « salaires », « appointements », usités par la nouvelle loi pour savoir si l'on se trouve bien dans le cas où ce nouveau genre de saisie-arrêt peut sortir à effet, aussi allons-nous passer en revue, en indiquant pour chacun de ces termes la solution qui nous paraît s'y approprier, les hypothèses les plus fréquentes.

On doit, croyons-nous, entendre sous le nom d'ouvriers tous ceux qui, moyennant un prix convenu, se livrent pour le compte d'autrui à un travail corporel ; il faut se garder de les confondre avec les artisans qui, eux, travaillent pour leur compte et ne sont pas soumis au régime de la nouvelle loi. Les gens de service sont ceux qui sont plus spécialement attachés à l'entretien d'une maison ou d'une ferme. Les employés ou commis, au contraire, sont ceux qui font pour le maître un travail plutôt intellectuel que

manuel ; les fonctionnaires ne sont qu'une catégorie d'employés affectés à un service public, il est souvent assez difficile dans la pratique de distinguer nettement ces deux dernières classes l'une de l'autre ; l'intérêt du reste n'est pas aussi grand que de les différencier d'avec les ouvriers et gens de service puisqu'elles sont soumises toutes deux aux mêmes règles et ne bénéficient de la nouvelle loi que quand les appointements ne dépassent pas 2.000 francs, au contraire ceux qui se livrent à un travail manuel en ont le bénéfice quel que soit le quantum de leur salaire.

Le dixième du salaire des ouvriers ou gens de service est saisissable, de quelque façon que soit faite leur rétribution ; peu importe que ce salaire soit fixé à l'avance ou qu'il soit aléatoire, comme par exemple dans le travail aux pièces, ou encore qu'il soit en partie fixe en partie variable suivant le plus ou moins d'adresse et le plus ou moins d'économie de la matière première, comme dans le travail aux primes. Cependant si en plus d'un salaire en argent, l'ouvrier ou l'homme de service recevait de son maître certaines libéralités ou avait droit à certaines prestations en nature comme le logement, la nourriture, etc., on n'en devrait pas tenir compte pour le calcul du dixième saisissable, à moins cependant que ces libéralités ou ces prestations ne fussent d'un usage constant et ne constituassent le seul salaire

du domestique ; c'est ainsi par exemple, que nous admettrions la validité d'une saisie-arrêt faite entre les mains d'un patron de café sur les salaires de ses garçons, salaires uniquement constitués par les pourboires (1).

Au cas où le salaire de l'ouvrier lui est payé non pas en argent, mais uniquement en nature, au moyen d'un prélèvement sur le produit de son travail, comme un moissonneur à qui on attribue un certain nombre d'hectolitres de blé sur le produit de la récolte, nous croyons que ce sont les règles posées par la loi de 1895 que l'on doit appliquer ici, bien que nous ayons admis en principe que cette loi ne porte que sur les deniers et non sur les meubles. C'est en effet ici le seul salaire que reçoit l'ouvrier et il sera facile d'en déterminer le quantum en argent au moyen des mercuriales tenues dans les mairies des communes.

Les employés, commis ou fonctionnaires reçoivent en général un traitement fixe, rien de plus facile dès lors que de déterminer la quotité saisissable ; des difficultés se présentent au contraire lorsqu'il vient s'ajouter au traitement fixe des gratifications, ou lorsque l'employé est payé à la commission. Nous ne croyons pas que la gratification puisse être comprise dans le calcul du traitement de l'employé, elle est,

(1) Pabon, *Traité de la Saisie-Arrêt des Salaires*, n° 98 ; Contrà : Emion, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895*, n° 6.

en effet, aléatoire et ne peut pas être considérée comme la rémunération du travail fourni, elle n'est pas due par le patron qui est libre de ne pas la donner.

Les commissions, au contraire, allouées à certains employés, par exemple aux commis-voyageurs, sont saisissables (1), mais il faut bien se garder, pour en calculer le quantum, d'y ajouter le montant des frais de route attribués par jour de voyage, qui ne sont que le remboursement des dépenses obligatoires faites par le commis-voyageur pour l'exercice de sa profession. Mais la loi nouvelle ne s'appliquerait pas à l'individu qui serait son maître et voyagerait à ses risques et périls, se contentant de réclamer une commission aux différentes maisons de commerce dont il a placé les marchandises, celui-là est en effet un commerçant appelé courtier et non un employé.

Le créancier saisissant, afin de savoir s'il doit procéder selon les règles posées par le Code de procédure ou au contraire appliquer la nouvelle loi, a besoin de connaître le quantum des appointements de son débiteur ; si celui-ci est fonctionnaire, pas de difficultés et le créancier sera immédiatement renseigné soit en se reportant aux règlements de l'administration, dont dépend son débiteur, qui sont à la disposition du public, soit en s'adressant au payeur

(1) Trib. de Lille, 2 mars 1896, D. P. 97.2.43.

de cette administration qui ne se refusera pas à faire connaître le montant du traitement ; dans le cas, au contraire, d'un employé au service d'un particulier, le créancier peut se heurter au mauvais vouloir du patron qui refusera de le renseigner à cet égard, nous croyons alors que le créancier est en droit de mettre en demeure le patron de fournir ces renseignements et, sur son refus, de lui réclamer des dommages-intérêts sans compter la mise à sa charge de tous les frais qui auraient pu être occasionnés par une procédure entachée de nullité.

Aux termes de l'article 9, le juge de paix est compétent pour statuer sur la validité d'une saisie-arrêt portant sur des salaires ou des traitements au-dessous de 2.000 francs, sans appel dans les limites de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Mais s'il s'élève une contestation sur la créance du saisissant, celle-ci devra être tranchée suivant les règles ordinaires de procédure, elle pourra relever aussi de la compétence du juge de paix statuant au fond dans les limites tracées par la loi du 25 mai 1838, et le même jugement condamnera le débiteur et validera la saisie-arrêt, ou bien ce sera le juge commercial, le juge administratif ou le juge civil qui sera compétent, et jusque-là le juge de paix devra surseoir à statuer sur la validité.

Les solutions à appliquer seraient les mêmes si, au

lieu de s'élever sur la créance du saisissant, la contestation s'élevait sur la dette du tiers-saisi envers le saisi.

Une autre difficulté que soulève la nouvelle loi est celle qui résulte de la question de savoir quels seraient à la fois et le juge compétent et la procédure à suivre, si au cours de l'instance en validité de saisie-arrêt introduite devant le juge de paix, le traitement de l'employé, qui se trouvait d'abord de moins de deux mille francs, a été augmenté.

On a proposé d'appliquer à ce cas particulier la solution indiquée par l'article 7 du Code de procédure civile (1), « le juge de paix, dit-on, agissant dans l'intérêt commun des parties, trouvera au cas qui nous occupe une occasion exceptionnelle d'exercer son pouvoir propre et caractéristique en amenant les intéressés à lui consentir, comme ils en ont la faculté, une prorogation de sa compétence afin d'éviter les lenteurs et les frais d'un nouveau procès. »

Il nous paraît que point n'est besoin d'avoir recours à ce moyen ; lorsque le juge est régulièrement saisi d'une affaire, il reste compétent pour la juger alors même qu'une loi nouvelle lui en aurait enlevé la connaissance (2), une fois donc l'instance en validité introduite, représentée ici par la réquisition

(1) Schaffauser, *Lois nouvelles*, 1895, p. 85.

(2) Aubry et Rau, t. I, p. 62.

faite au greffe de la convocation des parties, le juge de paix restera compétent, malgré l'augmentation du traitement dont il n'aura pas à tenir compte, et répartira valablement les sommes saisies-arrêtées ; si le créancier saisissant voulait saisir-arrêter le nouveau traitement ainsi augmenté, ce serait alors les règles du Code de procédure qu'il faudrait appliquer (1).

Il nous faut maintenant préciser le caractère que présente cette nouvelle saisie-arrêt ; est-elle, comme celle instituée au Code de procédure, une mesure d'exécution ou présente-t-elle au contraire par certains côtés le caractère d'une mesure conservatoire ? Un auteur a prétendu que le législateur de 1895 avait été jusqu'à faire revivre le « simple arrêt » de l'ancien droit (2), aboli cependant d'une façon si formelle par les rédacteurs du Code de procédure qui en connaissaient à merveille tous les inconvénients, et en a donné pour raison que la nouvelle loi n'impose pas à peine de nullité au saisissant l'obligation de demander la validation de cette saisie dans un délai préfixe. Nous ne croyons pas cette opinion exacte, car la caractéristique du « simple arrêt » de l'ancien droit était la clandestinité avec tous les inconvénients qui en résultaient, tandis qu'au contraire les formalités obligatoires soit de

(1) Pabon, *Traité sur la saisie-arrêt des salaires*, n° 182.

(2) Pabon, *op. cit.*, n° 4.

l'autorisation du juge de paix, soit du visa du greffier, selon les cas, remédient à ces inconvénients. Il nous paraît seulement que cette saisie-arrêt, telle qu'elle a été nouvellement instituée, présente à la fois le caractère conservatoire et d'exécution que d'aucuns veulent aussi reconnaître à la saisie-arrêt du Code de procédure ; il y a en effet entre ces deux saisies une différence essentielle : tandis que la saisie-arrêt du Code de 1807 doit être suivie à peine de nullité de la demande en validité dans un délai de huitaine, qu'ainsi tous les différents actes de cette procédure sont, comme les anneaux d'une chaîne, inséparables les uns des autres et, aboutissant à une exécution, doivent être considérés *ab initio* comme une mesure de cette nature, au contraire l'article 9 de la nouvelle loi n'impose aucun délai pour la réquisition à fin de convocation des parties qui est ici l'équivalent de l'assignation en validité, et par conséquent on est amené à reconnaître un effet spécial à l'exploit de saisie-arrêt, qui place simplement sous la main de justice les sommes saisies-arrêtées et conserve, seul et par lui-même, le gage du créancier jusqu'à ce qu'il convienne à ce dernier d'introduire la demande en validité. Jusqu'à ce moment donc, la procédure de saisie-arrêt instituée par la loi de 1895 nous apparaît comme ayant un caractère conservatoire, pour devenir ensuite, dès le moment de la demande en attribution des sommes saisies, une mesure d'exécution.

Nous admettrions en conséquence un mineur sans l'assistance de son tuteur, une femme mariée non autorisée, à pratiquer valablement cet acte, à condition seulement d'être munis de l'autorisation nécessaire au moment de la demande de convocation faite au juge de paix.

Nous venons de voir dans quels cas la saisie-arrêt des salaires et appointements, telle qu'elle a été instituée par la loi du 12 janvier 1895, pouvait sortir à effet; étudions maintenant quels sont ces effets produits, d'abord par l'exploit de saisie-arrêt, ensuite par le jugement de validité.

§ 1. — Effets de l'exploit.

A la différence du Code de procédure qui, dès que l'exploit de saisie-arrêt est posé entre les mains du tiers-saisi, frappe d'indisponibilité la totalité de la créance du saisi contre lui, la loi de 1895 décide que le tiers-saisi doit seulement retenir le dixième du salaire de son employé (art. 1^{er}) et ne peut se refuser à lui verser directement le surplus. Mais pour ce dixième saisissable, le patron est soumis à la même responsabilité qu'en cas de saisie-arrêt ordinaire, et s'il avait payé intégralement malgré la défense à lui faite, il serait condamné à payer deux fois.

Si nous supposons que le débiteur a fait transport au créancier saisissant du dixième que celui-ci a

saisi, le tiers-saisi pourra valablement se libérer aussitôt que les formalités prescrites par l'article 1690 auront été remplies ; cependant les saisies-arrêts faites postérieurement par d'autres créanciers ne seront pas sans effet, car la loi ayant autorisé aussi la cession d'un dixième du salaire, sans qu'il se confonde avec le dixième saisissable (art. 2), le montant de la saisie-arrêt, transformée ensuite en cession, s'imputera alors d'abord sur le dixième cessible et les créanciers postérieurs pourront valablement saisir l'excédent jusqu'à concurrence du second dixième.

Nous croyons, en effet, bien que le contraire ait été soutenu, que le dixième saisissable est cessible ; si la loi de 1895 avait voulu déroger aux principes généraux qui admettent les termes de « cessibilité », « saisissabilité », « incessibilité », « insaisissabilité », comme corollaires les uns des autres, elle l'aurait fait en termes explicites, tandis qu'on argumente simplement des mots « autre dixième » de l'article 2 qui peuvent s'entendre dans un autre sens, à savoir que le débiteur ne pourra faire cession de plus d'un autre dixième (1).

Une circulaire du Garde des sceaux, en date du 5 novembre 1896 (2), a tranché une difficulté qui

(1) Dans notre sens : Pabon, *op. cit.*, n° 68 ; Schaffauser, *Lois Nouvelles*, 1895, 1^{re} partie, n° 50 ; *Contra* : Bouvier-Bangillon, *Pandeetes Françaises*, 1896, 3^e partie, p. 5.

(2) Schaffauser, *Lois Nouvelles*, 1896, 3^e partie, p. 202.

s'était élevée au sujet de la façon dont la main-levée devait être donnée ; la loi étant muette à cet égard, on en avait conclu que cette main-levée pourrait être valablement donnée par le créancier « par acte sous seings privés, sans être obligé de venir faire au greffe une déclaration (1) », mais ce mode de procéder empêchait les créanciers postérieurs de pouvoir valablement pratiquer une saisie-arrêt ; d'une part, en effet, le juge de paix et le greffier refusaient, soit leur autorisation, soit leur visa, puisque, aux termes de la loi une seule saisie-arrêt peut être autorisée, et ils ignoraient l'existence de la main-levée, d'autre part, les créanciers ne pouvaient faire au greffe une réclamation valable, puisqu'en fait les effets de la saisie-arrêt étaient annulés. Aux termes de cette circulaire, la main-levée doit être apportée par le débiteur ou son mandataire au greffe, où il en sera fait mention et donné avis au tiers-saisi par lettre recommandée.

L'article 4 de la même loi a apporté une dérogation notable aux règles de la compensation légale, telles qu'elles sont posées par l'article 1291 du Code civil : le premier paragraphe, en effet, admet en compensation avec le salaire dû à l'ouvrier, la créance résultant au profit du patron de la remise par ce dernier à l'ouvrier des outils ou instruments néces-

(1) Pabon, *op. cit.*, n° 69.

saires au travail, portant ainsi atteinte au principe qui exige la liquidité des deux créances ; le deuxième, en autorisant la compensation du même salaire avec la créance du patron pour remise de matières et de matériaux, viole le principe qui exige que les deux dettes compensables soient des dettes de sommes d'argent ou de choses fongibles de la même espèce ; le troisième, en autorisant la compensation du salaire avec les sommes avancées par le patron pour l'acquisition d'outils ou de matériaux, enfreint la règle de l'exigibilité des deux créances, car si l'on peut admettre que la créance de restitution de la somme prêtée est immédiatement exigible, il n'en est pas de même de celle de l'ouvrier pour son salaire, qui est exigible pour le temps déjà écoulé seulement, et éventuelle pour le temps restant à courir.

Cette compensation nouvelle ne subit pas de limitation comme la saisie et la cession autorisées par la même loi ; il en peut résulter un inconvénient, c'est que le patron pourra garder par devers lui à titre de compensation le salaire intégral de l'ouvrier pendant un temps plus ou moins long et priver ainsi celui-ci de toutes ressources. Faut-il cependant, de ce chef, accuser le législateur d'imprévoyance ? Nous ne le croyons pas ; il était, en effet, important d'assurer à l'ouvrier toutes facilités possibles pour trouver du travail, et il en aura d'autant plus que le patron sera sûr d'être remboursé intégralement, et

n'hésitera pas à prendre à son service un ouvrier dans la misère et dans l'impossibilité absolue de se procurer les instruments ou les matières premières qu'il est d'usage de fournir dans certaines industries.

Le patron, pour toutes autres avances, soit en espèces, comme le prévoit l'article 5, qui l'autorise à se rembourser sur un troisième dixième distinct du premier dixième saisissable et du dixième cessible, soit en nature, se trouvera dans la situation d'un créancier ordinaire : dans le premier cas, la loi le dispense d'une saisie-arrêt sur lui-même, qu'elle reconnaît implicitement ; dans le second, il devra effectivement employer ce moyen (1).

On ne peut, en l'absence de texte formel, refuser au tiers-saisi le droit de consigner dès que l'exploit de saisie-arrêt lui a été remis, droit qui lui est accordé en matière de saisie-arrêt ordinaire ; les raisons qu'on a données pour justifier cette consignation reçoivent parfaitement leur application dans ce cas particulier. Au contraire, le texte de l'article 10 que l'on a invoqué en faveur de l'opinion adverse : « ces derniers (les créanciers) auront une action directe contre le tiers-saisi en paiement de leur collocation » n'est pas probant, et nous paraît indiquer seulement que, pour le cas où le tiers-saisi aurait conservé la somme par devers lui, les tiers auront une action

(1) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chapitre V.

directe contre ce dernier ; nous admettons aussi, pour les mêmes raisons, que le créancier saisissant ou le débiteur saisi peuvent contraindre le tiers-saisi à consigner en le poursuivant.

La saisie-arrêt faite sur le dixième saisissable peut causer un grave préjudice au débiteur si, ayant été opérée pour une créance très minime, il existe entre ces deux sommes une grande disproportion ; nous avons étudié et reconnu la légitimité du procédé imaginé par la pratique pour remédier à cet inconvénient en matière de saisie-arrêt ordinaire (1) ; il n'en saurait être de même pour la saisie-arrêt des salaires, le président du tribunal civil jugeant en référé est ici incompétent. Le débiteur saisi peut d'ailleurs trouver dans le texte même de la loi un moyen de parer à ces inconvénients, l'article 9 n'ayant pas, en effet, fixé de délai pour la convocation des parties afin de voir statuer sur la validité de la saisie, le saisi n'aura qu'à requérir du juge de paix la convocation immédiate.

Les autres effets produits par l'exploit de saisie-arrêt en matière de salaires, notamment ceux relatifs à la question si discutée du concours des saisies-arrêts et des cessions, et à la prescription, sont les mêmes qu'en matière de saisie-arrêt ordinaire, aussi n'y insisterons-nous pas.

(1) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chapitre VI.

§ 2. — Effets du jugement de validité.

La loi du 12 janvier 1895 n'a, dans aucun de ses articles, traité d'une façon spéciale des effets du jugement de validité, nous allons donc voir quels sont les effets d'une saisie ordinaire qui peuvent se produire ici. Tout d'abord, le jugement de validité de la saisie-arrêt faite sur des salaires produit les deux mêmes effets principaux que le jugement de validité en matière de saisie-arrêt ordinaire : 1° si le saisissant n'a pas de titre exécutoire, il condamne le saisi à payer le saisissant ; 2° qu'il y ait titre exécutoire ou non, il condamne le tiers-saisi à payer directement entre les mains du saisissant les sommes retenues sur le dixième saisissable, jusqu'à concurrence de la créance de ce dernier ; dans le cas où la créance du saisissant est plus élevée que le montant des sommes retenues, le jugement oblige le tiers-saisi à continuer à conserver le dixième saisissable et à le verser au créancier jusqu'à complet désintéressement.

La théorie du jugement rendu en dernier ressort opérant transport judiciaire, à condition qu'il ait été signifié conformément à l'article 1690 du Code civil, doit aussi recevoir son application ici. Pour le cas où le jugement serait en premier ressort seulement, il faut d'abord remarquer que le délai d'appel a été modifié par la nouvelle loi et se trouve réduit à dix

jours qui commencent à courir du jour de la prononciation du jugement (art. 10) ; les saisies-arrêts faites par inscription au greffe pendant ce temps sont valables ; il en serait de même, si le jugement est par défaut, de celles faites pendant la huitaine de l'opposition ; quant à celles pratiquées à partir du moment où l'appel a été interjeté ou l'opposition faite, il faut, comme nous l'avons dit plus haut, attendre le résultat de l'appel ou de l'opposition ; si le premier jugement est confirmé, l'effet produit rétroagit au jour du premier jugement.

Les effets relatés plus haut sont ceux qui se produisent par suite d'un jugement de validité portant sur des sommes exigibles au jour de ce jugement ; si le jugement valide une saisie-arrêt faite sur des sommes en partie échues, en partie à échoir, les mêmes raisons, que nous avons déduites précédemment (1), nous amènent à décider que les retenues à faire par le patron sur les salaires futurs de son ouvrier ou employé ne peuvent pas être attribuées aux créanciers qui ont obtenu ce jugement au détriment des créanciers postérieurs ; nous ne voyons pas en quoi le principe de l'autorité de la chose jugée peut se trouver méconnu, ainsi que le prétendent la Cour de cassation et les auteurs qui adoptent l'opinion contraire (2), parce qu'on admet à concourir entre eux

(1) Voir *suprà*, 2^e partie, chap. II.

(2) Cass. civ., 27 novembre 1894, D. P. 95.1.278 ; Pabon, *op. cit.*, n° 344.

des créanciers qui n'ont pas de privilèges ni les uns ni les autres.

Lorsqu'il n'y a qu'une seule saisie-arrêt formée entre les mains du patron, celui-ci devra se libérer entre les mains du saisissant aussitôt que lui sera faite la signification du jugement, s'il est contradictoire et en dernier ressort. Dans le cas où le jugement pourrait être attaqué par une des voies de recours, le tiers-saisi devra attendre la remise des certificats énoncés en l'article 548 du Code de procédure et l'expiration des délais prescrits ; mais, tandis que dans ce dernier cas, il aurait la faculté de se décharger de toute responsabilité en consignait les sommes retenues à la Caisse des dépôts et consignations, pendant les délais d'opposition ou d'appel, il ne le pourrait plus dans la première hypothèse, une décision de justice passée en force de chose jugée l'ayant déclaré débiteur direct du saisissant et condamné à vider ses mains entre les siennes. S'il y a concours de saisies-arrêts, il y aura lieu de procéder à la distribution par contribution des sommes saisies arrêtées ; deux cas sont encore ici à distinguer : le jugement est définitif ou bien il peut être frappé d'opposition ou d'appel. Dans ce dernier cas, le tiers-saisi peut aussi, comme dans l'hypothèse précédente d'une seule saisie-arrêt, consigner pendant les délais de recours ; c'est seulement après leur expiration qu'il sera procédé à la répartition et encore le juge de

paix ne pourra-t-il y être contraint que si les sommes à mettre en distribution sont assez considérables pour pouvoir donner aux créanciers un dividende d'au moins 20 0/0 net (art. 11). Dans le premier cas, nous croyons que le même article 11 de la nouvelle loi a apporté une dérogation aux règles posées par le Code de procédure qui exigeait, à défaut de distribution amiable dans le délai d'un mois [(art. 656), la consignation dans la huitaine suivante à fin de distribution judiciaire (art. 657).

Cet article accorde en effet aux créanciers saisissants « une action directe contre le tiers-saisi en paiement de leur collocation » et, s'il n'enlève pas à ce dernier le droit de consigner, il semble bien néanmoins indiquer qu'il ne pourra pas y être contraint.

Une dernière question nous reste à examiner : la loi du 12 janvier 1895 a-t-elle un effet rétroactif et doit-elle s'appliquer aux saisies-arrêts pratiquées sur des salaires ou appointements au-dessous de 2.000 francs, dont la procédure était en cours au moment de sa promulgation ?

L'absence dans la loi de dispositions transitoires a donné lieu à ce sujet à de nombreuses controverses et la jurisprudence, à l'heure actuelle, n'est pas encore fixée. Remarquons d'abord que la question ne se posera pas, si, au moment de la promulgation de la loi, le jugement validant cette saisie-arrêt était défi-

nitif, ou si, sujet à une voie de recours, il se trouve confirmé ultérieurement ; on ne pourrait, dans ce cas, émettre la prétention de réduire la saisie-arrêt au dixième du montant des salaires.

Ceci posé, il faut noter que la loi du 12 janvier 1895 contient deux parties bien distinctes : dans le titre premier, elle établit une insaisissabilité qui n'existait pas auparavant et touche ainsi au fond même du droit ; dans le titre second, elle pose seulement des règles nouvelles de compétence et de procédure ; nous allons essayer de démontrer que, pour l'un comme pour l'autre titre, le principe de la rétroactivité s'impose.

Pour le premier, on a soutenu que, dès l'instant où l'exploit de saisie-arrêt est signifié à la requête du créancier saisissant, il y a au profit de celui-ci un droit acquis auquel aucune loi nouvelle ne peut venir porter atteinte ; c'est, dit-on, une application à la saisie-arrêt du principe général posé par l'article 2 du Code civil, principe qui ne comporte aucune limitation.

On peut opposer à cette théorie de nombreuses raisons qui doivent la faire rejeter : sans parler de la rigueur excessive d'un pareil système, il ne nous semble pas que la réduction des effets d'une saisie-arrêt antérieure à la loi de 1895 porte atteinte à des droits déjà acquis. L'exploit de saisie-arrêt, avant sa validation, ne confère pas au créancier un droit

absolu sur les sommes saisies-arrêtées, une foule d'événements divers peuvent venir lui ravir le gage sur lequel il comptait, le débiteur peut contracter de nouvelles dettes et ainsi d'autres créanciers viendront en concours avec lui, le tiers-saisi peut tomber en faillite, ce qui annihile l'effet de la saisie, un créancier privilégié peut se présenter et absorber la totalité des sommes saisies-arrêtées; tant que le gage mis sous la main de justice n'a pas été attribué par une décision judiciaire, et même, selon la théorie de la jurisprudence, tant que cette décision n'est pas passée en force de chose jugée, il n'y a pas véritablement droit acquis au profit du créancier saisissant (1). On peut arguer aussi du caractère d'ordre public que présente cette loi, pour soutenir qu'elle n'est pas soumise au principe de la non-rétroactivité (car il est généralement admis que les lois de cette nature y échappent); nous ne saurions, à cet effet, mieux faire que de rapporter les considérants remarquables d'un jugement du Tribunal d'Auxerre, rendu le 4 mars 1896 (2): « Attendu que le caractère d'ordre public doit être reconnu, même dans le domaine du droit privé, aux lois dont les motifs sont manifestement puisés dans l'intérêt de la société; attendu que la société est intéressée à ce que

(1) Schaffauser, *Lois nouvelles*, 1897, 1^{re} partie, p. 217; Appleton, note, D. P. 96.2.289.

(2) D. P. 96.2.291.

l'un de ses membres ne puisse être légalement privé des ressources qui lui assurent au moins l'existence, et livré ainsi aux suggestions de la misère ; que telle a été la pensée impérative de la loi du 12 janvier 1895 qui, dérogeant au principe général édicté par les articles 2092 et 2093 du Code civil, a frappé d'insaisissabilité au regard du créancier une quote-part du patrimoine du débiteur ; que cette loi, qui a un caractère prohibitif, est donc essentiellement tutélaire de l'ordre social et doit, à ce titre, être considérée comme étant d'ordre public et non soumise au principe de la non-rétroactivité, etc. ».

Enfin, un dernier argument consiste à dire que le législateur n'a pas innové en réduisant les effets de la nouvelle saisie-arrêt à une portion des salaires, qu'il a simplement consacré officiellement le principe posé par la jurisprudence qui, auparavant, cantonnait la saisie-arrêt portant sur les salaires, en leur reconnaissant un caractère alimentaire ; qu'en un mot, cette loi est interprétative plutôt qu'elle ne crée un droit nouveau, et qu'il est de principe certain que les lois ayant ce caractère rétroagissent : on trouve la preuve de l'intention du législateur dans les termes mêmes de l'article 1^{er} de la loi qui déclare que les salaires ou appointements « ne sont saisissables », tandis que s'il avait voulu lui donner effet seulement pour l'avenir, il n'eût pas manqué de dire : « ne seront saisissables, etc. ».

La compétence et la procédure, énoncées au titre II, ont été l'objet des mêmes controverses. Pour soutenir que l'effet rétroactif ne se produisait pas plus pour la compétence et la procédure à suivre que pour le fond même du droit, on a dit « que le juge, régulièrement saisi d'une affaire, reste compétent pour la juger, alors même qu'une loi nouvelle lui en aurait enlevé la connaissance (1) », qu'il paraît d'ailleurs étrange que l'on interrompe une procédure déjà commencée pour la continuer sans transition par une autre, qu'il y aura même souvent à cette pratique des impossibilités matérielles, que mieux vaudrait tenir pour non avenue la procédure déjà entamée et recommencer entièrement le procès selon les règles posées par la loi nouvelle, mais qu'alors on irait contre le vœu de la loi qui cherche à éviter tous les frais possibles.

Trois théories se sont fait jour sur cette question de rétroactivité : dans une première opinion, à peu près abandonnée aujourd'hui, celle de la non-rétroactivité absolue, il suffit, pour que la loi ancienne reçoive son application, que les faits auxquels elle s'applique soient antérieurs à la loi nouvelle. Un second système distingue : la compétence ancienne s'applique aux procès formés au moment de la promulgation de la loi nouvelle, tandis qu'au contraire

(1) Trib. de Perpignan, 20 février 1895, D. P. 96.2.185.

des faits antérieurs à cette loi nouvelle, mais n'ayant pas encore donné lieu à une action en justice, y seront soumis. Le troisième système admet que la loi nouvelle s'applique dans tous les cas aux procès en cours au moment de sa promulgation. C'est cette dernière théorie que nous adoptons ; il est en effet impossible de soutenir que les parties peuvent continuer à réclamer à être jugées d'après les règles posées par une loi que le législateur a reconnue défectueuse et qu'il a été dans la nécessité d'améliorer ; on peut aussi invoquer dans ce sens un arrêté du gouvernement du 5 fructidor an IX ainsi conçu : « Tout ce qui touche à l'instruction des affaires, tant qu'elles ne sont pas terminées, se règle d'après les formes nouvelles, sans blesser le principe de la non-rétroactivité, que l'on n'a jamais appliqué qu'au fond du droit (1). »

Nous concluons donc que la procédure déjà entamée au moment de la promulgation de la loi nouvelle doit être abandonnée et recommencée, suivant les règles posées par cette loi, devant le tribunal de paix ; l'objection présentée par l'opinion adverse, consistant à arguer de l'augmentation des frais et de la perte de temps, n'est que spécieuse ; car, le plus souvent, il sera plus économique et plus rapide de reprendre *ab initio* la procédure devant le juge de paix que de continuer celle commencée au tribunal civil.

(1) Rivière, *Jurisprudence de la Cour de cassation*, n° 9.

CHAPITRE II

LA SAISIE-ARRÊT DES RENTES SUR L'ÉTAT.

§ 1. — Historique.

Le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, tel qu'il existe aujourd'hui, date de l'époque de la Révolution ; différentes sortes de rentes existaient bien dans l'ancien régime, mais elles furent supprimées par la loi du 17 août 1793, votée par la Convention, sur le rapport de Cambon. Toutes les rentes exigibles et à terme fixe de l'époque royale disparurent et furent fondues en une seule, perpétuelle et non exigible, constatée par une inscription au nom de chaque créancier sur un livre dit « le Grand-Livre de la Dette publique » ; cette loi permettait les saisies-arrêts sur les sommes portées au Grand-Livre, soit sur le remboursement du capital, soit sur le paiement annuel des arrérages et fixait à trois ans la durée de la validité de ces oppositions ; mais elle suscita dans son application certaines difficultés pour le transfert des rentes en n'indiquant pas le moment où les oppositions ne devaient plus être reçues par le Trésor, aussi la loi du 21 messidor an V vint-elle remédier à cet inconvénient en déci-

dant « qu'il ne serait plus admis d'oppositions à la charge des vendeurs d'inscriptions sur le Grand Livre de la Dette publique, après que les transferts et extraits des inscriptions vendues auraient été visés sans opposition par le conservateur établi près la Trésorerie nationale ».

C'est à cette époque que s'accumulèrent, tant dans la politique intérieure qu'extérieure, toutes sortes de difficultés qui amenèrent une crise financière des plus violentes ; après le coup d'Etat du 18 fructidor, la banqueroute était inévitable. Elle fut consommée par la loi du 9 vendémiaire an VI ; ce ne fut, il est vrai, qu'une banqueroute partielle, on remboursa les deux tiers de la dette au moyen de bons au porteur payables en biens nationaux, seul le troisième tiers de la dette fut maintenu sous le nom de tiers consolidé, mais cette mesure n'en ruina pas moins le crédit de l'Etat, la valeur de la rente baissa dans d'effrayantes proportions, son cours moyen à cette époque variait entre cinq et neuf francs.

C'est sur ces entrefaites que fut votée la loi du 8 nivôse an VI qui ordonnait la confection d'un nouveau Grand Livre de la Dette publique, et qui, dans son article 4, décidait « qu'il ne serait plus reçu à l'avenir d'oppositions sur le tiers conservé de la Dette publique inscrite ou à inscrire, etc..... ». La loi du 22 floréal an VII vint compléter cette dernière loi et lever les doutes qui étaient nés sur la question de

savoir si l'opposition était interdite seulement sur le capital ou aussi sur le paiement des arrérages, en déclarant dans l'article 7 « qu'il ne serait plus reçu à l'avenir d'opposition au paiement des arrérages dus, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension » ; tels sont les textes fondamentaux de la matière.

A l'époque de la Révolution, un seul type de rente française existait, cette rente était perpétuelle, nominative et au taux de 5 0/0 ; depuis cette époque, différents autres types ont été émis. Aux termes de l'article 1^{er} d'une ordonnance du 29 avril 1831, « tout propriétaire d'une ou plusieurs inscriptions de rentes nominatives, cinq, quatre et demi, quatre et trois pour cent sur le Grand Livre de la Dette publique est autorisé à en réclamer la conversion en rentes au porteur » ; le décret du 18 juin 1864 créa le type des rentes mixtes qui, comme leur nom l'indique, participent à la fois du titre nominatif et du titre au porteur, l'inscription au Grand Livre en est nominative et la propriété n'en peut être transmise que par voie de transfert, mais le titre est muni de coupons d'arrérages payables au porteur ; la loi du 11 juin 1878 créa la rente 3 0/0 amortissable ; celles du 27 avril 1883 et du 18 janvier 1894 autorisèrent la conversion, la première de la rente 5 0/0 en 4 1/2, la seconde du 4 1/20/0 en 3 1/2.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que ces dif-

férents types de rente sont soumis au même régime que la rente originaire visée par les lois de l'an VI et de l'an VII et jouissent du même privilège ; d'une part, en effet, la raison se refuse à admettre que la variation du taux de l'intérêt ou la forme matérielle du titre puisse avoir une influence quelconque sur le privilège qui est attaché à la qualité même de la créance, sans parler des graves complications qu'entraînerait dans la comptabilité du Trésor l'adoption de la théorie contraire ; d'autre part, différents articles des lois de 1878, 1883 et 1894, que nous avons citées plus haut, déclarent expressément que ces rentes sont insaisissables conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII.

§ 2. — Insaisissabilité absolue.

Maintenant que, dans un préambule historique nécessaire pour l'intelligence des controverses qui vont suivre, nous avons rappelé les textes constitutifs du privilège de l'insaisissabilité et établi qu'il s'appliquait aux différentes rentes françaises existant aujourd'hui, nous allons essayer de préciser la nature de ce privilège et d'en faire ressortir les conséquences.

Dans une première opinion, on soutient que l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat est absolue et que, non seulement il ne peut pas être formé relativement

à elles de saisie-arrêt entre les mains du Trésor, mais que ce privilège a pour effet de les soustraire au droit de gage général que tout créancier a sur les biens de son débiteur, conformément aux art. 2092 et 2093 du Code civil.

Le texte de la loi de nivôse an VI, dit-on, ne comporte aucune restriction, il interdit toute saisie-arrêt aussi bien entre les mains d'un particulier qu'entre celles d'un comptable public ; cette mesure fut au nombre de celles prises à cette époque, au moyen desquelles on essaya de relever le crédit public ; on espérait en laissant à ces rentes une circulation aussi libre qu'au numéraire et en interdisant à leur égard toute opposition, arriver à en augmenter la valeur si fortement dépréciée à cette époque.

La nature de l'insaisissabilité est d'ailleurs exactement indiquée par Vernier, le rapporteur de cette loi au Conseil des anciens :

« Les rentes, disait-il, sont meubles par leur nature, elles n'étaient stipulées immeubles que par fiction et dans quelques coutumes seulement. Malgré cette fiction, elles différaient encore essentiellement dans certains lieux des véritables immeubles, en ce que ceux-ci, en vertu de l'action hypothécaire, pouvaient être suivis dans la main des tiers-possesseurs ; tandis que le transfert fait avant l'opposition dépouillait le créancier de toute espèce de droit sur les mêmes rentes.

« Il convenait donc, non seulement de les rendre à leur première nature, mais encore de priver les créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages. Les créanciers, prévenus et instruits qu'ils n'auront point à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente. En supprimant ces oppositions, on donne en quelque sorte à ces capitaux, à ces sortes de créance, la valeur et l'effet du numéraire en circulation, dont il est si important d'augmenter la masse. Les députés en cette partie ont donné sur cet objet un mémoire au ministre des finances, où ils mettent en évidence les inconvénients qui résultaient pour le crédit public des oppositions admises et des entraves perpétuelles qu'éprouvait la circulation de ces capitaux. En dernier résultat, l'intérêt des créanciers s'y rencontre. Ils trouvaient difficilement à négocier leurs créances, ils étaient forcés de les vendre à perte et à vil prix, tandis que, libres et sans aucun danger d'opposition, elles seront portées à un plus haut prix et d'un commerce plus facile. »

On invoque aussi, pour fortifier cette opinion, les termes de l'article 3 de la loi du 28 floréal an VII, relative aux transferts de la Dette publique, ceux de l'article 15 de l'arrêté du 26 prairial an X, concer-

nant les Bourses de Commerce, ceux de l'article 1^{er} du décret du 13 thermidor an XIII, relatif aux déclarations de transfert des 5 0/0 consolidés, et enfin ceux de l'article 6, titre 2, de l'ordonnance du 14 avril 1819, sur l'ouverture dans chaque département d'un livre auxiliaire du Grand Livre de la Dette publique : ces différents textes exigent tous pour la validité du transfert la présence et par conséquent l'assentiment du propriétaire de la rente ou de son fondé de pouvoir spécial ; aussi se refuse-t-on à admettre la validité d'un transfert de rentes ordonné par jugement, ce moyen détourné équivalant à une saisie-arrêt ; la jurisprudence du Conseil d'Etat, approuvant les décisions du ministre des finances, est constante en ce sens et est corroborée par les décisions d'un certain nombre de cours et de tribunaux (1).

Les partisans de la théorie de l'insaisissabilité absolue se séparent lorsqu'il s'agit de faire l'application de leur principe ; les uns, en présence des termes de la loi qu'ils croient formels, n'y admettent aucun tempérament, quelle que soit la nature de la créance, quelque intéressante que soit la situation du

(1) Conseil d'Etat, 6 août 1878, D. P. 79.3.41 ; Rouen, 6 mars 1888, D. P. 88.2.291 ; Rennes, 31 janvier 1889, D. P. 90.2.61 ; Paris, 21 mars 1889, D. P. 90.2.61 ; Paris, 19 décembre 1889, D. P. 91.2.19 ; Angers, 10 janvier 1893, D. P. 93.2.111 ; Trib. Seine, 2^e ch., 30 janvier 1896, et *id.*, 5^e ch., 23 janvier 1896, D. P. 97.2.17 ; Lettre du ministre des finances du 20 novembre 1897, *France judiciaire*, 22^e année, p. 5.

créancier ; d'autres au contraire, frappés du résultat monstrueux auquel aboutit dans quelques cas cette théorie, y veulent apporter un certain tempérament qu'ils cherchent à justifier en alléguant des principes tirés d'autres parties de nos lois, notamment en matière de successions, de faillite, de nantissement en rentes ; nous examinerons si ces moyens sont conciliables avec la théorie de l'insaisissabilité absolue.

Plusieurs conséquences remarquables résultent de l'admissibilité du principe de l'insaisissabilité absolue.

Les créanciers du propriétaire d'une rente ne pourront attaquer les actes passés en fraude de leurs droits relativement à cette rente, celle-ci en effet ne peut pas être comprise dans leur droit de gage général puisqu'ils ne peuvent la saisir et s'en faire attribuer le prix, par conséquent ils n'éprouvent de ce fait aucun préjudice ; bien que l'un des éléments constitutifs de l'action paulienne, le *consilium fraudis*, existe en l'espèce, le second élément nécessaire à l'exercice de cette action, l'*eventus damni*, ne saurait s'y rencontrer. De même, on a prétendu que si le titulaire d'une rente, pour se libérer envers ses créanciers, a recours à la cession de biens, il n'est pas tenu de faire remise de ses titres de rentes, car bien que l'article 1265 du Code civil ordonne l'abandon de tous les biens, on en doit excepter nécessaire-

ment ceux que la loi déclare à l'abri des poursuites des créanciers. Nous ne croyons pas cette solution exacte ; en effet, de deux choses l'une, ou la cession sera volontaire, c'est-à-dire faite à la suite d'un accord amiable intervenu entre le débiteur et ses créanciers, ou elle sera reconnue valable par jugement, dans le premier cas, les créanciers se refuseront à l'accepter s'ils savent que leur débiteur conserve par devers lui une partie de sa fortune ; dans le second, la loi accorde seulement ce bénéfice au débiteur malheureux et de bonne foi, et il nous paraît que la première condition de cette bonne foi du débiteur serait ici de consentir à l'aliénation et de s'efforcer ainsi d'acquitter intégralement sa dette.

Les rentes sur l'Etat étant insaisissables ne sont pas susceptibles de compensation, qui aboutirait au même résultat, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le paragraphe 3 de l'article 1293 du Code civil qui ne déclare non susceptible d'être compensée que la dette d'aliments déclarés insaisissables, doit être étendu et s'appliquer à toutes les dettes de choses insaisissables.

Les compagnies d'assurances sur la vie qui, aux termes de leurs statuts, ne remettent aux bénéficiaires des polices que des rentes sur l'Etat, ou les tonnines, dont les fonds sont obligatoirement employés en mêmes valeurs et dont chaque membre de l'association est propriétaire par indivis jusqu'à la distri-

bution faite à certaines époques entre les survivants, ne doivent pas tenir compte des saisies-arrêts pratiquées entre leurs mains par les créanciers de l'assuré, en effet le droit de ce dernier est seulement d'exiger la remise d'une chose qui est insaisissable, et ses créanciers ne peuvent demander la validité d'une saisie-arrêt portant sur une valeur de cette nature.

D'ailleurs le titre de rente constitue une créance contre l'Etat, et ce serait entre les mains du Trésor public que devrait régulièrement être pratiquée la saisie (1), si les lois de l'an VI et de l'an VII ne prohibaient une pareille mesure, et non entre les mains de la société dépositaire.

Les caisses d'épargne qui doivent conserver les titres de rentes achetés pour le compte des déposants, ou qui doivent d'office en faire l'acquisition au nom de ces derniers lorsque le capital et les intérêts dépassent 1.500 francs (art. 4 de la loi du 20 juillet 1895), n'ont pas à tenir compte des saisies-arrêts pratiquées entre leurs mains sur ces titres de rente : elles sont, pour les mêmes raisons, évidemment nulles. La question est plus délicate si l'on suppose que la saisie-arrêt frappe sur une somme de plus de 1.500 francs avant que la conversion en rentes sur l'Etat ait été faite.

Le tribunal de la Seine, dans une décision déjà

(1) Trib. Seine, 28 février 1873, D. P. 74. 3.88 ; Trib. Seine, 23 janvier 1896, D. P. 97. 2.17 (2^e espèce).

ancienne (1), a décidé que la saisie est nulle et ne doit pas être maintenue, car elle empêcherait l'exécution d'une loi formelle sur la matière ; cette solution, comme il a été dit (2), ne paraît pas juridique ; si les caisses d'épargne, en effet, craignent de violer la loi en conservant par devers elles un argent dont elles ne font pas emploi, elles n'ont qu'à consigner immédiatement les sommes saisies-arrêtées, ce qui les décharge de toute responsabilité et les dispense de la conversion ; mais il ne nous paraît même pas que la loi puisse trouver son application dans ce cas, car elle ne peut imposer la conversion que pour des sommes disponibles et, tant que l'achat des rentes n'a pas été opéré, tout créancier, usant des droits que lui confèrent les articles 557 et 558 du Code de procédure civile, peut former une saisie-arrêt et rendre ainsi indisponibles les sommes sur lesquelles elle porte.

Nous venons de dire que, si absolu qu'on veuille reconnaître le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, il faut cependant le limiter au titre même qui en fait l'objet ou aux coupons qui en dépendent, sous peine de sortir du texte de la loi ; certains auteurs ont cependant voulu l'étendre au cas où le titre a été vendu, où les arrérages ont été payés, et en ont donné pour raison que, tant que l'argent

(1) 8 avril 1858, *le Droit* du 17 avril 1858.

(2) Rozier, *De l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat*, p. 23,

provenant de la vente de ce titre ou du paiement de ces coupons ne s'est pas confondu dans le patrimoine du rentier avec ses autres biens, il représente le titre aliéné et doit jouir, comme lui, du privilège de l'insaisissabilité.

L'esprit de la loi, ajoute-t-on, sinon son texte, doit conduire à cette interprétation, car si l'on a voulu asseoir plus fortement le crédit de l'Etat en encourageant les capitalistes à acheter ces valeurs, il est indispensable pour arriver à ce but de reconnaître à ceux-ci l'avantage de pouvoir les réaliser en toute sécurité.

C'est ainsi que l'on a prétendu que n'était pas valable la saisie-arrêt pratiquée entre les mains de l'agent de change pendant le délai de cinq jours accordé à ce dernier, chargé de vendre le titre de rente, pour consommer la négociation et remettre le prix à son client (1).

Ce système ne nous paraît pas soutenable, car, si un texte spécial est venu déroger aux principes généraux en déclarant la rente insaisissable, une fois celle-ci convertie en argent le droit commun reprend son empire ; elle devient, comme tout capital ordinaire, un bien non privilégié et soumis au droit de gage des créanciers ; de plus, si l'on peut admettre que la loi ait voulu encourager les capitalistes à

(1) Garsonnet, t. III, p. 528.

acquérir de la rente en leur accordant certains privilèges, on ne comprend pas qu'elle continue à protéger ces mêmes capitalistes lorsqu'ils se refusent à continuer le prêt qu'ils avaient consenti à l'Etat. Le délai de cinq jours indiqué plus haut est d'ailleurs complètement arbitraire ; souvent en effet la vente d'un titre de rente aura lieu par l'intermédiaire d'un notaire et non pas d'un agent de change ; dès lors toute base manque pour savoir si un délai doit être accordé et, dans l'affirmative, quelle durée il doit avoir.

Succession. — Ce privilège de l'insaisissabilité, inhérent au titre de rente, le suit en quelque main qu'il passe ; en cas de décès du rentier, l'héritier qui recueille tous les biens de la succession, tels qu'ils étaient au moment du décès du *de cujus*, devra en supporter les charges et jouira des privilèges qui y sont attachés ; il est devenu immédiatement propriétaire, sans aucune manifestation de volonté de sa part, même à son insu, et non pas seulement au moment de son acceptation ; celle-ci n'est, comme l'a dit M. Baudry-Lacantinerie, que la renonciation au droit de renoncer. Il n'y a pas lieu non plus de distinguer entre les héritiers légitimes et naturels qui ont la saisine et les successeurs irréguliers qui ne l'ont pas, car cette saisine est seulement relative à la possession et non à la propriété qui est transmise aux uns comme aux autres dès l'instant de l'ouverture de la succession.

Tous les créanciers, aussi bien ceux du défunt que ceux de l'héritier, se verront donc refuser le droit de saisir ces rentes dans la succession (1), ils peuvent seulement intervenir au partage pour en surveiller les opérations et empêcher des fraudes à leur préjudice dans la composition des lots. S'ils poursuivaient et obtenaient l'annulation d'une renonciation à succession contenant à la fois des biens saisissables et des rentes sur l'Etat, faite par leur débiteur [en fraude de leurs droits, l'annulation n'aurait aucun effet relativement à ces rentes, et la personne ayant hérité à défaut de leur débiteur renonçant en resterait propriétaire incommutable. Si la succession ne comprenait que des rentes sur l'Etat, ils n'auraient aucun droit à former opposition à partage, ou à poursuivre l'annulation d'une renonciation faite en fraude de leurs droits. De même la demande de séparation des patrimoines, qui a pour but de permettre aux créanciers du défunt de se faire payer sur l'actif de la succession par préférence aux créanciers de l'héritier, ne produira pas d'effet relativement aux rentes comprises dans la succession.

Dans le cas où la succession ne comprendrait pour le tout ou pour la plus grande partie que des rentes sur l'Etat, si le défunt a fait à l'un de ses héritiers certains avantages par dispositions entre-vifs ou

(1) Paris, 21 mars 1889, D. P. 90. 2. 61 ; Paris, 19 décembre 1889, D. P. 91. 2. 19 ; Angers, 10 janvier 1893, D. P. 93. 2. 111.

testamentaires qui excèdent la quotité disponible, on ne pourra pas obliger celui-ci au rapport ; de même les créanciers, en présence d'un actif insuffisant pour les remplir de leurs droits, ne pourront pas attaquer un legs de rente qui rend la succession insolvable, puisque ce legs porte sur des valeurs qui ne sont pas comprises dans leur gage (1).

L'application logique des principes posés par le Code civil en matière de successions devait amener les partisans de l'insaisissabilité absolue à maintenir les solutions exposées plus haut, dans le cas d'acceptation pure et simple, au cas où la succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire seulement. C'est dans ce sens qu'avait paru d'abord se fixer la jurisprudence (2), mais le résultat auquel aboutissait ce système, de mettre les créanciers dans l'impossibilité absolue de s'attaquer soit aux biens du défunt, soit aux biens de l'héritier, parut tellement scandaleux qu'un revirement se produisit et qu'on en vint à décider que l'héritier bénéficiaire devait, à peine de déchéance, réaliser les rentes sur l'Etat qui se trouvaient dans l'actif de la succession et en abandonner le prix aux créanciers (3).

(1) Paris, 2 mai 1878, D. P. 80.1.69.

(2) Paris, 14 avril 1849, D. P. 49.2.190.

(3) Paris, 22 novembre 1855, D. P. 56.2.269 ; Paris, 13 juin 1856, D. P. 57.2.194.

Pour justifier cette solution on a donné, outre des motifs d'équité, une raison spécieuse : on a prétendu que la situation juridique de l'héritier bénéficiaire n'est pas la même que celle de l'héritier pur et simple ; qu'étant tenu de liquider la succession, il doit en réaliser tout l'actif, et en rendre compte aux créanciers sous peine d'être déclaré héritier pur et simple et tenu alors sur tous ses biens. Au premier abord on peut être tenté d'admettre ce raisonnement, car c'est en son propre nom et comme propriétaire que l'héritier bénéficiaire fait vendre les rentes, il n'y a pas là d'exécution forcée ; cependant il faut à la réflexion admettre que, le principe d'insaisissabilité étant absolu, jamais ces biens n'ont formé le gage des créanciers du vivant du *de cujus*, que dès lors l'héritier bénéficiaire ne leur cause aucun préjudice en les faisant immatriculer à son nom ; n'ayant pas d'intérêt, les créanciers ne doivent pas avoir d'action.

Les principes que nous venons d'exposer n'empêcheraient pas cependant les créanciers de faire prononcer la déchéance du bénéfice de l'inventaire de l'héritier, si celui-ci avait omis de leur rendre compte des arrérages des rentes qu'il avait pu percevoir ; une fois convertis en argent, ceux-ci en effet retombent dans le droit commun et sont, comme les autres biens, le gage des créanciers.

En cas de succession vacante, la solution sera la

même, et le curateur n'aura pas le droit de vendre ce titre de rente pour désintéresser les créanciers ; il n'est pas en effet propriétaire, mais simple administrateur ; il ne pourrait même pas faire la demande de transfert au nom de ces créanciers, alors même que ces derniers auraient obtenu un jugement leur attribuant la propriété de la rente en paiement de leurs créances (1).

Faillite. — Lorsqu'un commerçant tombe en faillite, le jugement déclaratif a pour effet d'emporter de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour ce failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite (article 443, § 1, Code de commerce) ; dès lors, si l'on suppose que le commerçant est propriétaire de rentes sur l'Etat, doit-on admettre que la déclaration de faillite emporte aussi dessaisissement de ces valeurs, et que le syndic est autorisé à les comprendre dans l'actif et à les réaliser, ou au contraire, l'absolutisme du privilège de l'insaisissabilité protège-t-il ces rentes contre tout accaparement de la part du créancier ? La plupart des auteurs refusent, en pareil cas, au syndic le droit de faire vendre ces titres, et justifient leur opinion en disant que si le jugement de faillite dessaisit le débiteur, c'est dans l'intérêt des créanciers et afin d'empêcher

(1) Conseil d'Etat, 19 décembre 1839, D. RÉP., *Trésor public*, n° 1159.

que tout ou partie de leur gage ne soit détourné, que par suite les rentes ne faisant pas partie de ce gage, le dessaisissement ne doit pas leur être appliqué. La Cour de cassation adopta d'abord cette opinion (1), mais les conséquences désastreuses qui en résultaient dans la pratique l'amènèrent peu de temps après à adopter l'avis opposé : le 8 mars 1859, ayant à statuer sur un arrêt de la Cour de Lyon rendu le 19 juin 1857 où était admise la théorie de l'insaisissabilité relative et où la vente des titres était ordonnée, la Chambre civile de la Cour de cassation maintint cette décision par les motifs suivants : « Attendu qu'aux termes des lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII les rentes sur l'Etat sont insaisissables ; mais qu'autre chose est la saisie ou l'opposition dont ces rentes sont affranchies, autre chose la mainmise qui succède, à l'égard du failli, à son dessaisissement de l'administration de tous ses biens sans exception, que cette mainmise peut sans doute, selon les exigences de la faillite, être suivie de l'aliénation des rentes sur l'Etat dépendant de l'actif, mais qu'alors c'est au nom du failli et comme ses mandataires légaux que procèdent les syndics... » (2).

Deux motifs, on le voit, ont été mis en avant par la Cour suprême pour justifier sa seconde opinion : la saisie-arrêt et la mainmise en cas de faillite sont

(1) Cass. req., 8 mai 1854, D. P. 54.1.146.

(2) D. P. 59.1.145.

deux choses différentes ; le syndic, en vendant le titre de rente, agit en qualité de mandataire du failli. La distinction entre la saisie-arrêt et la mainmise n'est que subtile ; ces deux mesures, en effet, produisent le même effet, l'expropriation forcée du débiteur, et l'une d'elles étant prohibée explicitement par le législateur, on ne doit pas pouvoir employer l'autre pour arriver par un moyen détourné au même but. L'importance du second motif est beaucoup plus grande, car si les tribunaux reconnaissent au syndic la qualité de mandataire légal du failli, leur décision à cet égard est souveraine et le Ministre des Finances ne pourra pas opposer une fin de non-recevoir à la demande de transfert formée par le mandataire légal du rentier failli. Nous ne croyons pas que le syndic, quand il réalise l'actif de la faillite, puisse être considéré comme mandataire du failli, mais bien au contraire comme celui des créanciers ; tout d'abord l'article 532 du Code de commerce le dit expressément : « les syndics représentent la masse des créanciers et sont chargés de procéder à la liquidation », ensuite on ne peut concevoir un mandat exécuté par le mandataire contre la volonté formelle du mandant (1).

Nous voyons donc que, dans ce cas encore, la théo-

(1) En ce sens : Aix, 31 juillet 1882, D. P. 84.2.94 ; Rouen, 6 mars 1888, D. P. 88.2.291 ; *Contrâ* : Orléans, 9 avril 1878, D. Sup. au R.É.P., *Trésor Public*, n° 773 ; Amiens, 16 janvier 1894, D. P. 94.2.208.

rie de l'insaisissabilité absolue est inconciliable avec la protection des droits des créanciers.

Nantissement en rentes. — On soutient généralement que les titres de rente peuvent être affectés à un nantissement, qu'il n'y a en cela aucune contradiction avec le principe de l'insaisissabilité absolue, car autre chose est l'exécution forcée qu'un créancier exerce sur les biens de son débiteur, autre chose le consentement volontaire donné par ce dernier à ce que ce créancier réalise ces mêmes biens. Si l'on admet cette théorie, la question qui se pose alors est celle de savoir si le nantissement en rentes sur l'Etat est soumis aux règles posées par les articles 2074 et 2075 du Code civil; on distingue entre les rentes nominatives et les rentes au porteur : pour les premières il est évident que le privilège ne sera acquis que s'il y a eu un acte public ou sous seings privés dûment enregistré, signifié au Trésor et si le titre de rente a été remis entre les mains du créancier gagiste (en pratique, la signification est remplacée par un certificat de propriété délivré par un notaire, faisant mention du nantissement, sur la production duquel l'administration des Finances effectue un transfert de garantie, qu'elle raye ensuite sur la production d'un second certificat de propriété constatant le désistement du créancier) (1); pour les se-

(1) Rozier, *De l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat*, p. 91.

condes, la question est controversée, les uns soutiennent que la remise du titre suffit, les autres qu'il faut, en plus de cette remise, la rédaction d'un acte authentique ou sous seings privés ayant date certaine. En cas de non-paiement de la dette principale, pour arriver à réaliser les rentes sur l'Etat remises en gage, on devrait appliquer les dispositions de l'article 2078 du Code civil, sans cependant avoir besoin de faire estimer par experts la valeur du gage, le cours des rentes étant constaté chaque jour par une cote officielle.

Nous croyons au contraire que du moment où on admet la théorie de l'insaisissabilité absolue, on ne peut pas soutenir que les rentes sur l'Etat peuvent être valablement remises en nantissement, car si elles ont été distraites du droit de gage général qu'ont les créanciers sur tous les biens de leur débiteur, à plus forte raison ne peuvent-elles donner naissance à un droit de gage spécial, à un privilège, à moins d'une loi formelle ; ce principe admis pour d'autres biens insaisissables, tels que les pensions (1), doit être étendu par analogie de motifs aux rentes sur l'Etat. Il faudrait, pour donner à ce contrat toute son efficacité, autoriser la vente en justice des titres remis en gage et en arriver ainsi à une vente sur saisie de biens insaisissables ; « dans le cas d'ailleurs

(1) Paris, 19 mai 1877, D. P. 79.2.84.

où le législateur a voulu permettre cette mise en gage, il a cru nécessaire de promulguer des lois spéciales. La loi du 17 mars 1834 a autorisé la banque de France à faire des avances sur tous les effets publics français, mais aussi une ordonnance du 15 juin 1834 a soigneusement déterminé comment elle peut réaliser ce gage. De même la loi du 15 juin 1872 autorise le nantissement des rentes sur l'Etat en garantie des titres au porteur perdus ou volés. Ne résulte-t-il pas de ces lois un argument *a contrario* décisif pour défendre dans les autres cas le nantissement des rentes sur l'Etat » (1) ?

§ 3. — Insaisissabilité relative.

Nous venons, en exposant la théorie de l'insaisissabilité absolue telle qu'elle doit être logiquement appliquée, de mettre en relief les principales conséquences véritablement odieuses auxquelles elle aboutit ; ses partisans les plus convaincus eux-mêmes n'essayent d'ailleurs de la justifier ni au point de vue moral ni au point de vue économique ; cependant des raisons d'équité ne peuvent suffire à elles seules à faire éluder un texte de loi : *dura lex sed lex*. Il nous faut, pour adopter la théorie contraire de l'insaisissabilité relative, trouver des raisons juridiques ;

(1) Note de M. Glasson, D. P. 94.1.497.

c'est ce qu'un examen attentif des textes va nous faire découvrir.

Le texte de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI n'est pas aussi général qu'on veut bien le dire ; il suffit pour s'en convaincre de ne pas le considérer isolément et de se rappeler que cette loi portait sur une matière déjà réglementée dans un sens différent par de précédentes dispositions législatives. Les inconvénients résultant de la loi du 24 août 1793 qui autorisait la saisie-arrêt entre les mains du Trésor, soit du capital de la rente, soit de ses arrérages, furent bientôt reconnus si graves que peu de temps après une loi nouvelle, celle du 21 messidor an V dût intervenir pour limiter le délai pendant lequel ces oppositions pouvaient être pratiquées, et supprimer ainsi en partie à la fois l'obstacle mis à la transmission des rentes et la responsabilité du Trésor. Personne ici ne conteste qu'il s'agit seulement des oppositions autorisées par la loi de 1793, c'est-à-dire de celles pratiquées entre les mains des comptables publics. Cette demi-mesure ne donna pas tous les résultats que l'on en attendait et il devint nécessaire, pour permettre une négociation à la fois rapide et sûre des rentes qui, en relevant le crédit de l'Etat, aboutissait aussi à faire l'affaire de ses créanciers, de les supprimer complètement ; ce fut l'œuvre du législateur de l'an VI.

Si l'on examine maintenant le texte entier de cette

loi, il n'apparaît pas non plus que le principe de l'insaisissabilité absolue doive ressortir de ses termes, non plus que de son esprit ; que l'on nous permette de rappeler à ce sujet les conclusions remarquables données par M. le substitut Servin à l'occasion d'un jugement rendu par la première chambre du Tribunal de la Seine, le 27 novembre 1896 (1) : « La loi du 8 nivôse an VI dispose en ces termes : Art. 1^{er}, il sera formé un nouveau Grand-Livre..., etc. ; art. 3, il ne sera pas fait d'inscription de sommes..., etc. ; art. 4, il ne sera plus reçu à l'avenir d'oppositions sur le tiers conservé de la Dette publique inscrite ou à inscrire. — L'article 4, c'est celui qui a édicté cette insaisissabilité qu'on a pendant si longtemps entendue de façon si complète et si absolue. Que dit-il ? « Il ne sera plus reçu..... », comme l'article 1^{er} dit : « il sera formé..... », comme l'article 3 dit : « il ne sera pas fait..... ». Or l'article 1^{er} dit « il sera formé », par qui ? par l'Etat ; l'article 3 « il ne sera fait », par qui ? par l'Etat ; et alors nous arrivons à l'article 4 « il ne sera plus reçu », par qui ? par l'Etat. Comment les mêmes mots qui, dans les articles 1 et 3, visent l'Etat, pourraient-ils avoir dans l'article 4, une autre signification, et, tandis que les articles 1 et 3 ont uniquement défini le rôle de l'Etat, s'étendre dans l'article 4 à toutes autres personnes ? »

(1) *France Judiciaire*, XXI, 2^e partie, p. 12.

La loi du 22 floréal an VII, en tranchant une controverse élevée au sujet de la loi précédente, et en décidant qu'il ne pourrait plus être reçu à l'avenir d'opposition au paiement des arrérages, ne prévoit aussi que les oppositions faites entre les mains des comptables publics qui, seuls, sont chargés de les payer.

Il nous semble donc impossible que si, comme tout le monde l'admet, les trois lois du 24 août 1793, du 22 messidor an V et du 22 floréal an VII ne traitent que des oppositions à faire entre les mains du Trésor, la loi intermédiaire du 8 nivôse an VI, en traitant du même sujet et en employant les mêmes expressions, ait entendu leur donner un sens plus étendu. D'ailleurs nous sommes en présence d'un texte constitutif d'un privilège et l'interprétation restrictive est de rigueur.

Nos adversaires ont bien compris que la précision des textes leur donnait tort, aussi ont-ils invoqué à l'appui de leur thèse les paroles du rapporteur Vernier qui, disent-ils, précisent d'une façon très nette la portée que le législateur a entendu donner à la loi.

Nous pourrions répondre que la valeur de ce procédé d'interprétation est des plus faibles, qu'autre chose est l'opinion personnelle du rapporteur d'une loi, autre chose un texte formel promulgué, et que ce ne serait ni la première ni la dernière fois que

l'on trouverait une contradiction flagrante entre les deux, mais nous croyons au contraire que ces paroles viennent corroborer à la fois le texte de la loi et notre opinion ; si l'on veut bien en effet se reporter au discours prononcé au Conseil des Anciens que nous avons cité plus haut, on y verra que, s'il est vrai qu'au commencement la thèse qu'il y soutient est identique à la leur, on s'aperçoit bien vite, en en poursuivant la lecture jusqu'au bout, qu'il est beaucoup moins affirmatif et qu'il tombe même à la fin dans une véritable contradiction ; en effet, dit-il, « en dernier résultat, l'intérêt des créanciers s'y rencontre ». Or n'est-ce pas précisément la théorie que nous soutenons ici même ? Dans notre opinion, la loi de nivôse an VI a voulu activer et faciliter la négociation des rentes et en même temps rendre la comptabilité du Trésor moins compliquée, cette augmentation de valeur de la rente a profité indirectement aux créanciers de l'Etat.

L'argument qu'on a voulu aussi tirer des textes réglementant les formalités relatives aux transferts de rente, qui exigent pour la validité de ce transfert la signature du propriétaire ou de son mandataire spécial, ne nous paraît pas non plus probant. Remarquons tout d'abord que pour les titres de rente au porteur la question ne se pose pas, puisque la propriété en est transmise par la simple tradition. Quant aux titres nominatifs, pour la transmission

desquels la formalité du transfert est exigée, nous croyons que leur situation juridique n'a pas été modifiée par des lois ou décrets qui ont simplement eu pour but de réglementer des questions de forme ; qu'il faudrait, au moins, pour pouvoir affirmer qu'ils ont voulu toucher au fond même du droit, que leurs textes fussent impératifs, qu'ils disent par exemple au lieu de « la minute du transfert sera signée par le propriétaire ou son fondé de pouvoir spécial », ceci : « la minute du transfert ne pourra être signée que par... », sans cela l'on est en droit de croire que les formalités prescrites l'ont été seulement pour le cas qui se présentera le plus souvent, celui d'une vente volontaire.

Enfin, on a invoqué contre notre opinion l'absence d'une procédure permettant d'aboutir à la dépossession du propriétaire de la rente ; il est étonnant, a-t-on dit, que le Code de procédure qui a réglementé la saisie des rentes sur les particuliers, n'ait pas réglementé aussi, s'il était dans son esprit de l'admettre, celle des rentes sur l'Etat ; d'ailleurs lors du vote de la loi du 24 mai 1842, qui a remplacé l'ancien titre X du Code de procédure relatif à la saisie des rentes, il a été formellement déclaré que ce mode d'exécution ne s'appliquait pas aux rentes sur l'Etat. Nous répondrons d'abord à ce dernier argument qu'en 1842 la question de la compréhension du texte de la loi de nivôse an VI n'avait pas encore été po-

sée et que tout le monde admettait comme un dogme, sur la foi d'une interprétation qui avait le défaut de ne pas serrer d'assez près ce texte, la théorie de l'insaisissabilité absolue. Enfin, si l'on veut bien reconnaître que l'on a donné à tort à cette loi de nivôse une interprétation extensive, est-ce un argument bien probant que celui consistant à dire que l'exercice d'un droit formellement reconnu doit être paralysé par une question de forme, l'absence d'une procédure permettant de le ramener à exécution ? Nous croyons plutôt qu'« un droit existant ne peut jamais être anéanti par l'insuffisance des moyens que le législateur a organisés pour le sanctionner. Sous l'empire de nos lois, au rebours de ce qui se passait dans la législation romaine, le fond domine la forme. Tout droit dans son essence même comporte une action au moyen de laquelle il se réalise dans les faits. Si le législateur a omis de régler les formes de cette action, c'est à la pratique de les établir ; mais, dans aucun cas, ce silence ne peut entraîner la ruine du droit. Cela posé, il faut bien constater qu'en matière de saisie de rentes sur l'Etat, la voie de procédure normale fait défaut ; il faudra prendre une voie détournée » (1).

Si donc nous observons toutes les formalités, tracées dans des procédures analogues, pour sauvegar-

(1) Note de M. Appleton, D. P. 97.2.17.

der les droits du débiteur, on ne pourra nous faire aucun reproche et demander la nullité de notre façon de procéder. Or, quelles sont, en matière de saisie-arrêt, les garanties accordées au débiteur sinon seulement le jugement de validité qui reconnaît et évalue le droit des créanciers, et, en cas de saisie-arrêt portant sur des objets mobiliers, les formes de la vente exécutée sous la surveillance de justice pour éviter les fraudes de nature à causer une dépréciation, toutes les autres formalités étant au contraire prescrites dans l'intérêt des créanciers? Par l'obtention d'un jugement et la nomination d'un séquestre judiciaire chargé de faire vendre le titre de rente, nous n'en supprimons aucune et l'on doit en conséquence reconnaître la validité de notre procédure.

Nous ne nous arrêterons pas à la dernière objection qui consiste à dire que les lois de 1878, 1883 et 1894 ont déclaré les rentes sur l'Etat insaisissables ; en effet, elles se réfèrent aux lois de l'an VI et de l'an VII et par conséquent n'ont rien entendu innover en la matière.

Les conséquences de notre système sont diamétralement opposées à celles qu'une rigoureuse logique impose aux partisans de l'opinion contraire ; nous avons vu d'ailleurs que, dans plusieurs cas, frappés de l'iniquité de leurs solutions, ils arrivent en pratique au même résultat que le nôtre, mais nous avons dû repousser ces tempéraments inconciliables en

droit avec la théorie de l'insaisissabilité absolue.

L'adoption de notre opinion amène à reconnaître qu'il n'est apporté aucune dérogation aux principes du droit commun réglant les rapports de créancier à débiteur ; tous les biens de ce dernier restent leur gage, y compris les rentes sur l'Etat ; sauf, pour ces dernières, la prohibition toute spéciale résultant de la loi de nivôse an VI ; la saisie-arrêt de ces rentes pratiquée entre les mains d'un tiers détenteur quelconque devra donc être validée, les actes passés en fraude des droits des créanciers pourront être attaqués par la voie de l'action paulienne, la cession de biens faite par le débiteur devra pour être valable comprendre les rentes, si le rentier vient à mourir les créanciers du *de cujus* ou ceux de l'héritier pourront faire opposition au partage et saisir les titres de rente entre les mains du notaire liquidateur, la séparation des patrimoines devra être appliquée à ces valeurs comme aux autres, les bénéficiaires de dons ou legs devront faire le rapport s'ils sont héritiers ou subir une réduction proportionnelle en cas d'insuffisance de l'actif héréditaire, l'héritier bénéficiaire sera tenu de comprendre les rentes dans les comptes qu'il aura à rendre aux créanciers, enfin si la succession est vacante les créanciers pourront obtenir la vente des titres et se faire payer sur le prix, le syndic, en cas de faillite, pourra faire saisir et vendre les rentes, sans que pour cela on soit forcé d'ad-

mettre qu'il agit dans ce cas comme mandataire du failli.

C'est en 1859 que fut pour la première fois soutenue la théorie de l'insaisissabilité relative des rentes sur l'Etat ; M. Labbé, en analysant l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation dont nous avons rapporté plus haut les considérants principaux, en approuvait le résultat comme aboutissant à l'insaisissabilité relative, mais non pas les motifs (1) ; jusqu'en 1886, aucune décision de justice n'adopta cette manière de voir, mais le 19 janvier de cette année, la Cour de Paris, confirmant un jugement du Tribunal de la Seine du 26 février 1885, qui avait approuvé le refus du syndic de restituer des titres de rente appartenant à un failli, posa nettement le principe de l'insaisissabilité relative et admit subsidiairement l'assimilation du syndic au mandataire légal du failli. Cet arrêt fut à nouveau approuvé par M. Labbé, qui fit cependant avec raison des réserves sur le bien-fondé du second motif (2) ; « Attendu, dit la Cour, que les lois spéciales, portant une atteinte exceptionnelle et exorbitante au droit commun, ne doivent être appliquées que dans la stricte mesure de leurs dispositions, qu'il doit en être ainsi notamment des lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII, dont les textes précis et le sens littéral par-

(1) *Journal du Palais*, année 1859, p. 545.

(2) Sirey, 87.2.1.

faitement clairs se bornent à interdire, dans l'intérêt du Trésor public et des règles de sa comptabilité, les saisies-arrêts ou oppositions des rentes sur l'Etat, etc. ».

Cet arrêt, très important au point de vue des principes, marque le point de départ d'une évolution intéressante dans l'histoire de la jurisprudence ; malgré la résistance de quelques Cours et Tribunaux qui deviennent chaque jour de plus en plus rares, nous allons voir cette théorie, à laquelle jusque-là on n'avait prêté aucune attention, examinée avec soin et adoptée presque constamment par des magistrats trop heureux de pouvoir concilier l'équité et la morale avec la stricte application des principes juridiques.

Le 11 mai 1887, le Tribunal de Bordeaux se range à cette manière de voir et valide une opposition faite par les créanciers d'un héritier entre les mains du notaire liquidateur de la succession (1).

Le 12 mai 1892, le Tribunal du Mans admet, lui aussi, dans une espèce analogue, le principe de l'insaisissabilité relative (2), mais sa décision fut infirmée par la Cour d'Angers.

Le 16 janvier 1894, la Cour d'Amiens, annulant un jugement du Tribunal de Vervins rendu le

(1) D. P. 88.3.55.

(2) D. P. 92.2.90.

27 avril précédent, autorise la vente au profit des créanciers des rentes appartenant au failli.

La même année, la Cour de cassation fut appelée à se prononcer par deux fois sur la question, les 2 et 16 juillet, et, dans deux arrêts successifs, le premier de la Chambre civile, le second de la Chambre des requêtes, elle adopta la même opinion. Les motifs du premier de ces arrêts sont ainsi conçus : « Attendu que l'application des lois spéciales doit être strictement renfermée dans les limites fixées par la teneur même de leurs dispositions ; attendu que du texte de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an VI et de celui de l'article 7 de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, ont eu seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes pratiquées entre les mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les articles 2092 et 2093 du Code civil, de se faire attribuer par la justice la rente sur l'Etat que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que le transfert ne nécessite aucune saisie préalable. » La Chambre des requêtes, dans l'arrêt qu'elle eut à rendre quelques jours après, ordonna le rapport à la masse successorale d'un don fait à l'un des héritiers, et ce par l'adoption des mêmes motifs (1). Ces

(1) D. P. 94.1.497.

arrêts indiquent nettement une orientation nouvelle de la jurisprudence que nous allons voir s'accroître dans la suite.

Le 27 décembre 1894, la Cour de Paris se range à l'avis de la Cour suprême et décide que les lois, déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, ne s'opposent aucunement au transfert forcé de ces rentes, du moment que ce transfert ne nécessite aucune saisie préalable entre les mains du Trésor public (1).

La même Cour, le 20 novembre suivant, adopte ces motifs et reconnaît en conséquence que, si un titre de rente a été donné en nantissement, la saisie-arrêt formée sur le prix de la vente entre les mains du dépositaire du titre, doit être déclarée valable (2).

Le tribunal de la Seine, le 27 novembre 1895, juge que les lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII n'ont pas consacré d'une manière absolue l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat ; que ces lois, non plus que les lois postérieures qui se bornent à dire que les rentes sont « insaisissables conformément aux dispositions des lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII », ne sauraient dès lors faire obstacle à l'application des principes généraux tant qu'il ne s'agit pas de pratiquer une saisie-arrêt

(1) D. P. 96.2.123.

(2) D. P. 96.2.444.

entre les mains du Trésor public, et, en conséquence, valide la saisie-arrêt pratiquée entre les mains du préposé à la Caisse des dépôts et consignations et nomme un séquestre pour réaliser la vente (1).

Le 13 janvier 1897, la Cour de Paris rend un nouvel arrêt dans le même sens (2).

Enfin le 23 novembre 1897, la Chambre civile de la Cour de cassation, appelée de nouveau à statuer sur la question, a confirmé nettement ses décisions antérieures. Aujourd'hui donc on peut affirmer que la jurisprudence de la Cour suprême est fixée d'une façon constante, et espérer que sous peu on verra tous les tribunaux s'y soumettre.

Les lois de nivôse an VI et floréal an VII qui ont posé le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat y ont, dans deux cas spéciaux, admis une exception et autorisé la saisie-arrêt entre les mains du Trésor ; la première est relative au cautionnement que doivent fournir certains fonctionnaires pour garantir l'Etat ou les simples particuliers contre les fautes lourdes qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leurs fonctions ; la seconde concerne le propriétaire du titre, qui a le droit de faire opposition au remboursement du capital ou au paiement des arrérages.

Cautionnement en rentes. — Le cautionnement

(1) D. P. 97.2.17 (3^e espèce).

(2) D. P. 97.2.486.

en rentes peut être fourni par le fonctionnaire lui-même ou par un tiers ; dans ce dernier cas, il intervient entre les parties un acte aux termes duquel le prêteur autorise, le cas échéant, la vente de son titre, c'est ce qu'on appelle l'acte d'affectation ; l'agent du Trésor fait ensuite mention de ce cautionnement en marge de l'inscription de rente au Grand Livre de la Dette publique et remet au propriétaire un bordereau, dit bordereau d'annuel, qui lui permet de toucher les arrérages, le titre de rente lui-même restant entre les mains du Trésor.

Dans quelques cas spéciaux, par exemple lorsque le cautionnement est destiné à garantir l'exécution de marchés passés avec l'Etat, les départements ou les communes, il doit être déposé non au Trésor, mais à la Caisse des dépôts et consignations ; celle-ci donne un simple récépissé des titres qui lui sont remis, en perçoit elle-même les arrérages et les rem-bourse ensuite au rentier.

Du jour où une rente est affectée à un cautionnement, elle peut être frappée d'opposition entre les mains du Trésor, mais par ceux-là seuls en faveur desquels le cautionnement a été imposé, à la différence du cautionnement en numéraire, sur lequel on doit admettre en premier lieu toutes les personnes dont les intérêts ont été lésés par le fonctionnaire, en second lieu les bailleurs de fonds, aux termes de l'article premier de la loi du 25 nivôse an XIII, et

enfin — mais sur les arrérages seulement — les créanciers ordinaires. En effet, en cas de cautionnement en rente fourni par un tiers, celui-ci ne perd pas la propriété de son titre par l'affectation qu'il en fait à la garantie de la dette éventuelle d'autrui (1), et dès lors nous ne trouvons pas ici de créancier du second ordre, tel qu'il est relaté plus haut.

Le cautionnement est remboursé lorsque tous les comptes ont été apurés, un transfert d'ordre intervient alors et il est délivré un titre nouveau au rentier ; à partir de ce moment aucune opposition ne peut plus être reçue pour abus ou prévarications de l'ancien fonctionnaire.

Opposition du propriétaire de la rente. — Il faut distinguer suivant qu'il s'agit de titres de rente nominatifs, au porteur ou mixtes. Le propriétaire d'un titre nominatif peut faire opposition entre les mains du Trésor au remboursement du capital ou au paiement des arrérages ; il peut aussi obtenir un nouvel extrait d'inscription en se conformant aux règles posées par le décret du 3 messidor an XII.

Les rentes au porteur ne sont susceptibles d'aucune opposition, la propriété s'en transmettant *erga omnes*, comme celle des meubles, par la simple tradition. C'est seulement le décret du 18 décembre 1869 qui autorisa le Trésor à remplacer les titres au por-

(1) Toulouse, 21 mars 1885, D. P. 86.2.108.

teur perdus ou volés, mais à la condition de fournir comme garantie et pour un temps illimité, un cautionnement en rentes nominatives. La loi du 15 juillet 1872 réduisit la durée de cette garantie à vingt ans ; enfin un décret du 8 juillet 1890 améliora encore la situation des rentiers dépossédés, en les dispensant de fournir un cautionnement, à condition de demander la conversion du titre au porteur en titre nominatif et de laisser vingt ans ce nouveau titre en dépôt au Trésor, ainsi qu'un autre titre nominatif représentant la valeur des arrérages pendant cinq ans.

Le propriétaire d'une rente mixte peut faire opposition au remboursement du capital et même obtenir un nouveau titre, à condition de fournir un cautionnement équivalent au montant des coupons dont le titre était encore muni au moment de la perte ou du vol, et dont la durée est de cinq ans à partir de l'échéance du dernier coupon. Pour le cas où on ne pourrait pas fournir de cautionnement, le décret du 18 décembre 1869 a permis la division du titre en deux inscriptions nominatives d'égale valeur, dont l'une reste déposée au Trésor à titre de garantie pour les arrérages.

CHAPITRE III

LA SAISIE-ARRÊT DES ACTIONS ET OBLIGATIONS.

Il est universellement admis qu'un créancier peut saisir la part de bénéfices revenant à son débiteur dans une entreprise commerciale, mais on s'est demandé si l'exercice de ce droit devait être étendu aux actions et obligations des compagnies de finance, de commerce ou d'industrie. Nous croyons que les valeurs industrielles, formant comme tout ce qui appartient au débiteur, le gage commun de ses créanciers, il faut reconnaître à ces derniers le droit de pratiquer sur elles une saisie-arrêt ou une saisie-exécution, suivant qu'elles se trouveront en la possession d'un tiers ou du débiteur lui-même ; nous verrons d'ailleurs les difficultés que peut présenter ce dernier mode de procéder. Ici encore, nous appliquerons l'idée que nous avons développée dans le chapitre précédent, à savoir que l'existence d'un droit reconnu ne peut être paralysée par l'absence d'une procédure destinée à le mettre en action ; si l'on admet en effet que, la procédure d'exécution manquant à cet égard, on doit s'abstenir d'en créer une, on aboutit à établir au profit de ces valeurs un

véritable privilège sans qu'aucun texte de loi y autorise, nous chercherons donc si on ne peut trouver dans nos lois une procédure que l'on puisse appliquer par analogie à ces valeurs, pour aboutir à leur réalisation, tout en conservant au débiteur les garanties qu'il est en droit d'exiger.

Le Code de procédure n'ayant traité en aucune de ses parties du mode de saisie et de vente forcée de ces valeurs qui, à cette époque, étaient peu importantes, quelques auteurs avaient proposé de leur appliquer les règles établies pour la saisie des rentes (1). En 1842, lors de la discussion à la Chambre des Pairs de la loi emportant modification des articles 636 et suivants du Code de procédure sur la saisie des rentes constituées sur particuliers, un amendement, proposé par M. Persil, ayant pour but de rendre la loi nouvelle applicable à la saisie des actions, fut repoussé sur la remarque faite par le Garde des sceaux, qu'il existait des différences considérables entre ces deux sortes de valeurs qui empêchaient l'application d'une procédure unique ; un projet de loi devait d'ailleurs être déposé pour combler cette lacune, mais cette promesse ne fut pas tenue et, à l'heure actuelle, on en est encore à attendre l'intervention législative.

Nous avons dit que la saisie-exécution pouvait pré-

(1) Pigeau, *Commentaire du Code de procédure*, t. II, p. 221.

senter des difficultés ; on a en effet soutenu qu'il est de l'essence de cette mesure de ne pouvoir atteindre que les meubles corporels (1) ; bien que nous n'admettions pas cette opinion d'une façon absolue qui n'aboutit à rien moins qu'à créer arbitrairement l'insaisissabilité totale ou partielle selon les cas des meubles incorporels, il nous faut cependant reconnaître qu'en pratique, la saisie-exécution des titres appartenant au débiteur sera souvent impossible, et que l'article 591 du Code de procédure, qui ordonne l'apposition des scellés sur les papiers du saisi, interdit implicitement à l'huissier le dépouillement de ces papiers pour y rechercher des valeurs saisissables ; cependant, si cet officier ministériel trouve, sans qu'il ait violé les règles posées par la loi, des valeurs, il peut les saisir valablement (2).

Dès lors, il apparaît que la saisie-arrêt est le seul moyen qu'on pourra employer le plus souvent ; l'exploit posé entre les mains de la société aura pour effet d'interdire pour l'avenir le paiement des arrérages et l'effectuation d'un transfert ; mais pour pratiquer cette saisie-arrêt elle-même on pourra se heurter à de grandes difficultés, étant donnée l'obligation pour le créancier de fournir des indications très précises, par exemple le nombre et les numéros des titres qu'il lui sera souvent difficile de se procurer.

(1) Roger, *De la saisie-arrêt*, n° 168.

(2) Dalloz, *RÉP.*, *Saisie-exécution*, n° 156.

Si l'on conçoit facilement que la saisie-arrêt puisse s'appliquer aux titres nominatifs et frapper sur le droit de créance dont le titre est seulement la constatation écrite, il n'en est pas de même d'un titre au porteur qui matérialise le droit et dont on peut dire qu'il se confond avec lui ; on a été jusqu'à nier la possibilité d'une pareille saisie (1), en disant d'abord que le créancier ignore les numéros des titres sur lesquels il veut faire opposition, ensuite que la société débitrice ne doit pas à une personne déterminée, mais au porteur, qui n'est pas tenu de justifier de sa propriété, et que dès lors on ne devra tenir compte de l'opposition que si le débiteur se présente lui-même et sous son propre nom. Nous croyons cette opinion erronée, et la saisie-arrêt praticable, non pas seulement entre les mains d'un tiers-détenteur du titre, mais entre les mains de la société débitrice : tout d'abord la première objection ne nous paraît pas porter, il est bien évident en effet que si le créancier ne connaît pas les numéros des titres, il ne pourra pas pratiquer de saisie-arrêt, mais qu'est-ce que cela prouve, sinon que cette saisie sera difficilement praticable ? La deuxième revient à dire « que le porteur qui vient toucher un titre a le droit de prendre un faux nom ; cela est certainement inexact (2) ».

(1) De Folleville et Lonfrier, *Traité des titres au porteur*, n° 360.

(2) Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, t. II, n° 1164.

Il faut donc admettre qu'aucun texte de loi n'ayant distrahit les créances constatées par des titres au porteur du droit de gage des créanciers, ces valeurs doivent y rester soumises, et, comme telles, pouvoir être saisies-arrêtées ; qu'au contraire le décret du 28 février 1852, en vue de soustraire les obligations émises par les sociétés foncières, qu'elles soient nominatives ou au porteur, aux règles du droit commun, ayant dû édicter une disposition spéciale, on en doit conclure *a contrario* que les autres titres y restent soumis.

Nous reconnaissons d'ailleurs que bien que la saisie-arrêt des titres au porteur puisse être valablement pratiquée en théorie, il n'en sera que très rarement de même en pratique, la facilité avec laquelle se transmet la propriété de ces titres facilitant la fraude dans de grandes proportions et en rendant la répression presque impossible.

Il faut remarquer que dans le cas où ce n'est pas le créancier du possesseur des titres qui fait signifier la saisie-arrêt, mais bien le propriétaire qui revendique, en prétendant qu'ils lui ont été volés ou qu'il les a perdus, tout le monde s'accorde à lui reconnaître effet (Sur les effets de cette opposition, voir la loi du 15 juin 1872).

Les valeurs industrielles affectent le plus souvent deux formes, qui, bien qu'ayant entre elles une certaine ressemblance extérieure, diffèrent profondé-

ment quant à leur nature intrinsèque ; nous voulons parler des actions et des obligations : les premières sont des parts d'associés, les secondes des créances résultant de prêts. Si nous supposons admis que, quelle que soit la nature du titre, nominatif ou au porteur, celui-ci est susceptible de saisie-arrêt, il nous faut prendre parti dans une dernière controverse : les actions sont-elles, comme le sont certainement les obligations, susceptibles de saisie-arrêt ?

Pour arriver à justifier la négative, les uns ont prétendu que l'action n'est pas une créance, même éventuelle, contre la société (1) : l'actionnaire, ont-ils dit (2), étant un associé et devant avoir sa part au moment de la liquidation, doit être considéré non comme créancier mais comme co-propriétaire du fonds social, il n'y a aucune impossibilité à concilier l'idée d'une société propriétaire avec celle des co-associés propriétaires, il suffit pour cela de ne considérer la société comme ayant une personnalité distincte que dans les cas où cela est nécessaire pour son fonctionnement, d'ailleurs on conçoit difficilement que le capital social qui était la co-propriété de tous avant la formation de la société, qui la redevient à sa dissolution, ne continue pas à garder le même caractère pendant la durée de cette société ; d'autres

(1) Paris, 11 janvier 1895, D. P. 96.2.187.

(2) Troplong, *Des sociétés*, t. I, n^{os} 70 et 140.

ont soutenu une théorie plus étrange (1), en affirmant que le droit de l'actionnaire ne pouvait être classé ni parmi les droits personnels ni parmi les droits réels. Nous croyons, nous, que l'actionnaire doit être considéré, tant que dure la société, non comme co-propriétaire mais comme créancier de celle-ci, et que son droit sera par conséquent susceptible de saisie-arrêt ; nous n'en voulons pour preuve que l'article 529 du Code civil qui distingue nettement les deux personnalités, celle de la société et celle des associés considérés *ut singuli*, en se refusant, si la première possède des immeubles, à reconnaître le droit des seconds comme immobilier.

Si, comme nous l'avons vu, le législateur n'a pas indiqué la manière de saisir les actions ou obligations, il n'a pas tracé davantage de règles spéciales pour arriver à réaliser ces valeurs ; aussi les magistrats ont-ils dû suppléer au silence de la loi : s'il s'agit de valeurs cotées à la Bourse, ils ordonnent le plus souvent la vente par ministère d'agent de change, c'est le procédé qui sauvegarde le mieux les droits des parties en faisant atteindre aux valeurs le plus haut prix auquel elles peuvent prétendre ; dans les autres cas, ils renvoient devant un notaire ou même quelquefois ordonnent la vente à la barre même du Tribunal, en l'audience des criées.

(1) Beudant, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. 34, p. 135 et suiv.

Nous devons enfin signaler une exception apportée par la loi au principe de la saisissabilité des actions et obligations : l'article 18 du décret du 28 février 1852 sur les sociétés foncières, dont nous avons déjà tiré argument, est en effet ainsi conçu : « il n'est admis aucune opposition au paiement du capital ni des intérêts (des obligations), si ce n'est en cas de perte de la lettre de gage ». Cette disposition est la reproduction du principe admis pour les lettres de change par l'article 149 du Code de commerce, sauf dans le cas de faillite où l'exception admise par le législateur de 1807 a été supprimée par le décret. On avait voulu établir entre ces valeurs une complète assimilation et créer ainsi une nouvelle monnaie fiduciaire dont la circulation, libre de toute entrave, fût assurée ; c'est là le seul but que visait le décret précité, il n'a nullement entendu édicter pour ces valeurs le principe de l'insaisissabilité absolue, aussi faut-il admettre que, dans les cas — et nous avons vu qu'ils sont rares — où les créanciers auront réussi à s'en emparer légalement, ils auront le droit de les faire vendre.

CONCLUSION

Si, parvenus au terme de cette étude, nous pouvons nous rendre compte que les rédacteurs du Code de procédure ont cherché à supprimer les complications qu'avaient soulevées dans l'ancien droit les différentes théories des effets du simple arrêt et de la saisie-arrêt proprement dite, il faut nous demander aussi si le but cherché a été complètement atteint, et si la théorie des effets de la saisie-arrêt se rapproche autant que possible de cette *simplicitas legibus amica* dont parlent les anciens, ou si au contraire, il n'y aurait pas lieu de solliciter à son endroit l'intervention législative.

Il est évident que la procédure actuelle, avec les formalités rigoureuses, les différents jugements qu'elle exige et, par suite, les frais élevés qu'elle occasionne, pourrait être notablement simplifiée, tout en protégeant encore efficacement les intérêts nombreux et opposés les uns aux autres qui se trouvent en présence, mais nous n'avons pas ici à entrer dans des explications détaillées à ce sujet.

Pour nous en tenir rigoureusement aux seuls effets soit de l'exploit de saisie-arrêt, soit du jugement de

validité, il nous paraît que cette matière doit aussi appeler l'attention du législateur ; chemin faisant, en effet, nous avons rencontré des divergences absolues d'opinion entre la doctrine et la jurisprudence, souvent aussi — et ceci est plus fâcheux pour les plaideurs — entre les différents tribunaux eux-mêmes ; nous croyons donc désirable que les difficultés soulevées, notamment pour l'interruption de prescription, l'affectation spéciale, la saisie-arrêt sur soi-même, l'étendue à donner à l'indisponibilité de la créance résultant de la saisie-arrêt, le transport judiciaire résultant du jugement de validité, soient définitivement tranchées.

La loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, inspirée par un sentiment d'humanité des plus louables, n'a cependant pas donné les résultats que l'on en attendait ; si l'on peut approuver son premier titre où se trouvent tracées les règles de fond, il n'en est pas de même du second, relatif à la procédure à suivre. Le but que l'on poursuivait, la diminution des frais, n'a pas été atteint, et tandis qu'autrefois les créanciers, forcés de faire l'avance de frais importants, hésitaient souvent à entamer cette procédure longue et coûteuse, ou en tous cas ne se décidaient à l'employer que pour le recouvrement d'une créance d'une certaine valeur, il n'en est plus de même aujourd'hui où, à part le coût relativement

peu élevé de l'exploit lui-même, ces frais ne sont plus avancés par eux mais prélevés sur la somme saisie-arrêtée mise en distribution. Le résultat a été de faire augmenter le nombre des saisies-arrêts dans d'effrayantes proportions ; on ne craint pas de les pratiquer pour le recouvrement des sommes les plus minimales, et lorsque plusieurs créanciers opposants sont admis à la répartition, les frais se trouvent quelquefois non seulement absorber mais encore dépasser de beaucoup le montant de la somme mise en distribution ; c'est ainsi que pour une somme de 7 fr. 20 à distribuer on a vu les frais s'élever à 24 fr. 06, pour une dette de 9 fr. 55 à 49 fr. 60 (1). Frappés de ces inconvénients, plusieurs membres du Parlement ont déposé des projets de réforme de la loi de 1895, et la Chambre, entrant dans leurs vues, a adopté le 1^{er} avril dernier, un projet de loi dont voici les traits principaux (2) : la cession ne pourra être consentie que par une déclaration faite par le cédant devant le greffier ; il est interdit au cessionnaire de participer à la répartition du dixième saisissable ; l'autorisation du juge sera toujours nécessaire pour pratiquer une saisie-arrêt et devra, dans tous les cas, être précédée d'une tentative de conciliation, il en sera de même en cas d'oppositions

(1) *Journal officiel* du 2 avril 1898. Compte rendu de la séance de la Chambre des Députés, p. 1525.

(2) *Journal officiel*, *loc. cit.*, p. 1528 et suiv.

ultérieures ; le tiers-saisi versera le montant des retenues qu'il a opérées entre les mains du greffier ; la répartition n'aura lieu que lorsque la somme à distribuer permettra, déduction faite des frais et des créances privilégiées, de payer un dividende minimum de 35 0/0 ; enfin les exploits d'huissier, les états de répartition et les frais d'enregistrement pour les main-levées sont supprimés ainsi que la franchise accordée aux lettres recommandées. Il ne nous appartient pas de discuter la valeur des réformes proposées qui ne sont pas encore définitives, le Sénat n'ayant pas encore été appelé à donner son avis, l'avenir nous apprendra si la nouvelle loi a efficacement protégé les débiteurs et a produit tout le bien que ses auteurs en attendent.

Pour les rentes sur l'Etat nous ne croyons pas qu'une réforme soit nécessaire ; il est en effet inutile de réclamer l'abrogation des lois de l'an VI et de l'an VII, puisque nous avons reconnu que ces textes, strictement interprétés, conduisent seulement à prononcer la nullité d'une saisie-arrêt pratiquée entre les mains du Trésor public et non point la mise hors le droit commun de ces valeurs. Il n'est pas besoin de faire militer en faveur de cette solution des considérations d'équité, qui, pour si justes qu'elles soient, ne peuvent prévaloir contre des textes précis. Un souhait seulement reste à formuler, c'est de voir le Conseil d'Etat revenir, comme l'a fait la Cour de

cassation d'une manière formelle, sur l'interprétation erronée qu'il a donnée de ce texte de loi, et permettre ainsi aux particuliers de pouvoir obtenir du ministre des finances l'exécution des sentences de justice rendues en leur faveur.

Une loi, au contraire, dont le besoin pressant se fait sentir tous les jours davantage est celle promise par le gouvernement depuis 1842, qui déterminera d'une façon précise le mode de saisir et de vendre les actions et les obligations ; car les difficultés que nous avons vu se présenter pour la saisie, soit des titres au porteur, soit des titres nominatifs cessibles par voie d'endossement, nécessitent au plus tôt une solution qui ne rentre pas dans l'attribution des tribunaux.

Vu :

Le Président de la thèse,
GLASSON.

Vu :

Le Doyen, ✓
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DES EFFETS DE LA SAISIE-ARRÊT.

	Pages
INTRODUCTION.	1
Définition de la saisie-arrêt. — Qui peut saisir-arrêter ? En vertu de quelles créances ? L'ordonnance du juge est-elle susceptible de recours ? Quelles choses sont saisissables ou insaisissables ? Idée sommaire de la procédure de saisie-arrêt. — Est-ce une mesure conservatoire ou une mesure d'exécution ?	1

PREMIÈRE PARTIE

EFFETS DE L'EXPLOIT DE SAISIE-ARRÊT.

CHAPITRE I. — Effet principal de la saisie-arrêt.	21
CHAPITRE II. — Effets par rapport au saisissant	28
CHAPITRE III. — Effets par rapport au débiteur saisi	35
CHAPITRE IV. — Effets par rapport au tiers-saisi :	42
§ 1. — <i>Le tiers-saisi ne peut plus payer le saisi, offres réelles, consignation</i>	42
§ 2. — <i>Indisponibilité totale ou partielle, absolue ou relative.</i>	47
§ 3. — <i>Concours de saisissants et d'un cessionnaire</i>	54
CHAPITRE V. — La saisie-arrêt sur soi-même.	70
CHAPITRE VI. — Théorie de l'affectation spéciale	76
CHAPITRE VII. — Effets de la dénonciation et de la contre-dénonciation	84

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ.

CHAPITRE I. — Le tiers-saisi devient débiteur direct du saisissant. Hypothèque judiciaire, etc. . .	91
CHAPITRE II. — Le jugement de validité opère-t-il transport ?	102
CHAPITRE III. — Jugement de déclaration affirmative . . .	116
CHAPITRE IV. — Peut-on concilier la théorie du transport judiciaire avec les articles 446 et 447 du Code de commerce ?	122
APPENDICE. — Saisies-arêts faites entre les mains des fonctionnaires publics	130

TROISIÈME PARTIE

DE QUELQUES SAISIES-ARRÊTS PARTICULIÈRES.

CHAPITRE I. — La saisie-arrêt des salaires et petits traitements depuis la loi du 12 janvier 1895.	135
CHAPITRE II. — La saisie-arrêt des rentes sur l'Etat. . . .	160
CHAPITRE III. — La saisie-arrêt des actions et obligations. .	198
CONCLUSION.	207

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier
